

RIVAROL

N°3417

“Quand les peuples cessent d’estimer, ils cessent d’obéir”

25/3/2020

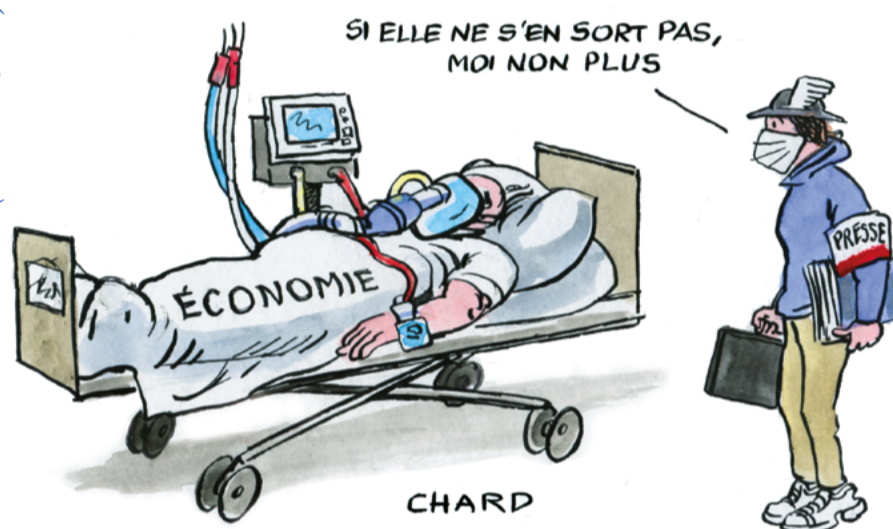
HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Confinement ou assignation à résidence ?

JUSQU'OU' IRONT-ILS dans la restriction des libertés fondamentales et dans le contrôle des populations ? Le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé le 23 mars un nouveau durcissement des règles de confinement qui font que tous les Français sont désormais assignés à résidence et doivent montrer un petit papier, une attestation, tel un enfant pas sage, pour pouvoir sortir de chez eux. Alors qu'il n'y a aucune unanimité en l'état parmi les médecins et les scientifiques sur la nécessité impérieuse et l'efficacité certaine d'un confinement total, ou quasiment total de la population, et que certains pays, comme la Corée du Sud, ont fait leur d'autres méthodes pour endiguer le virus, les pouvoirs publics vont toujours plus loin dans la mise sous tutelle de leurs compatriotes. A partir du mardi 24 mars au matin, il n'est plus possible de sortir pour faire du sport, sauf dans un rayon d'un kilomètre de chez soi, seul et pour une durée maximum d'une heure. Il faut préciser non seulement la date sur son attestation, mais aussi l'heure de sortie. Les marchés ouverts sont fermés.

Des couvre-feux, comme pendant la guerre, se multiplient. Sauf que sous l'occupation on pouvait aller au café, au restaurant, au cinéma, au théâtre, flâner dans la rue ou dans les parcs et jardins publics. Ce n'est pas le cas actuellement. Les amendes, elles, ne cessent d'augmenter pour ceux qui auraient l'audace de sortir de chez eux en dehors des conditions extrêmement restrictives imposées par le gouvernement et sans avoir dûment rempli au préalable leur attestation qui doit nécessairement être imprimée. De 38 euros, l'amende passe à 135 euros, puis 375, puis 1500 euros et peut, en cas de récidive, déboucher sur une peine de six mois de prison ferme. L'état d'urgence sanitaire qui a été entériné par le Parlement le 22 mars permet d'imposer des restrictions considérables et

(Dessin de Chard)



continues à la liberté de circulation, de travail.

NOUS SOMMES en plein paradoxe : alors qu'on n'a cessé depuis des décennies de vanter la suppression des frontières physiques et morales, la libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises, que l'on se faisait fort à l'Education nationale et dans les médias de former (ou plutôt de formater) des citoyens du monde dans le village planétaire, que toutes les barrières, les frontières, les protections étaient vues comme discriminatoires, injustes, fascistes et potentiellement criminelles, voilà que tout à coup on impose des gestes barrières, un cloisonnement, un confinement sans précédent. Mais attention ce n'est pas pour développer une vie spirituelle ou religieuse profonde et authentique. Le 23 mars, le chef de l'Etat s'est entretenu avec « les représentants des principaux cultes, des loges de la franc-maçonnerie et d'associations laïques » (leur République est œcuménique et synchrétique !) et leur a dit sans rire qu'il étudierait l'idée de la création d'un « numéro vert » permettant de répondre aux questions morales et/ou spirituelles des Français pendant la période de confinement. Cette proposition émane du conseil scientifique du gouvernement et a été naturellement appuyée par les responsables de cultes. Trois lignes sont envisagées : une pour un soutien psychologique pour l'ensemble de la population ; une deuxième consacrée au personnel hospitalier ; une troisième orientée vers le soutien spirituel. Non, vous ne rêvez pas, telle est bien la réalité.

Les églises sont fermées, les cérémonies religieuses et le culte public sont interdits dès lors que les rassemblements excèdent 20 personnes, même pour les funérailles, le clergé est au chômage technique mais, rassurez-vous, grâce à un numéro vert mis en place par le gouvernement, on répondra à toutes vos interrogations existentielles, morales ou spirituelles. La République est vraiment formidable : elle pense à tout. Et les ministres des différents cultes officiels sont naturellement tout heureux et très fiers de participer activement à ce que feu l'abbé Georges de Nantes appelait fort justement « le mouvement d'animation spirituelle de la démocratie universelle ». Emmanuel Macron a en effet décidé que les catholiques devront se passer d'aller à l'église pour la semaine sainte et pour Pâques, le 12 avril. Mais il faut lui reconnaître une certaine équité dans l'interdiction des cultes publics puisqu'il a dit également que la fête juive de Pessah à partir du 8 avril et le jeûne du mois de Ramadan du 24 avril au 23 mai ne pourront pas non plus donner lieu à des célébrations communes physiquement dès lors que le confinement est toujours en vigueur. On pouvait, et même, on devait aller urner le 15 mars pour le premier tour des municipales, mais on ne peut aller prier et se sanctifier dans un lieu consacré. La Sainte Urne plutôt que le Dieu un et trine, la République maçonnique est conséquente dans ses priorités et dans ses choix.

AU CONFINEMENT des Français, aux amendes et peines de prison prévues pour les récalcitrants s'ajoute un encouragement à la délation. Comme c'est déjà le cas en Italie, il s'agit par ci-

visme de dénoncer son voisin qui sort de chez lui, prend son vélo ou ne respecte pas les heures de sortie, rentre trop tard ou s'éloigne à l'excès de son domicile. La délation était déjà favorisée sur Internet pour tout ce qui était « contenu haineux » (racisme, antisémitisme, xénophobie, homophobie, sexisme, complotisme, conspirationnisme...), voilà que désormais on peut dénoncer son voisin au nom de l'urgence sanitaire. Et sans doute demain au nom de l'urgence climatique. C'est ainsi que fonctionne et que progresse la démocratie participative. Chacun doit être l'acteur consentant et motivé de son asservissement, de son assujettissement. Autrefois pour être un bon citoyen il fallait se battre au front pendant la guerre, aujourd'hui pour être un héros il faut s'affaler sur un canapé (« restez chez vous »), dénoncer au besoin son voisin insuffisamment docile et applaudir tous les soirs à vingt heures depuis son balcon, de manière mécanique et bruyante, le personnel soignant.

Si la délation ne suffit pas, les pouvoirs publics peuvent compter sur la géolocalisation. Orange travaille ainsi actuellement avec les chercheurs de l'Institut français de la recherche médicale (Inserm) sur « l'exploitation de données de géolocalisation pour mieux suivre les mouvements de la population en France pendant la pandémie », a indiqué l'opérateur à l'AFP. L'entreprise de télécom espère pouvoir « alimenter sous quelques jours les autorités et préfectures avec des indicateurs statistiques » sur le déplacement des Français, afin d'« estimer les mobilités par zone pour vérifier l'effectivité des mesures de confinement, afin d'évaluer la discipline collective, et d'adapter les décisions de l'Etat en conséquence ». Comme en Chine, et comme en Italie, il s'agit de surveiller de près, et sans leur autorisation préalable, tous les Français grâce à leur téléphone mobile. Si la surveillance de la géolocalisation montre que des Français ne respectent pas scrupuleusement et intégralement les mesures imposées, seront-ils sanctionnés ? A ce stade, on n'est plus très loin de l'introduction de la puce électronique dans le corps humain. Le mé-usage des techniques modernes, de

N°3417 DU 25 MARS 2020

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3417 - F: 4,00 €



*suite de l'éditorial
en page 2*

A nos lecteurs : la presse imprimée en grand danger !

POUR la presse écrite la situation ne cesse de s'aggraver de jour en jour, et même d'heure en heure. Le nombre de points de vente vendant les journaux, revues et magazines ne cesse de se réduire, à cause du confinement de la population d'une part, et de la peur des marchands de journaux qui craignent d'attraper le coronavirus au contact des clients, de toute façon de moins en moins nombreux.

A cette diminution croissante du nombre des points de vente qui ferment boutique les uns après les autres s'ajoute la paralysie quasiment totale de la Poste. Depuis une dizaine de jours nous ne recevons plus le courrier, ni les lettres T qui servent pour les réabonnements, ni le reste du courrier postal. Au vu de la situation qui peut durer un certain temps, (des semaines, peut-être des mois), nous vous demandons pour le moment de ne plus envoyer de courrier postal, car nous ne le recevons pas. Il est bloqué, de plus en plus de facteurs et de postiers faisant valoir « leur droit de retrait » et cessant donc totalement leur travail. La désorganisation du courrier risque donc encore de s'accroître, de s'aggraver encore dans les jours et les semaines qui viennent. Nous vous préviendrons quand vous pourrez à nouveau nous envoyer du courrier et des chèques.

LA VOIE NUMÉRIQUE POUR NE PAS RESTER SANS VOIX

D'ici là nous vous encourageons donc, pour tous ceux qui le peuvent, à prendre un abonnement numérique d'un an à 80 euros et à faire toutes vos commandes et tous vos paiements (abonnement, réabonnement, achat du journal RIVAROL ou de la revue *Écrits de Paris*, acquisition d'anciens numéros, etc.), soit par Paypal (en allant sur notre site www.boutique-rivarol.com), soit, si vous préférez, en faisant un virement bancaire sur notre compte à la Banque postale. Nous vous en redonnons les coordonnées :

IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR

Pour tous ceux qui ont l'habitude d'acheter RIVAROL chez leur marchand de journaux, essayez de le trouver quand vous faites vos courses, puisque cette action est autorisée, soit dans les rayons intégrés des supermarchés, soit dans les kiosques ou marchands de journaux ou maisons de la presse encore ouverts à ce jour. Nous continuons, tant que notre imprimerie reste opérationnelle, à imprimer et à router le journal papier à tous nos abonnés, et à servir les points de vente habituels sur toute la France, mais nous ne garantissons pas qu'il sera en vente partout où il l'était jusque-là du fait de la fermeture de nombreux kiosquiers et marchands de journaux ni, pour nos abonnés papier, que le journal

parviendra rapidement et forcément à leur domicile compte tenu de la réduction drastique du nombre de facteurs actuellement et de la fermeture de quantité de bureaux de poste.

Si vous ne recevez pas le journal papier actuellement, ou s'il vous manque des numéros récents, dites-le nous en nous envoyant un courriel à contact@rivarol.com ou à jeromebourbon@yahoo.fr ou téléphonez-nous au 06-40-87-72-79. Nous vous renverrons par voie postale le ou les numéro(s) non reçu(s) sans tou-

tefois pouvoir vous garantir qu'ils vous parviendront de façon rapide et certaine, les services postaux étant actuellement en cessation quasiment totale d'activité.

UN PDF EN CONSULTATION GRATUITE SUR NOTRE SITE RIVAROL.COM

C'est pourquoi, compte tenu de ces difficultés gravissimes et sans précédent dans la distribution du journal depuis sa fondation, tant en kiosques que par voie postale, et face à une situation chaque jour plus dramatique, nous avons d'ores et déjà décidé de mettre à disposition de tous, en consultation gratuite, le PDF intégral de ce numéro, et des numéros suivants (aussi longtemps que dureront la crise sanitaire et les mesures de confinement), en page accueil de notre site Internet www.rivarol.com. Chaque mardi, à partir de ce mardi 24 mars 2020, nous mettrons en effet sur notre site le nouveau numéro de RIVAROL qu'il vous suffira de télécharger pour pouvoir le lire en intégralité et gracieusement. Ceux qui ont une imprimante pourront également l'imprimer pour rendre la lecture un peu plus confortable. Si vous préférez, vous pouvez aussi, comme certains d'entre vous l'ont déjà fait, m'envoyer un courriel pour que je puisse vous envoyer directement le PDF du journal lundi soir ou mardi matin. Mon adresse électronique est : jeromebourbon@yahoo.fr

Mais nous avons bien conscience que cette solution hélas ne peut concerner que nos lecteurs qui ont accès à Internet (ou qui peuvent y avoir accès grâce à des amis, des enfants ou des petits-enfants, plus habitués au maniement de ces techniques modernes), ce qui est loin d'être le cas de tous nos lecteurs au numéro et de tous nos abonnés papier.

Aussi, pour être absolument sûrs que tous nos abonnés reçoivent l'intégralité des numéros papier de RIVAROL parus pendant cette crise et qu'il ne leur en manque aucun, nous avons prévu, en plus de l'actuel routage hebdomadaire, actuellement hélas erratique, de router gracieusement en une fois et en un seul envoi, à tous nos abonnés, dès que la crise sera finie, tous les numéros papier parus pendant cette période de confinement, ainsi qu'à toutes les personnes non abonnées qui seraient intéressées et nous en feraient la demande. Nous nous engageons à ce que vous disposiez à l'issue de cette crise de tous les numéros papier parus sans exception. Ainsi, si par infortune, tel ou tel numéro ne vous

parvient pas pendant cette grave crise du courrier postal, vous l'aurez ultérieurement, c'est pour nous une question essentielle. Ce n'est certes pas idéal mais nous sommes pris en otage, nous sommes dans la nasse, comme toute la presse imprimée et comme des pans entiers de l'économie, et nous essayons de faire au mieux pour maintenir ce qui peut l'être dans des circonstances d'une difficulté inouïe et inédite.

UNE SITUATION INÉDITE, INOÛÏE ET PÉRILLEUSE

Comme vous l'imaginez, tout cela a un coût. Et la situation est actuellement périlleuse, surtout si elle devait s'éterniser. Comme nous ne recevons plus de courrier postal, et donc plus de chèques, depuis dix jours, et que les ventes des journaux s'affaissent, voire s'effondrent, à cause du confinement et de la fermeture de nombreux points de vente, nous n'avons quasiment plus de rentrée d'argent, alors même qu'il faut régler les fournisseurs, les services postaux, fussent-ils gravement défaillants, les pigistes, les salariés, continuer à payer le papier, l'imprimeur, le routeur.

C'est pourquoi nous vous invitons dans toute la mesure de vos moyens à nous aider à traverser ce cap extrêmement difficile, à être généreux. En prenant massivement des abonnements numériques annuels à 80 euros, en nous faisant des dons, même modestes, par Paypal ou par virement. En page accueil de notre site rivarol.com, il vous est ainsi possible, à la rubrique « Faire un don », de nous aider en réglant par Paypal. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Nous comptons sur votre soutien militant pour nous aider à traverser cette phase ô combien difficile qui risque de conduire à la faillite de nombreux titres et de moult entreprises et sociétés de presse. Plus que

jamais, il nous faut faire nôtre la devise des parachutistes : être et durer.

Tenir coûte que coûte. Ne pas faiblir, ne pas faillir, ne pas tomber, ne pas sombrer.

APRÈS LA PLUIE, LE BEAU TEMPS : UN GRAND BANQUET DÉBUT 2021 POUR LES 70 ANS DE RIVAROL

Et dès que nous serons sortis de cette crise inédite par son ampleur, sa soudaineté et sa durée et que le confinement sera enfin derrière nous, et si nous en sortons grâce à vous, nous fixerons alors une date et ouvrirons les inscriptions pour le grand banquet que nous comptons fermement organiser dans les premiers mois ou les premières semaines de 2021 pour fêter comme il convient les 70 ans de RIVAROL. Car, après cette épreuve collective, nous aurons un besoin impérieux d'un événement rassembleur, enthousiasmant, joyeux, riant et mobilisateur.

D'ici là, soyez assurés que nous ferons le maximum, tant la rédaction que le secrétariat, pour maintenir ce qui peut l'être. N'hésitez pas à nous téléphoner et à nous écrire, mais exclusivement par courrier électronique actuellement. Nous sommes à votre disposition. Nous restons auprès de vous, même si la communication est rendue actuellement moins aisée. Notre ferme volonté est de continuer chaque semaine la parution et la diffusion de l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne. Quels qu'en soient les aléas. Et quoi qu'il en coûte.

Nous savons, en ces heures sombres, pouvoir compter sur votre patience, votre compréhension, votre soutien, votre fidélité. Plus que jamais nous ne dépendons que de vous car nous ne pouvons compter, quant à nous, et contrairement à beaucoup d'autres, ni sur les aides et subventions publiques, ni sur les groupes bancaires et industriels, ni sur la clémence des magistrats, de l'administration et du pouvoir en place, ni sur de riches et opulents mécènes. Nous n'avons que la force de nos convictions, que l'amour de la vérité qui guide nos pas. Mais c'est là notre honneur et notre raison d'être.

D'avance merci à tous !

Sursum corda !

Jérôme BOURBON.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

plus en plus performantes et invasives, est particulièrement effrayant, en cela qu'il menace les libertés les plus fondamentales et les plus élémentaires.

CAR ENCORE une fois à supposer que ce confinement de plus en plus strict s'impose aujourd'hui, ce qui reste à démontrer, il aurait certainement été évitable si les pouvoirs publics avaient pris en amont la mesure du danger. Ce qui était parfaitement faisable vu ce qui se passe en Chine depuis décembre et en Italie depuis février. La crise des urgences ne serait pas non plus à ce point aiguë et dramatique si, au nom de restrictions exigées par l'Union européenne et d'une politique malthusienne irresponsable, on n'avait eu de cesse de fermer des hôpitaux, de supprimer des lits, de réduire drastiquement les dépenses consacrées à la santé et à l'hôpital. Alors même que l'on rembourse à 100 % les avortements, que le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, a redit que, malgré la crise sanitaire, tous les centres d'IVG resteront ouverts et pourront fonctionner à plein régime, que les ordonnances, même largement

périmées, de pilule contraceptive, resteront valables en pharmacie, alors même que la Sécurité sociale prend en charge les opérations de changements de sexe des transsexuels et la Procréation médicalement assistée, ouverte de surcroît aujourd'hui aux lesbiennes, on a imposé des restrictions budgétaires à des services hospitaliers pourtant essentiels. De sorte que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation dramatique. Avec un personnel et des moyens dérisoires, des masques en nombre largement insuffisant, des services d'urgence et de réanimation saturés, des lits trop peu nombreux devant l'afflux des patients.

On le voit, la politique des gouvernements successifs depuis des décennies est irresponsable et criminelle dans tous les domaines et consiste invariablement à nous trahir, à nous avilir, à nous déposséder, à nous ligoter, à nous nier, à nous submerger, à nous remplacer et à nous assassiner.

RIVAROL,

[<jeromebourbon@yahoo.fr>](mailto:jeromebourbon@yahoo.fr)



Chronique de la France asservie et... résistante

VALÉRIE Laupies, conseillère municipale de Tarascon, conseillère régionale patriote ex-RN aurait pu être élue maire de Tarascon dès le premier tour (elle a obtenu 35,76 % des suffrages) face au calamiteux maire sortant Lucien Limousin (LR), si le Rassemblement national ne lui avait pas balancé dans les pattes une liste menée par Jean-Guillaume Remise, un parachuté élu d'Occitanie, qui a obtenu 19,56 % des votes. Le maire sortant, Lucien Limousin (73 ans), n'a bénéficié que de 44,67 % des suffrages exprimés. Que s'est-il passé pour arriver à cette situation absurde ?

En fait, Valérie Laupies, directrice d'école en ZEP, une excellente militante, avait été élue conseillère régionale FN grâce à Jean-Marie Le Pen qui avait repéré ses grandes qualités. Elle fut soutenue par le Menhir dont elle dit aujourd'hui que « *c'est lui, et lui seul (et donc pas Marine) qui l'a fait élire* ». La présidente du RN n'aime pas du tout ce genre de considérations. Et puis, Valérie Laupies s'est autorisée quelques propos fantaisistes sur l'Islam, qui ne serait, selon elle, aucunement compatible avec la démocratie, Islam rimant selon elle avec islamisme, qui ont souverainement déplu à Marine.

Pas question, en ces temps de dédialisation, de laisser Valérie Laupies donner une image fasciste, voire nationale-socialiste au mouvement de Marine Le Pen, dont je ne peux m'empêcher de penser (je m'autorise une digression) qu'elle aurait voté la mort de Robert Brasillach et du maréchal Pétain au lendemain de la guerre. Passons...

Bref, Valérie Laupies, à force d'avaries, a fini par se rapprocher de Jacques Bompard, fondateur de la Ligue du Sud, qui la soutient. Aux élections européennes, elle avait soutenu Dupont-Aignan et sa « *liste d'ouverture au camp national* » prônant une illusoire « *Union des Droites* », ce qui ne me paraît pas être l'idée la plus géniale du siècle, quand on connaît certains des comportements et la vraie personnalité de Dupont-Aignan. Mais, bon... Nous pardonnerons à Valérie Laupies. Après tout, n'a-t-elle pas bénéficié du sigle EXD (extrême-droite) accordé à sa liste par la préfecture ? C'est un gage de noblesse.

En attendant, on lit sur les sites identitaires des considérations peu amènes à l'égard de Marine Le Pen. Exemple : Gérard Brazon écrit sur *Riposte laïque* : « *J'enrage ce soir car Valérie Laupies aurait pu gagner les élections municipales à Tarascon au premier tour. Elle s'est vu barrer la route de la victoire par une liste RN concurrente placée par la volonté de Marine* ». Et de poursuivre : « *Ils ont sorti leurs couteaux pour poignarder des frères et des sœurs de combat patriote* ». Eh bien, oui, c'est ainsi que cela se passe chez ces gens-là...

RN : ÇA SE PASSE AINSI CHEZ CES GENS-LÀ

Disons-le tout net : la situation du Rassemblement National est désespérante et probablement désespérée. Un exemple : la Mayenne, qui n'est certes pas un département où le Front National (pardon, le Rassemblement national) pouvait espérer des résultats mirobolants. Mais enfin, il y avait là une équipe, une vraie, qui savait rire (l'humour, qualité première d'une équipe soudée !), qui savait aussi se dévouer, qui militait sans guère d'espérance de décrocher un mandat.

Il y avait là Bruno de la Morinière, qui fut élu au Conseil régional, qui a été le secrétaire départemental du Front national en Mayenne entre 2013 et 2017 avant de s'en faire virer. Il y avait là Jean-Christophe Gruau, l'excellent, jovial et dynamique animateur de la Librairie Française, Mayennais jusqu'au bout des ongles, qui réussit l'exploit d'être qualifié au



(Dessins de Chard)

second tour des municipales de 2014 et d'être élu conseiller municipal de Laval.

Oui mais, le RN rose bonbon ne tarda pas à s'émouvoir. Pensez, Gruau s'était autorisé quelques privautés langagières. Il s'était déclaré contre « *le mariage des sodomites* », ce qui, dans ce parti, est parfaitement inconséquent. De plus, il avait soutenu Gollnisch à l'élection à la présidence du FN et Jean-Marie Le Pen, suite à son interview dans RIVAROL, qui fit scandale. Nicolas Bay, alors secrétaire général du parti mariniste, tenta gentiment de le raisonner, lui disant : « *Marine en a marre de tes provocations* ». Bref, faisons court. Gruau et de la Morinière furent priés d'aller voir ailleurs, au profit de Jean-Michel Cadenas, un militaire retraité, portant beau, genre jugulaire, jugulaire.

Lieutenant-colonel de gendarmerie ! Un peu para, sur les bords, mais pas tout à fait para. Pas un commode dans son genre avec ses subordonnés. Mais discipliné, respectueux au micron près de la haute pensée de Marine Le Pen. Il mena à Laval une campagne admirable, une campagne de notable, n'évoquant pas une seconde « *la question de l'immigration* », relève Bruno de la Morinière. Car il s'agissait de faire sérieux, respectable, dédialisé, propre sur soi.

Le résultat ? 6,20 % des suffrages pour la liste du porte-serviette de Marine Le Pen, aucun élu, alors que, rappelons-le, Jean-Christophe Gruau avait été élu, six ans plus tôt, au conseil municipal de Laval, avec 10,11 % au premier tour, lui permettant de se maintenir et d'être élu au second. « *Au tapis* », Cadenas est « *dans les choux* », commente Bruno de la Morinière.

MAIS OÙ SE TROUVE LA FRONTIÈRE ENTRE LA FRANCE ET L'IRAN ?

Cette crise du coronavirus a tout de même l'avantage de nous conduire à approfondir nos connaissances en géographie. Ainsi, saurez-vous dire où se trouve la frontière entre la France et l'Iran ? Une question à laquelle il n'est pas forcément aisé de répondre. Mais une question qui mérite d'être posée, suite aux propos martiaux de Marine Le Pen quant au coronavirus : « *Il faut cesser de tergiverser. L'heure est à la guerre* ».

Elle ajoutait : « *Je demande au Président de la République de procéder à la fermeture des frontières de la France avec les pays les plus touchés, l'Italie, l'Espagne, l'Iran, entre autres* ». Où se trouvent les frontières entre la France et l'Iran ? Les géographes ne savent pas trop, à vrai dire. Certains évoquent Andorre, d'autres le comté de Salm dans les Vosges, thèse défendue, semble-t-il, par notre ami Scipion de Salm. Bref, on est un peu dans le flou...

ET CE FUT LE CORONAVIRUS QUI CREVA !

Fréron, qui était journaliste, critique littéraire et philosophe, était l'ennemi juré de Voltaire. Fréron combattait notamment dans *L'Année littéraire* qu'il avait fondé en 1754, les philosophes des Lumières au nom de la

religion et de la philosophie. Il avait la dent dure à l'égard de Voltaire, dont il disait : « *Sublime dans quelques-uns de ses écrits, rampant dans toutes ses actions* ». Voltaire n'apprécia absolument pas (curieusement, il ne supportait pas qu'on le critiquât) et lui répondit avec violence par une virulente satire, *Le Pauvre diable* (1758), et *Le Café de l'Ecosaise*, où Fréron était représenté sous les traits d'un espion délateur, coquin envieux et vil, toujours prêt à calomnier à prix d'argent.

Une image parfaitement injuste et fautive. Fréron assista aux deux premières représentations. Sa femme s'évanouit devant la virulence de l'attaque, tandis que lui-même « *se contenta de faire de la pièce un compte rendu ironique et correct* (Wikipédia) ». Ce qui, soit dit en passant, démontre que Fréron était un homme de qualité. Voltaire lui décrocha aussi de nombreuses épi-grammes, en prose ou en vers, dont celle-ci qui est restée célèbre, que nous oserons reprendre à notre compte à propos du coronavirus, que l'équipe de RIVAROL entend bien contribuer à terrasser :

*L'autre jour au fond d'un vallon,
Un serpent piqua Jean Fréron (Rivarol) ;
Que croyez-vous qu'il arriva ?
Ce fut le serpent qui creva.*

GRAVE QUESTION : UN TRAITEMENT SIONISTE CONTRE LE CORONAVIRUS SERAIT-IL HALAL ?

Un traitement sioniste contre le coronavirus serait-il halal ? Le religieux iranien dit oui : les musulmans pourraient utiliser un remède contre le coronavirus même s'il était créé par des Israéliens (le vaccin, pas le virus). C'est l'importante information que nous livre le *Jérusalem Post*. Selon la loi islamique, certaines choses sont *haram* (interdites) et certaines sont *halal* (autorisées).

Ces concepts sont souvent utilisés dans le langage courant pour discuter de la moralité de certaines actions. L'éventuel vaccin anti-coronavirus est-il *haram* ou *halal* ? Certains mauvais coucheurs ne manquent pas de s'étrangler de rage à l'image de ce musulman qui préférerait « *faire face au virus plutôt que de prendre le remède israélien* » s'il en existait un. Après tout, pourquoi pas.

En attendant, une bonne nouvelle concernant la lutte contre le coronavirus : L'imam de Brest Rachid Eljay vient de nous informer que la prière islamique protège de la contagion...

BRIZITTE MACRON EST TROP DRÔLE !

Nos lecteurs qui écoutent RTL et Laurent Gerra, le matin à 8h45, ont souvent l'occasion de rire avec ses sketches et ses imitations, parfois remarquables (pas toujours, toutefois). Ses imitations de Sarkozy, expert ès « *cuis* » (fautes de langage selon l'Académie), sournoisement prêt à revenir sur le devant de la scène, d'Enrico Macias, avec Tata Djamil et le couscous qu'elle préparait là-bas, de Raffarin, expert ès Chine et coronavirus, de Bergoglio, plus plaintif et geignard que nature, sont drôles. Oui mais, comment imiter la voix de Brigitte Macron, dans ses dialogues avec Emmanuel ? Impossible, malgré le talent de Gerra.

Du coup, le célèbre imitateur a eu l'idée de lui donner une voix très grave, une voix grondeuse de maîtresse d'école autoritaire. Et Brigitte de s'adresser à Emmanuel, comme elle le ferait à un enfant (« *Emmanuel, Emmanuel, j'ai trouvé sous ton lit des papiers de bonbons. Tu sais bien que cela t'est interdit. Tu vas grossir* »). « *Oui Brizitte* » (Gerra le fait zézailler et lui donne une voix fluette), présentant ainsi Macron comme un petit garçon à Maman. Mais Maman, un jardin de l'Ely-

sée vaste d'1,5 hectare à sa disposition, ça ne lui suffit pas. Maman s'est permis une petite promenade sur les quais de Seine, dimanche 15 mars, entourée de ses garde-du-corps. Maman s'est même autorisée à exiger des badauds « *de rester à distance respectable* ». Maman aurait même été « *interloquée* » de « *croiser autant de monde* » dans les rues de la capitale.

Car Maman est une Tartufette exceptionnelle. Pensez, les images des quais de Seine bondés ont fait hurler la classe politique dans son ensemble. « *C'est une folie, les gens sont inconscients !* », se serait lâché un proche du couple présidentiel dans les colonnes du *Parisien*. » Et pendant ce temps, Brizitte se promenait sur les quais...

RAUFER TRÈS DRÔLE AU PREMIER ET AU SECOND DEGRÉ !

Selon Xavier Rauffer, criminologue et essayiste connu, l'une des conséquences de la crise du coronavirus sera la baisse de la délinquance, car avec moins de gens dans les rues et les transports, il y aura, mécaniquement, moins de délits. Et de pronostiquer : « *Notre ministre de l'Intérieur est un grand tricheur devant l'Éternel. Au vu de la situation, il va naturellement tenter de profiter de la situation pour dire "regardez comme nos résultats sont bons"* ».

Car, dit Rauffer avec un humour un peu noir, « *moins de gens dans les transports en commun signifie moins de pickpockets. Cambrioler un domicile vide, c'est quand même plus sympa et plus pratique que de cambrioler un domicile où les enfants font leurs cours sur un coin de table, une maman qui surveille le rôti et papa qui est sur son ordinateur en télé-travail. Naturellement, cela va ralentir le flot des cambriolages* ».

Et puis, il y a une activité qui souffre terriblement de la pandémie : celle des dealers. Rauffer note : « *Moins de gens iront rôder dans les quartiers mal famés pour aller chercher de la dope* ». Les promesses des autorités de compenser les pertes des petits commerces seront-elles tenues ? On l'espère pour que la paix continue de régner dans les quartiers, note avec humour le criminologue. Oui mais, que va-t-il se passer dans les prochaines semaines dans ces « *territoires perdus de la République* » ?

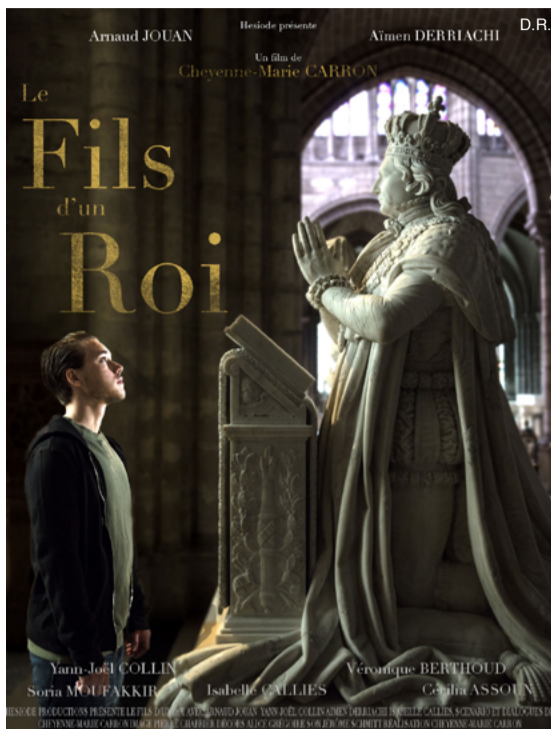
Des territoires peu tentés *a priori* de respecter les consignes sanitaires et de confinement dans ces zones interdites d'accès au SAMU et aux pompiers. Mais Xavier Rauffer est optimiste. Il note que « *beaucoup de gens de ces quartiers, et notamment la fraction de la jeunesse, qui est la plus perméable au banditisme et au pillage, sont pratiquement tous des gens illettrés* ». « *Je vois que la plupart d'entre eux sont illettrés, ou tout comme. Par conséquent, ils passent beaucoup de temps devant la télé. Le bombardement constant du coronavirus doit les impressionner. Ce sont des âmes simples* », dit-il.

En d'autres termes, la racaille des banlieues est morte de trouille... Rauffer pronostique : « *Ils vont se replier sur eux-mêmes. Ils ne comprennent pas trop, c'est bien compliqué pour eux* ». Trop drôle !

Robert SPIELER.



DROIT AUX LETTRES



● D'Hector LEFORT :

LE FILS D'UN ROI

Gaule : dans la revue *Éléments* est annoncée la réalisation d'un film de la talentueuse et surtout courageuse Cheyenne Carron, intitulé *Le fils d'un roi*. Mais à lire la présentation qu'en fait le journaliste, on se demande si une quelconque intrigue anime le déroulé du film ou s'il s'agit simplement de dialogues à portée pédagogique :

« On y cite à la fois Lafargue et saint Louis (deux anticapitalistes, chacun à leur manière...), on y invoque autant Richard Cœur de Lion que les Gilets jaunes ou les légionnaires de Camerone, on y fait croiser le dieu égyptien Toth et le chevalier de Dürer, on passe d'une cour de lycée bétonnée à la nécropole de Saint-Denis, on critique la loi Le Chapelier, on débat des lettres de cachet, on milite pour le rétablissement du duel, on soupire sur les grandes heures de l'empire japonais... »

Et si l'on traverse la cour d'un lycée c'est que les deux principaux personnages semblent être : « un petit Blanc passionné par l'histoire [qui] vit dans un quartier populaire avec son père brocanteur et sa mère, une ouvrière plongée dans le coma », et Elias, un élève d'origine marocaine avec qui il doit préparer un exposé au sujet de la Révolution française. Seulement, dans cette ZEP, la jeunesse black-blanc-beur ne semble pas vraiment habitée par les grands idéaux de la République et, s'attirant les foudres de leur professeur, les deux lascars entreprennent d'édifier leurs camarades en leur parlant des institutions sociales de l'Ancien Régime, des corporations, des prérogatives des communes, de la décentralisation monarchique... « Ici c'est le bordel, au Maroc il y a de l'ordre ! » s'écrit « Elias, dont la famille, même après avoir migré en France, est restée fidèle à Mohammed VI. Les frondeurs poussent la provocation jusqu'à écrire au comte de Paris et au duc d'Anjou. Cheyenne Carron inaugure une nouvelle école : le maurrassisme banlieusard ! »

Donc à quoi ressemble *Le fils d'un roi* ? Est-ce à certains films d'Eric Rohmer où les dialogues semblent être la substance tandis que les aléas sentimentaux des personnages sont plutôt minces ? Mais on n'imagine pas que ces énoncés historiques en deviennent verbeux comme dans certains films du provocateur Jean-Luc Godard. Va-t-on être plongé dans une ambiance lycéenne où l'immaturité et l'expression approximative se veulent spontanées et charmantes, comme par exemple dans le film de François Bégaudeau ?

On n'en sait rien. Et même si l'on apprécie le travail de la cinéaste, on n'est pas certain d'avoir été incité à acheter ce dernier DVD.

● De Claude TIMMERMAN :

CE MATIN J'AI PEUR

J'ai peur de la tyrannie qui s'installe dans ce pays : les gens sont confinés chez eux, les libertés fondamentales sont suspendues, le parlement a voté l'urgence sanitaire... Les

mesures de confinement seront prolongées sur plusieurs mois.

Nous sommes entré en médocratie.

En fait il y a déjà longtemps qu'on ne peut plus boire de sodas ou d'alcools, ni fumer, ni manger de sel, de sucre, de graisses ni de viande rouge (la dictature des nutritionnistes est implacable), mais curieusement on ne parvient pas à faire interdire la consommation et l'inhalation de pesticides cancérigènes.

Désormais on peut s'attendre à ce qu'au nom de la « sécurité sanitaire », avec la complicité d'un ou deux médecins qui balanceront n'importe quoi, comme d'habitude en le justifiant avec une « étude » *ad hoc* rédigée tout exprès, on en vienne à la promulgation de n'importe quelle loi liberticide... On a déjà supprimé la liberté de circulation. Une dictature s'installe, sans limites et sans contrôles possible !

Prochaine étape : suspension des télécommunications (internet) pour cause officielle de « saturation des lignes ». J'ai peur de ces médecins des « conseils scientifiques gouvernementaux » qui sont les nouveaux ayatollahs : de l'incompétence et du dirigisme médical érigé en système qui s'installe en Macronie.

● De Jacques TOUSSAINT :

MANQUE CRUEL DE MASQUES

Je viens d'avoir au téléphone ma fille qui est infirmière à XX dans un service qui fait de l'hospitalisation à domicile et j'ai pensé que ces informations de première main pourraient vous intéresser.

Théoriquement il faut un masque par heure et par patient, ils en ont au mieux un par jour et ils sont obligés de se bricoler des masques en tissu qu'ils désinfectent eux-mêmes chez eux. Il manque dramatiquement de gel pour stériliser les mains. Des voitures de médecins et d'infirmières ont été attaquées et vandalisées pour voler l'autocollant avec le caducée qui permet de circuler librement mais aussi les masques et médicaments qui sont à bord. Des stocks de masques ont été volés dans les pharmacies, hôpitaux et véhicules de livraison. Ils sont revendus à la pièce au marché noir, notamment dans les zones dites sensibles.

Les populations desdites zones ne respectent absolument pas les ordres de confinement et vont jusqu'à cracher sur les policiers.

Les personnels médicaux sont très angoissés et ont le sentiment d'être des soldats que l'on envoie en première ligne sans armes. La majorité de ses patients est composée de personnes âgées à haut risque. Si un des personnels est contaminé, cela sera la réaction en chaîne. Si les soignants sont eux-mêmes malades, qui s'occupera des patients ?

Ma fille a été contrôlée par un barrage de police. Voyant qu'elle est infirmière, les policiers se sont confiés à elle. Eux aussi n'ont aucun moyen de protection et ont reçu l'ordre de ne pas porter de masques, qu'ils ne possèdent pas, pour ne pas affoler la population ! Ils y a eu de violentes bagarres dans certains supermarchés et une tentative d'assassinat place « centrale ». Ils sont très inquiets des réactions des zones de non-droit si l'état d'urgence se prolonge et disent ne pas avoir les moyens d'assurer la paix publique en cas d'embrasement généralisé.

● De LANCELOT :

LA DICTATURE À MARCHE FORCÉE

Décidément, ils ne reculent devant rien, les Maîtres du monde. Derrière leurs longues griffes jaunes, ces chrysophiles ataviques, les pires ennemis de nos peuples, n'ont jamais hésité devant les plus mauvais coups. Non, il ne s'agit pas de couvre-feu ! Sous autorité étrangère, lors de la dernière guerre, terrasses et restaurants restaient ouverts, théâtres et cinémas, gymnases, conservatoires, écoles et universités demeuraient en vie, les églises restaient un asile d'autant plus recherché, dans l'adversité.

On n'ose imaginer la violence de l'insurrection, si l'« Occupant » d'alors s'était aventuré à les fermer. Force est de constater qu'il n'avait pas cette impiété.

Cette fois, c'est autre chose ; on plonge le pays sous la terreur, le peuple est pris en otage sous une loi martiale qui ne veut pas dire son nom. On n'avait pas connu telle brutalité depuis 1792. Peu importe d'ailleurs l'effondrement de l'économie, la ruine de nos peuples, les milliers de morts, pas par le virus mais faute de soins ou par désespoir. Allons, c'est pour la bonne cause ! C'est-à-dire : supprimer maîtres et professeurs pour leur substituer du vidéo-enregistrement, si économique et sous surveillance totale et permanente, supprimer les derniers vestiges d'anonymat de l'argent liquide, qui échappe encore à l'œil farouche et jaloux de Big Brother, pour le remplacer par l'argent électronique sans contact, lancer le vidéo-flicage sanitaire généralisé, à la chinoise, de tous les individus, par bracelet ou puce électronique implantée, imposer un nouveau cocktail de vaccins tératogènes, et, si c'était encore possible, durcir encore les lois sur la presse et la répression de l'opinion. Mais puisqu'on vous dit que c'est pour votre bien !

La chutzpah ne connaît, par nature, aucune limite. Dernier exemple en date, le : « Restez chez vous, mais... allez voter ! » Le jour où le régime décrète la fermeture immédiate des cafés, la mise sous séquestre de tous les lieux de vie et d'échange, il maintient les élections et invite, sans états d'âme, dans nos trente-six mille communes, cent mille braves types à tenir les bureaux de vote, qui, à tour de rôle, s'exposent, des heures durant, à accueillir quinze millions de compatriotes de tous horizons.

Mais attention, ne confondons pas : il n'est aucun sacrifice qu'on ne puisse consentir, et mourir pour la Macronie, c'est le sort le plus beau ! Il faut bien des martyrs pour le maintenir en place, coûte que coûte, le trône bancal, putride et vermoulu de la Gueuse ! Noam Chomsky a admirablement décrit le processus : créer des problèmes, puis offrir des solutions.

Cette méthode est aussi appelée « problème-réaction-solution ». On crée d'abord un problème, une « situation » prévue pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple : laisser se développer la violence urbaine, ou organiser des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore : créer une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics.

C'est une chose que de savoir si le virus du Corona s'est répandu accidentellement de l'autre d'apprentis-sorciers ou s'il l'a été intentionnellement. Quoi qu'il en soit, c'en est une autre que de voir comment l'accident a été utilisé par l'Hyperclasse des Maîtres du monde.

Passée la première ivresse, semblables aux donzelles délurées qui grimpaient sur les chars américains en 1944, (et ignoraient, les innocentes, quel serait le sort de leur peuple, quelques décennies plus tard), une fois dégrisés, abasourdis, comateux, frappés de sidération collective, assommés, nos peuples connaîtront un réveil bien douloureux. Dans quelques semaines ou quelques mois, c'est probable, le virus aura disparu, mais les lois scélérates en gestation, les mesures coercitives et liberticides imminentes resteront gravées dans l'airain.

● De Louis de CONDÉ :

HOMMAGE AU COLONEL BASTIEN-THIRY

Le Colonel Jean Bastien-Thiry, qui fut mon chef dans les années 1962 et 1963, a été exécuté le 11 mars 1963 et il est enterré au cimetière de Bourg-la-Reine. Chaque année, à la demande du cercle Bastien-Thiry présidé par Hélène, sa fille aînée, nous sommes invités à nous réunir le dimanche le plus proche de la triste date anniversaire pour nous recueillir et fleurir sa tombe.

Je vais tenter de vous décrire le déroulement de la cérémonie.

À la requête de ma chère amie Simone Gautier, Algéroise, dont le mari, métropolitain, fut assassiné le 26 mars 1962, j'ai porté depuis l'entrée du cimetière jusqu'à la tombe, la gerbe qu'elle offre chaque année, en reconnaissance pour le sacrifice du Colonel. Une gerbe très lourde et somptueuse

de roses, de couleur rouge sombre comme le sang versé.

J'ai donc accompli cette émouvante mission comme en mars 2019 et comme le 11 novembre 2019.

La gerbe étant ronde, j'ai dû m'en charger seul, alors que le 11 novembre dernier, Didier Rochard, vice-président du CNC (Cercle national des Combattants), coiffé lui aussi du béret vert de la Légion, la portait avec moi.

Cette année c'est le Lieutenant-Colonel parachutiste, Éric Vieux de Morzadec, secrétaire général du CNC, qui l'a déposée avec moi à la fin de la cérémonie. Deux autres gerbes fleurissaient la tombe, dont celle de l'ARS (Association des Amis de Raoul Salan) portée par notre bon ami Carl Édoine, ancien interné du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, à 20 ans, venu de sa Normandie natale.

Nous avons défilé en bon ordre, derrière le tambour, toujours fidèles au poste, et les drapeaux.

Le temps pluvieux et gris incitait à la tristesse et à la mélancolie ; quelques rafales d'un vent froid nous ont apporté aussi de rares gouttes de pluie... Comment ne pas revivre, intensément, ces horribles journées de 61, 62, 63, marquées par l'abandon, la trahison, les massacres, les procès d'exception, les jugements, les mises à mort ?

Hélène Bastien-Thiry nous avait accueillis à l'entrée du cimetière, tandis que sa fille nous distribuait la feuille des chants. Étaient présents pour monter la garde autour de la tombe la bannière de l'Adimad et 4 drapeaux.

50 à 60 fidèles ont écouté avec ferveur et recueillement les allocutions.

Devant le micro installé à cet effet, Hélène a pris la parole pour nous remercier de notre présence.

Les 5 membres du Chœur Montjoie Saint-Denis, groupés autour de leur chef, le Capitaine Jacques Arnoud, ont entonné « la Cavalcade »... de mon ami disparu Jean de Brem, assassiné le 19 avril 1963, peu après notre chef commun le Colonel Bastien-Thiry.

Lui a succédé Hervé Pignel-Dupont, président de l'ARS dont l'allocution sera publiée dans le prochain bulletin de l'association et qu'il a aussi diffusée à ses correspondants.

Après lui, les choristes ont entonné la prière du para.

Puis Odile Bastien-Thiry, toujours présente avec sa sœur, a lu l'une des plus belles pages de l'ouvrage écrit pas leur mère Genviève, *Bastien-Thiry Vérité*.

Les choristes ont chanté alors les tristes couplets du chant funèbre des légionnaires roumains tués au combat, « *Cantecul legionarilor cazuti* ». Je vous conseille d'écouter sur vos ordinateurs ce chant dans sa version originale, parce que c'est un chef-d'œuvre inoubliable (qui sans doute vous fera pleurer, comme moi).

Succéda selon ce rite immuable, la liste de nos morts : après chaque nom, l'assistance a répondu : « Mort pour l'honneur de la France ».

Les chanteurs ont poursuivi par le dernier chant : « *il pleut sur le Fort d'Ivry* » pour nous rappeler le 11 mars 1963, mais aussi « *les Africains* » : ces glorieux combattants venus au secours de la métropole en 44-45, ces mêmes patriotes qui durent choisir en mars 1962 entre l'exode et le cercueil...

Enfin le jeune prêtre présent, après un Je vous salue Marie et un Notre Père, nous exhorta à garder l'espérance et nous invita à bénir silencieusement la tombe de notre héros et martyr.

Nous reviendrons tant que nos jambes nous porteront le 11 novembre prochain et le 11 mars 2021... À notre retour, j'ai relu intégralement la déclaration du Colonel à son procès, texte admirable... et d'une brûlante actualité, si l'on considère l'état de notre pays.

J'ai médité aussi sur cette brochure que je crois très rare, et dont la l'étude me semble indispensable, *Jean Bastien-Thiry/Claus von Stauffenberg*, qui, tous deux, ont payé de leur vie la lutte contre la dictature.

L'un est honoré en Allemagne, mais notre chef ne l'est pas en France, sauf par nous dans ce cimetière et par les patriotes qui me lisent maintenant.



D.R.

Ce confinement contre-nature...

EN annonçant le confinement de la population française, Emmanuel Macron et Édouard Philippe ont fait preuve de leur incapacité totale à jeter sur la calamité de l'épidémie le regard surnaturel qui, seul, pourrait nous épargner bien des anxiétés et bien des souffrances. Obliger l'individu à se confiner, cela ne s'est jamais vu, même pendant l'épidémie de grippe espagnole de 1918-1920 au sujet de laquelle ma mère, petite jeune fille en ce temps-là, se souvenait des prières que l'on récitait dans les églises pleines tous les soirs.

Condamner l'individu à se renfermer sur lui-même, à s'abêtir devant la télévision, à considérer autrui comme un pestiféré, porteur de virus, c'est méconnaître la nature de l'homme qu'Aristote et saint Thomas d'Aquin ont défini comme « *animal politique* », c'est oublier que l'homme n'atteint son achèvement, sa perfection, qu'en étant membre de la communauté politique, qu'il est partie d'un tout et que le bien de la partie est fonction de son bon ordonnancement au tout, dans la famille, dans la paroisse, dans la cité, dans la province, enfin dans la nation. Au lieu de cela, on se méfie de l'autre, on condamne les vieillards à vivre dans la solitude et à ne recevoir plus aucune visite, on assassine toute vie sociale. On semble avoir adopté la philosophie de l'infâme Jean-Paul Sartre : « *L'enfer c'est les autres* ».

Pourtant, en temps d'épidémie, plus que jamais, les hommes, surtout les chrétiens, ont un besoin vital de respirer le bon air du bon Dieu, d'être ensemble pour se réconforter mutuellement, pour prier et pour se préparer, si c'est la volonté de Dieu, à mourir en état de grâce. Or, les prêtres ne peuvent plus aller et venir pour porter les sacrements, extrémiser et confesser les mourants et, dans les « *lieux de culte* » — je pense qu'en pays chrétien, cela veut dire surtout les églises —, il est bien précisé qu'aucune cérémonie ne sera tolérée, pas même les obsèques ! Alors qu'il faudrait en ce moment de belles cérémonies dans les églises noires de monde, de longues processions, comme on en a toujours vu en cas d'épidémie... Eh bien, le confinement interdit tout cela : on protège les corps, on foule au pied les besoins de l'âme ! Honte au laïcisme ! Ce que ni la Grande Terreur de 1793, ni la franc-maçonnerie n'avaient osé, la police macronienne pourra se vanter de l'avoir réussi !

Et voici qu'aujourd'hui, le gouvernement nous menace de nous verbaliser, de nous infliger de lourdes amendes si nous nous montrons récalcitrants. Même l'armée est réquisitionnée pour surveiller le confinement ! On nous dit que c'est pour faciliter le travail des professionnels de santé qui se trouvent débordés par les arrivées massives de patients dans les hôpitaux. Ces personnels : médecins, spécialistes, infirmières, aides soignantes — il faut le reconnaître — accomplissent une œuvre admirable et extraordinaire, et dans des conditions rendues difficiles par les tergiversations des autorités politiques depuis des années : celles-ci prirent beaucoup de retard à fermer les frontières, elles semblent ne pas avoir prévu les masques de protection qui, aujourd'hui, manquent ridiculement, les suppressions de lits d'hô-

pitaux décidées ces derniers temps pour des raisons budgétaires, se font douloureusement sentir. On voit bien là les limites d'une politique qui entend faire disparaître le coronavirus par les seuls moyens matériels, médicaux et hospitaliers. Une fois de plus, il manque un regard surnaturel sur la situation...

Il y eut jadis de grands saints qui se vouèrent sans compter pour secourir les malades en cas d'épidémie. Aujourd'hui, s'il s'en présentait, ils n'auraient pas le droit de passer à cause du confinement. À titre d'exemples et de modèles, évoquons quelques-uns de ces magnifiques hommes de Dieu qui, au lieu de rester confinés, se vouèrent inlassablement avec un comportement qui fit d'eux des saints.

LES MARTYRS D'ALEXANDRIE

Pendant la « peste de Cyprien » au III^e siècle (251-260) qui fit mourir plus de 5 000 personnes par jour à Rome, les chrétiens étaient en première ligne auprès des malades, prêts à les soigner, quel qu'en fût le coût. À Alexandrie (où deux tiers de la population succomba à cette épidémie), saint Denis écrivit au sujet des chrétiens : « *La plupart de nos frères, par un excès de charité et d'amour fraternel, ne s'écouaient pas eux-mêmes, mais s'attachaient les uns aux autres, visitant sans précaution les malades, les servant sans cesse, leur donnant leurs soins dans le Christ, et ils étaient heureux d'être emportés avec eux ; ils puisaient le mal chez les autres, faisant passer en eux la maladie de ceux qui étaient proches et prenant volontiers leurs souffrances.* »

D'ailleurs, tant de chrétiens succombèrent en soignant les malades d'Alexandrie que le martyrologe les commémore en tant que « *saint martyrs pendant la grande peste dont la ville d'Alexandrie fut affligée* »

SAINT ROCH

Saint Roch (1350-1378) naquit à Montpellier dans une famille riche et influente, pendant l'épidémie de la grande peste noire, ce mal venu d'Orient et transmis par les marins, en particulier à Venise, Marseille, Lisbonne, Anvers et en Allemagne, qui décima entre 1358 et 1361 le tiers de la population occidentale.

Roch fit ses études chez les pères dominicains, puis se lança dans la médecine au moment où Montpellier voyait cinq cents personnes par jour mourir de l'épidémie. Ses parents moururent quand il avait dix-sept ans : il décida alors de vendre ses biens, de se faire « *pauvre du Christ* » à l'exemple de saint François d'Assise. Il entra dans le Tiers-Ordre, et, vêtu en pèlerin, il prit le chemin de Rome, en demandant l'aumône. La peste sévissait en Italie, il se dévoua aux soins des pauvres malades et, à son contact, il y eut beaucoup de guérisons. Il vécut trois ans sans faire connaître son nom, ni son origine. Atteint lui-même de la maladie, il se retira, mourant, dans une cabane où un chien lui apportait chaque jour un petit pain.

Miraculeusement guéri, il reprit sa route vers Montpellier sous le plus secret anonymat. Il fut mis en prison comme espion (car c'était alors la guerre entre le duc de Milan, Bernardo Visconti et Amedeo VI, duc de Savoie, lequel soutenait le pape

Urbain V). Roch ne dévoila son identité qu'à un prêtre qui lui donna les derniers sacrements, la veille de sa mort, survenue le mardi 16 août 1378, à Voghera en Lombardie.

Son culte se développa très vite dans la France méridionale et, à partir du XVI^e siècle, s'étendit bien au-delà. Saint Roch est le protecteur invoqué lors des épidémies de peste, depuis le concile de Ferrare (1438)... Son culte partit en Italie : de Voghera, et de Plaisance, puis de Venise, en France : de Lodève et du Puy, puis de Montpellier. Il gagna ensuite toute l'Europe, à partir de la Belgique et des Pays-Bas, et traversa l'Océan pour gagner les colonies espagnoles et portugaises d'Amérique, et nos colonies, les Antilles.

Au fil des siècles, saint Roch a été invoqué contre les maladies contagieuses, tant parmi les humains que parmi le bétail. En Italie, en Allemagne et en France, les fripiers, les rôtisseurs, les cardeurs de laine et les paveurs l'ont pris pour patron.

Il est bon de connaître — et de réciter —, cette prière traditionnelle à saint Roch :

« *Dieu tout-puissant de qui dépend entièrement notre vie et tout ce qui contribue au bien de notre âme et de notre corps, vous qui ne voulez pas la mort du pécheur mais qu'il se convertisse en vue de la vie éternelle, vous qui avez confié aux saints le soin de veiller sur nous, permettez-nous de solliciter, aujourd'hui, le parrainage du bienheureux saint Roch, que vous avez chargé du pouvoir de combattre le mal de la peste et de toute maladie contagieuse et mortelle. Nous recourons à son intercession pour être notre défenseur spécial contre l'épidémie actuelle.*

Nous recourons également à l'intercession de la Mère Immaculée de votre Fils unique, Notre Dame de France, la priant que nous soyons libérés de toute maladie.

Dieu tout-puissant qui n'avez cessé d'aimer l'homme et qui, par miséricorde, avez préparé saint Roch à être notre défenseur contre le fléau des épidémies, nous vous confions notre santé et notre vie, vous implorant afin que, par son intercession, libérés des maladies contagieuses, nous puissions mieux vous aimer et vous servir.

Nous vous en prions, avec un cœur confiant. Ainsi soit-il. »

SAINT ROSALIE DE PALERME

Le Monte Pellegrino domine le golfe de Palerme (Sicile). Dans une grotte, au sommet, Rosalia (1130-1160) fille de Sinibald, seigneur de Quisquia, et de Rosa, parente de Roger II, roi de Sicile, et descendante de la famille de Charlemagne, décida à quatorze ans de vivre en ermite, partageant son temps entre l'oraison, la prière et la pénitence, se nourrissant de végétaux et des fruits sauvages environnants, et buvant l'eau d'une source.

Elle y mourut en 1170. Cinq siècles plus tard, lors de la peste de 1624 qui sévit à Palerme, Rosalie apparut à un chasseur à qui elle précisa l'endroit où se trouvaient ses restes. Elle lui commanda de les faire descendre dans la capitale et d'organiser une grande procession en les transportant dans les rues.

Le brave chasseur gravit le Monte Pellegrino et retrouva les ossements à l'endroit que la sainte lui avait indiqué. Une procession fut organisée et la peste cessa !

Belle illustration de la nécessité d'organiser des processions en temps d'épidémie et de marcher derrière des reliques de saints. Un sanctuaire fut aussitôt érigé sur les lieux où ses restes avaient dormi de longs siècles. En Calabre, le culte de sainte

Rosalie est attesté dès le XII^e siècle. Elle est aussi co-patronne de la province de Vibo Valentia (Palerme)

SŒUR ROSALIE

On ne peut ici omettre de nommer l'homonyme française de la sainte sicilienne, sœur Jeanne-Marie Rosalie Rendu (1786-1856), de la congrégation des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul, qui fit preuve d'un dévouement inoubliable pendant cinquante-quatre ans dans son quartier ouvrier de la rue Mouffetard à côté de l'église Saint-Médard dans le XIII^e arrondissement de Paris. Ici, vivait une population souffrant affreusement des conséquences du libéralisme économique instauré par la Révolution de 1789.

Elle ouvrit un dispensaire, une pharmacie, une école, un orphelinat, une crèche, un patronage pour les jeunes ouvrières, une maison pour les vieillards sans ressources. Elle se lia d'amitié avec Armand de Melun, grande figure du catholicisme social, et avec Frédéric Ozanam, fondateur des Conférences Saint-Vincent de Paul, leur donnant de judicieux conseils sur la manière de visiter les malheureux.

Dans les journées d'émeutes de juillet 1830 et de février 1848, on la vit constamment sur les barricades pour secourir les combattants blessés, de quelque camp qu'ils fussent. Sans crainte aucune, elle risquait sa vie dans les affrontements. D'autant plus qu'en ces années, Paris devait faire face à une énorme épidémie de choléra : rien ne pouvait arrêter son action de charité ! Elle savait, elle, jeter un regard surnaturel sur l'épidémie...

Sœur Rosalie mourut en 1856, épuisée. Aucun confinement ne sévissant alors, ses obsèques revêtirent un éclat inaccoutumé : tous les malheureux reconnaissants l'accompagnèrent à l'église Saint-Médard et au cimetière Montparnasse. Un piquet d'honneur faisait même partie du cortège.

JOSEPH ET MARIE, NOS COMPAGNONS DE TOUJOURS

Puisque la police de la république nous interdit de former de belles processions chantant la gloire de Dieu et L'implorant dans notre détresse ainsi que d'assister à de grandioses cérémonies liturgiques avec les chants les plus solennels, puisque nous ne pouvons même plus parler à personne, il ne nous reste qu'à prier saint Joseph et la sainte Vierge Marie qui se rappellent à nous en ces premiers jours de confinement le 19 mars, fête de saint Joseph, et le 25 mars, fête de l'Annonciation.

Avec la Sainte Famille, aucune mesure de protection ne saurait nous obliger à nous tenir à distance ; nous avons besoin de parler, nous pouvons lui confier notre solitude. Le confinement n'est qu'horizontal, non vertical, laissons nos voix se porter vers le Ciel.

Saint Joseph nous entendra, lui qui a si bien protégé l'enfance de Notre-Seigneur Jésus-Christ contre les tourments causés par le roi Hérode. La sainte Vierge Marie, reine de France, nous entendra avec son cœur de mère qui a un pouvoir immense sur le bras de son Fils lequel, seul, peut arrêter les calamités...

Avec eux et tous les saints évoquées ci-dessus, nous sommes moins seuls qu'Emmanuel Macron s'obstinant à chercher le salut là où il ne saurait le trouver...

Michel FROMENTOUX.

PETITES ANNONCES

— SAS S.F.D.A. Bâtiment Tout corps d'état 54 rue René Boulanger 75010 Paris 06-25-62-46-69 — 01-45-84-39-31 sfdabatiment@gmail.com Ch. Luigi. RCS Paris 820 330 629.

— Devoir de mémoire. Qui se souvient de Paul Scortesco et peut dire où il a été enterré ? Un abonnement d'un an à RIVAROL sera offert à quiconque répondra à ces DEUX questions.

NOUVELLE VIDÉO RIVAROLIENNE : "MACRON, CORONAVIRUS..."

La 24^e vidéo rivarolienne, celle de février-mars 2020, a été mise en ligne à la mi-mars. Intitulée « *Macron, Coronavirus, Mila, Fillon, RN, Holeindre, crise de la presse* », cette vidéo de Jérôme Bourbon interrogé par Florian Rouanet et fidèle à sa franchise habituelle peut être visionnée soit sur notre chaîne Youtube Hebdomadaire RIVAROL, soit directement en page accueil de notre site rivarol.com.

Virus et Racailles

IL AURA fallu les élections municipales pour qu'on reparle enfin du problème de l'insécurité des personnes et des biens — cela sous la contrainte d'enquêtes se faisant l'écho d'une vive inquiétude chez les électeurs, plaçant cet enjeu en tête des préoccupations du quotidien.

En région parisienne, et dans la plupart des métropoles françaises, la criminalité explose, sans que personne ne semble en mesure d'endiguer ce tsunami, pour des raisons multiples qui seront exposées plus loin. Les partis politiques, jusque-là atones sur le sujet mais soudain réveillés par la Sainte Urne, ont vaguement réagi ces dernières temps, proposant quelques remèdes de perlimpinpin, proches du cautère sur jambe de bois.

Ici comme ailleurs, la palme de l'hypocrisie et du toupet aura été décernée à Anne Hidalgo, dont le mandat — un Trafalgar sans équivalent — inspire le respect selon elle : craignant que son bilan soit exploité par ses adversaires, elle anticipa les critiques dès juin 2019, en organisant elle-même une conférence de presse sur sa gestion de l'insécurité. Laissons parler l'Ibère : « +68 % des vols à la tire depuis le début de l'année dans le métro parisien, +71 % des agressions sexuelles en novembre 2018 dans le métro parisien, +13,5 % des atteintes volontaires, +8,5 % des recels, +8 % des violences faites aux femmes, +18 % des violences intrafamiliales, +16 % des cambriolages entre 2017 et 2018 dans 19 des 20 arrondissements parisiens ».

Autres données inquiétantes soulignées par la brune : « les atteintes aux biens passent de 5,8 % en 2018 à 15 % en 2019, +37,6 % de vols à la tire et +7,4 % des vols par effraction, +12,8 % des affaires de trafics de stupéfiants entre 2017 et 2018 ».

Pourquoi un tel confiteur ? La meilleure défense, c'est l'attaque, et l'ex-amie de Flamby brandissait là des chiffres qu'elle savait déplorablement en se défaussant sur l'Etat, sa gestion municipale étant en revanche virginale et exempte de toute responsabilité. Pourtant, les faits sont têtus : les pickpockets dans le métro et le RER sévissent par brassées, selon les chiffres communiqués par l'IDFM (l'autorité organisatrice des transports de cette région) et la pudique Hidalgo reste fort en deçà de la réalité. Ainsi, en 2019 — derniers chiffres connus —, les rapines ont fait un bond de 59 % par rapport à la même période de 2018. Les vols sans violence, qui représentent plus des deux tiers de ces infractions, ont progressé, quant à eux, de 74 % : 5093 contre 2920. Les vols avec actes de violence à Lutèce ont augmenté de 33 % : 2392 contre 1801.

Cela est d'autant plus inquiétant que bon nombre des agressions ou vols ne sont pas déclarés en commissariat — à quoi bon perdre trois heures quand les coupables éventuellement arrêtés seront relâchés le jour même, avec les félicitations du jury ?

Mais tout cela se complique désormais avec le problème du coronavirus, qui déchaîne les hordes maghrébo-africaines dans les cités dites sensibles (terme euphémique pour désigner les quartiers aux mains de dealers exogènes).

CHIFFRES ET RÉALITÉS

Certains malintentionnés juxtaposent les données de la délinquance à celles de l'immigration, en faisant remarquer l'étrange concomitance des courbes. Ces racistes en herbe ont-ils raison ? Rappelons qu'il est formellement défendu de relier actes incivils (ou criminels) et immigration, au point que les statistiques ethniques sont prohibées au pays de Descartes. Pourtant la population carcérale française est constituée d'une majorité de Maghrébins et de Sub-Sahariens. Au Danemark par exemple, où un tel décompte est autorisé, 65 % des prisonniers de la capitale Copenhague sont mahométans ou africains, et

il suffit d'interroger les cadres de l'administration pénitentiaire pour se voir confirmer à mots couverts un pourcentage égal ou supérieur en Gaule.

Examinons donc, pour se faire une idée, les résultats officiels de la Seine-Saint-Denis, dont on peut avancer qu'elle ressemble plus, en 2020, à Bab El Oued qu'à un bourg solognot. La densification d'une population immigrée y est telle que les 17 prénoms les plus déclarés lors des naissances (sur 20 nouveau-nés) sont issus de la culture africano-maghrébine. Le décompte exact des méfaits en 2018, pour être assez fastidieux, mérite d'être reproduit tel quel.

Cambriolages de résidences principales : 7 667. Cambriolages de résidences secondaires : 194. Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers : 631. Cambriolages d'autres lieux : 1 583. Vols avec entrée par ruse en tous lieux : 330. Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile : 32. Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile : 46. Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile : 83. Viols, agressions ou harcèlement sexuels : 1 738. Harcèlements sexuels contre des majeur(e)s : 462. Harcèlements sexuels contre des mineur(e)s : 322. Meurtres ou tentatives de meurtres : 166. Coups et blessures volontaires suivis de mort : 6. Tentatives d'homicides pour voler : 4. Tentatives d'homicides pour d'autres motifs : 140. Dégradations, destructions et incendies volontaires : 10 857. Attentats à l'explosif contre des biens privés : 10. Autres destructions et dégradations de biens publics : 795. Autres destructions et dégradations de biens privés : 5 156. Destructions et dégradations de véhicules : 3 411. Chantages et atteintes à la dignité : 6 764. Menaces ou chantages pour extorsion de fonds : 739. Menaces ou chantages dans un autre but : 4 638. Atteintes à la dignité et à la personnalité : 1 387.

ou financiers : 631. Cambriolages d'autres lieux : 1 583. Vols avec entrée par ruse en tous lieux : 330. Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile : 32. Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile : 46. Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile : 83. Viols, agressions ou harcèlement sexuels : 1 738. Harcèlements sexuels contre des majeur(e)s : 462. Harcèlements sexuels contre des mineur(e)s : 322. Meurtres ou tentatives de meurtres : 166. Coups et blessures volontaires suivis de mort : 6. Tentatives d'homicides pour voler : 4. Tentatives d'homicides pour d'autres motifs : 140. Dégradations, destructions et incendies volontaires : 10 857. Attentats à l'explosif contre des biens privés : 10. Autres destructions et dégradations de biens publics : 795. Autres destructions et dégradations de biens privés : 5 156. Destructions et dégradations de véhicules : 3 411. Chantages et atteintes à la dignité : 6 764. Menaces ou chantages pour extorsion de fonds : 739. Menaces ou chantages dans un autre but : 4 638. Atteintes à la dignité et à la personnalité : 1 387.

IMPÉRITIE, QUAND TU NOUS TIENS !

Pourquoi les délinquants de tous poils prospèrent-ils ainsi ? Il y a plusieurs raisons. La première, c'est la surpopulation dans les prisons. En juillet 2018, la France atteignait le chiffre de 70 710 personnes incarcérées (70 651 début 2020). En réalité, il faudrait au moins quarante mille places de prison supplémentaires, mais les caisses étant vides malgré des prélèvements records, aucun gouvernement ne se décide à lancer un plan de construction massif, ou à déléguer au secteur privé cette tâche — cela par idéologie. De nombreux pays ont pourtant choisi cette solution, dont le principe est le suivant : le grand argentier ne finance pas la construction de prisons (donc n'engage pas des investissements à fort impact budgétaire), mais loue à l'année les places construites par le secteur privé, en général mieux gérées et à coût annuel moindre. Près de 10 000 prisonniers sont déclarés en état de surnombre en France. Conséquence de la sur-incarcération, quatre-vingt-dix-sept maisons d'arrêt connaissent un taux d'occupation supérieur à 120 %, avec des problèmes de promiscuité aigus.

Par surcroît, la France compte 88 places de prison pour 100 000 habitants. La moyenne européenne tourne autour de 130 places. En Europe, en matière de capacité carcérale, la France se classe au 18ème rang, derrière la Roumanie. Plus important encore : le nombre de places de prison par habitant révèle le laxisme du législateur à l'égard des racailles et autres minus : 88 places pour cent mille habitants en France quand ce chiffre grimpe à 665 aux Etats-Unis, ou 410 (toujours pour cent mille) en Russie !

C'est ici que l'indépendantiste Taubira entre en scène, puisqu'elle a mis au point en 2011 la martingale pour désengorger les prisons d'un seul coup, et circonscrire le lancement

d'un programme de places supplémentaires. Ce coup de génie à la Majax impressionne : tous les délinquants qui étaient condamnés à moins de deux ans de prison ferme n'effectuaient plus leur peine, ils en étaient exemptés ! Et idem si vous étiez condamnés pour la première fois. Les dégâts collatéraux — à savoir l'impunité des crapules du RER et des banlieues — furent à l'époque balayés d'un revers de main par l'égérie guyanaise aux mille grimaces, au prétexte que la prison était une « école de la délinquance » : en les éloignant de la punition, on les protégeait, en quelque sorte. Comment nos policiers pouvaient-ils encore aimer leur métier et l'assumer quand ils arrêtaient vingt fois les mêmes traîneurs, qui se pavanent en les narguant ?

Devant le marasme induit par ces mesures, le système a finalement été refondu en 2017. En cas de condamnation à une ou plusieurs peines dont le total se situe entre quatre et six mois : un mois de détention réel (en prison ou bracelet électronique). Condamnation à une ou plusieurs peines dont le total est de plus de sept mois sans excéder un an : le condamné exécute deux mois de détention (en prison ou bracelet électronique). Condamnation à une ou plusieurs peines dont le total se situe entre un et deux ans : quatre mois de détention (en prison ou bracelet électronique). Condamnation à une ou plusieurs peines dont le total est supérieur à deux ans, sans excéder trois ans : huit mois de détention (en prison ou bracelet électronique). Même s'il s'avère un peu moins permissif, le dispositif est sans conteste une prime déguisée accordée aux pillards et coupe-jarrets, tout comme le fait aberrant que les longues peines soient en pratique divisées par deux avec la remise de peine automatique.

Ce qui nous conduit à la deuxième raison du marasme actuel. Aux Etats-Unis, le nombre de vols par habitant a été divisé par trois en vingt ans. Il est de 1600 pour cent mille habitants. En France ce chiffre est de 3500 pour cent mille habitants. Pourquoi ? Au Pays de John Doe, on a pris dans les années 1980 — d'abord dans l'Etat de New-York, puis progressivement dans tout le territoire — une mesure simple, à savoir une échelle des peines rigide, quel que soit le larcin. Voilà que le délinquant est puni progressivement, sans que la nature de son infraction, ni le bla-bla d'avocats véreux, soient pris en compte (sauf en cas d'infraction très mineure évidemment, comme un excès de vitesse). Il n'est pas rare en France de croiser des jeunes de moins de vingt ans multi-condamnés des dizaines de fois ; aux Etats-Unis, à chaque récidive, la facture s'alourdit mathématiquement, et peu à peu le malftrat s'en prend, comme on dit dans les milieux populaires, « plein la tête ». Curieusement, cette technique dissuade, avec des effets sédentaires avérés sur le crime. Idem avec le respect dû aux forces de l'ordre : toute injure, tout crachat, tout acte hostile même simplement esquissé, envers un policier est sanctionné par de l'embastillement ferme,

sans aménagement de peine. Certes, d'aucuns dénonceront le caractère musclé de ces dispositions, manquant quelque peu de nuances (« familles décomposées », « racisme ambiant », « chômage », « manque de chance », etc. tout ce qu'on entend habituellement dans les prétoires ici), mais beaucoup opineront du chef !

ET MAINTENANT ?

On le constate chaque jour, l'Etat français, faiblard sauf quand il s'agit de harceler fiscalement le quidam enseveli sous les factures, est incapable de contenir les racailles qui règnent en seigneurs sur notre sol. Mais il y a plus grave car le problème se mâture d'un enjeu inédit : l'arrivée déjà effectif de milliers de migrants soi-disant chassés par les conflits, et un possible déferlement de « réfugiés » (avec une majorité d'hommes) dans les mois qui viennent — le despote Erdogan semblant sur le point d'ouvrir les vannes.

Bien entendu, il convient de ne pas faire de rapprochements hâtifs entre exactions multiples et nouveaux venus : chacun aura remarqué que les recensions de délits dans la presse *mainstream*, dès lors qu'ils sont commis par des immigrés, sont le fait de mystérieux « jeunes ».

Pour évaluer le risque posé par la future migration de masse, il convient d'étudier le sort de l'Allemagne, précurseur de l'accueil à bras ouvert de migrants, par la volonté de sa chancelière Merkel. Il y avait 300 000 demandeurs d'asile et 697 000 réfugiés en Allemagne en décembre 2018. Depuis septembre 2015, date du début des invitations lancées tous azimuts par Angela, 2 290 homicides ont été commis par des « migrants/réfugiés ». Près de 7 000 infractions sexuelles ont été enregistrées, dont 714 tentatives de viol, et 725 viols menés à leur terme, sur des victimes allemandes allant de 5 à 90 ans. Plus de 21 000 infractions avec violence et 37 000 infractions contre les biens, auxquelles on adjoint 9 200 fraudes diverses, viennent compléter ces chiffres. Le nombre d'Allemands agressés sexuellement par des demandeurs d'asile et des réfugiés a également augmenté, atteignant 3260 pour la seule année 2018.

L'appareil législatif actuel sera-t-il capable de trouver de nouvelles ressources pour punir les brutes en provenance de contrées lointaines, et éventuellement pour s'opposer aux flux migratoires à venir ? Ce sera un des défis proches à résoudre, et on ne voit guère qui serait capable de relever le gant parmi la classe politique. Terminons par une dernière salve de chiffres : en France, il y a 1 000 agressions gratuites par jour. 40 000 voitures sont incendiées chaque année. 90 000 peines de prison ferme n'ont pas été exécutées avec la loi Taubira.

D'ores et déjà, avec la venue du coronavirus et du confinement, les pillages et razzias de bandes ethniques ont commencé. Jusqu'où ? C'est la question qui se posera avec acuité dans les prochaines semaines.

Jean BEAUMONT.

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris

Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail. 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com> ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ETRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

Le coronavirus : Pandémie annoncée par l'oligarchie occidentale et la CIA

LE CORONAVIRUS a suscité, sur internet, une multitude de théories et d'interprétations douteuses, fondées sur des informations totalement ou partiellement fausses.

Dans le présent article, qui est le premier d'une série autour du coronavirus, nous allons nous en tenir à une analyse des faits documentés, vérifiables et qui forment une cohérence chronologique.

LE CORONAVIRUS : CHIFFRES ET ÉTUDES SCIENTIFIQUES

Mais avant tout, une mise au point, chiffres à l'appui, sur la gravité et la dangerosité du coronavirus s'impose.

Le général Dominique Delawarde rapporte qu'au 19 mars 2020, « 173 pays ont été affectés par le virus, pour 218 558 cas déclarés »⁽¹⁾. À cette date (19 mars), on relève à l'échelle mondiale 8 939 décès, 84 383 guérisons, 125 234 patients en cours de soins, dont 6 922 en état critique.

Et le général Delawarde précise que « sur les 8 939 décès enregistrés dans le monde, 8 506 l'ont été dans sept pays (Chine, Italie, Iran, Espagne, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne) (95,2 %) et 4 316 dans les pays occidentaux (Etats-Unis Union européenne, OTAN). 779 des 961 décès d'hier sont issus des Etats-Unis, de l'Union européenne, de pays membres de l'OTAN. Dès demain, ces victimes "occidentales" seront les plus nombreuses sur l'ensemble de la planète et l'épidémie est toujours en extension rapide. Pour autant, il faut relativiser ces coûts humains. Hier, 961 personnes sont décédées sur la planète du Coronavirus. Mais chaque jour, 160 000 personnes y décèdent et 380 000 y naissent. On n'en est pas encore à l'extinction de la vie sur terre d'autant que ceux qui décèdent sont, en majorité, des personnes déjà âgées et présentant des pathologies sérieuses et que ceux qui naissent n'ont statistiquement aucun risque de décès par coronavirus jusqu'à l'âge de 10 ans. »

Par ailleurs, Didier Raoult, le directeur de l'IHU Méditerranée Infection à Marseille et membre du conseil scientifique dédié au coronavirus (et qui a obtenu des résultats positifs en administrant de la chloroquine aux malades du coronavirus⁽²⁾) a été clair quant au nombre de morts provoqués par cette épidémie en France. Dans une interview qu'il a accordée et qui a été publiée le 17 mars dernier, l'éminent infectiologue et professeur de microbiologie, expliquait : « *En France, beaucoup de gens prédisent qu'il va y avoir beaucoup de morts parce qu'il y a des gens dans les réanimations. On verra bien, ce n'est pas partout en France ; il y a des zones qui sont très saturées, d'autres qui ne le sont pas... Mais il y a eu globalement, en France, à ce jour, 148 morts. Ce n'est pas négligeable, mais c'est à mettre en perspective de ce que nous savons. Par exemple, nous savons qu'il y a une surmortalité saisonnière dans ce pays, de ce qu'on a appelé "la grippe" pendant très longtemps, et qui en réalité représente probablement toutes sortes de mortalités liées à des infections virales, y compris les conséquences d'infections virales comme le risque de colite après traitement antibiotique. Pour l'instant, on a eu (à Marseille), effectivement quatre morts qui étaient associés à un coronavirus mais un seul coronavirus chinois depuis le début de l'année et trois coronavirus non chinois.* »

Et concernant les mesures prises par les gouvernements, notamment français, le professeur Didier Raoult nous dit : « *Il n'y a pas de catastrophe qui justifie des mesures dignes d'une catastrophe atomique... Il faut arrêter de raconter des choses qui terrifient les gens.* »

1. Dominique Delawarde, « Situation du Covid-19 (Coronavirus) au 19 mars », Strategika.fr

<https://strategika.fr/2020/03/19/situation-du-covid-19-coronavirus-au-19-mars/>

2. <https://www.marianne.net/societe/la-chloroquine-guerit-le-covid-19-didier-raoult-l-infectiologue-qui-aurait-le-remede-au>

Evidemment, si vous ne testez que les gens en réanimation, et vous dites à tous les gens qui sont malades de rester chez eux, vous aurez une vision de la maladie qui n'aura rien à voir avec la gravité (réelle) de la maladie... Moi, je ne vois pas de signaux de la maladie qui soit spécifiquement redoutables ; je ne vois pas de modification de la mortalité générale dans le pays. Je continue à penser qu'il faut raison garder.

Il faut faire comme pour les maladies infectieuses en général : du diagnostic.

Le confinement en Italie n'empêche pas une évolution exponentielle (du nombre de malades) ; il continue à y avoir une évolution exponentielle en France et en Espagne. Et ces trois pays ont décidé de mettre au premier plan le confinement. On peut se poser la question s'il ne faut pas réfléchir, accepter de changer d'opinion, ce qui est une forme d'intelligence sous la pression des événements, et repartir sur ce qu'a fait la Corée (du Sud), c'est-à-dire multiplier les tests, traiter les gens, et n'isoler que les gens positifs. On ne peut pas isoler toute la population ! Ce n'est plus de science, c'est de la science-fiction ou de la sorcellerie ! »⁽³⁾

LA PANDÉMIE, L'OLIGARCHIE OCCIDENTALE EN RÊVAIT

Il y a 11 ans, Jacques Attali voyait dans la pandémie de Grippe A (H1N1) qui s'était déclenchée en avril 2009 un moyen qui pouvait conduire les dirigeants des Etats nations à accepter la mise en place d'un gouvernement mondial. Ainsi, le messianiste avoué écrivait le 3 mai 2009, quelques mois après le krach financier de 2008, dans sa rubrique du magazine *L'Express* : « *L'Histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment peur : elle met alors d'abord en place des mécanismes de défense ; parfois intolérables (des boucs émissaires et des totalitarismes) ; parfois futiles (de la distraction) ; parfois efficaces (des thérapeutiques, écartant si nécessaire tous les principes moraux antérieurs)*. Puis, une fois la crise passée, elle transforme ces mécanismes pour les rendre compatibles avec la liberté individuelle et les inscrire dans une politique de santé démocratique. La pandémie qui commence pourrait déclencher une de ces peurs structurantes. »⁽⁴⁾

Et il poursuit en décrivant la situation que nous vivons aujourd'hui et qui est causée par le coronavirus : « Si elle n'est pas plus grave que les deux précédentes peurs liés à un risque de pandémie (la crise de la vache folle de 2001 en Grande-Bretagne et celle de la grippe aviaire de 2003 en Chine), elle aura d'abord des conséquences économiques significatives (chute des transports aériens, baisse du tourisme et du prix du pétrole) ; elle coûtera environ 2 millions de dollars par personne contaminée et fera baisser les marchés boursiers d'environ 15 % ; son impact sera très bref (le taux de croissance chinois n'a baissé que pendant le deuxième trimestre de 2003, pour exploser à la hausse au troisième) ; elle aura aussi des conséquences en matière d'organisation (En 2003, des mesures policières très rigoureuses ont été prises dans toute l'Asie ; l'Organisation Mondiale de la Santé a mis en place des procédures mondiales d'alerte ; et certains pays, en particulier la France et le Japon, ont constitué des réserves considérables de médicaments et de masques).

Si elle est un peu plus grave, ce qui est possible, puisqu'elle est transmissible par l'homme, elle aura des conséquences véritablement planétaires : économiques (les modèles laissent à penser que cela pourrait entraîner une perte de 3 trillions de dollars, soit une baisse de 5 % du PIB mondial) et politiques... »

Il n'y a là rien de prophétique. Jacques Attali s'est contenté d'observer les conséquences de la grippe aviaire en 2003, et dans un scénario

3 <https://www.youtube.com/>

3. <https://www.youtube.com/watch?v=K7g4WKO56U&t=6s>

4. <https://blogs.lexpress.fr/attali/2009/05/03/changer-par-precaution/>

anticipatoire, a démultiplié les chiffres en cas de pandémie plus importante.

Un scénario catastrophe qui permettra *in fine*, selon Attali, de réaliser le rêve des messianistes dont il est un représentant important en France :

« Et, même si, comme il faut évidemment l'espérer, cette crise n'est pas très grave, il ne faudra pas oublier, comme pour la crise économique, d'en tirer les leçons, pour qu'avant la prochaine, inévitable, on mette en place des mécanismes de prévention et de contrôle et des processus logistiques de distribution équitable des médicaments et de vaccins. On devra pour cela mettre en place une police mondiale, un stockage mondial et donc une fiscalité mondiale. On en viendra alors, beaucoup plus vite que ne l'aurait permis la seule raison économique, à mettre en place les bases d'un véritable gouvernement mondial. C'est d'ailleurs par l'hôpital qu'a commencé en France au 17^e siècle la mise en place d'un véritable Etat.

En attendant, on pourrait au moins espérer la mise en œuvre d'une véritable politique européenne sur le sujet. Mais là encore, comme sur tant d'autres sujets, Bruxelles est muet. »

Nous l'avons dit, Jacques Attali est le héraut, pour la France, du projet globaliste. Aux Etats-Unis, le milliardaire "philanthrope" Bill Gates, qui consacre une partie de sa fortune à ce domaine, faisait part, il y a cinq ans, de ses craintes d'une pandémie virale très semblable au coronavirus.

Le *Nouvel Observateur*, loin d'être un magazine réputé "complotiste", a consacré un article à la "prophétie" (auto-réalisatrice ?) de Bill Gates dont « *une des obsessions* » est « *l'irruption d'une pandémie à laquelle l'humanité ne serait pas préparée* » écrit le journaliste de *L'Obs*.

Il s'agit d'un « *TED talk* » (mini-conférence en ligne) de moins de 10 minutes, datant de mars 2015, dans la foulée de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, qui a été vu par près de 5 millions de personnes sur YouTube et qui s'intitule « *La prochaine épidémie ? Nous ne sommes pas prêts* ». Bill Gates disait durant cette conférence : « *Quand j'étais petit, la catastrophe dont nous avions le plus peur était un conflit nucléaire. Mais si quelque chose tue plus de 10 millions de personnes dans les prochaines décennies, ce sera plus probablement un virus hautement contagieux qu'une guerre. [...] Nous avons investi beaucoup dans la dissuasion nucléaire, et très peu dans un système pour endiguer les épidémies. Nous ne sommes pas prêts.* »⁽⁵⁾

Et il poursuivait (en mars 2015) en décrivant un virus étonnamment proche du coronavirus : *« Imaginez un autre virus, avec lequel les gens infectés se sentiraient suffisamment en forme pour prendre l'avion ou aller au supermarché. [...] D'autres variables rendraient les choses mille fois pires : par exemple, un virus capable de se propager dans l'air comme la grippe espagnole de 1918. »*

Et l'article du *Nouvel Observateur* poursuit en rapportant qu'il est « désormais prouvé que

5. https://www.ted.com/talks/bill_gates_the_next_disaster_we_re_not_ready/transcript?language=fr %E2%80%A6

le Covid-19 survit trois heures dans l'air; que les symptômes peuvent mettre deux semaines à apparaître et que les personnes infectées peuvent être contagieuses même en période d'incubation ».

À l'instar de Jacques Attali, Bill Gates propose une solution d'ordre mondial, il plaide pour un « *système de santé mondial* », avec des unités mobiles et de réservistes.

LA CIA L'ANNONÇAIT

Outre les prophètes auto-proclamés et autres pseudo-philanthropes milliardaires, la CIA l'annonçait dans un rapport qui a été publié en français aux éditions Robert Laffont en 2009, sous le titre « *Le nouveau rapport de la CIA : comment sera le monde en 2025 ?* » et présenté par Alexandre Adler.

Dans un encart intitulé « *Le déclenchement possible d'une pandémie mondiale* », les experts de la CIA y décrivaient un scénario très proche de la crise du Covid-19, imaginant « *l'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse* ».

Ces experts de la CIA, « incroyables visionnaires », ont également vu dans quel pays la pandémie naîtrait : « Si une maladie pandémique se déclare, ce sera sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humains et animaux, comme il en existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail (nda : à l'instar du H1N1). »⁽⁶⁾

Et de préciser, avec une acuité remarquable :
« Il faudrait des semaines pour que les laboratoires fournissent des résultats définitifs confirmant l'existence d'une maladie risquant de muter en pandémie. »

Effectivement, les premiers cas de Covid-19 ont été recensés le 31 décembre 2019, quelques semaines après l'apparition des premiers symptômes chez des employés du marché de fruits de mer de Huanan, à Wuhan (Chine). L'OMS n'a déclaré l'état d'urgence sanitaire que le 30 janvier. Mais les premiers cas en Chine remonteraient même au 17 novembre 2019.

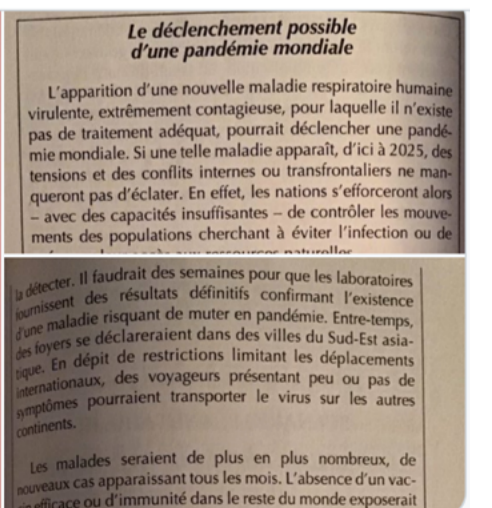
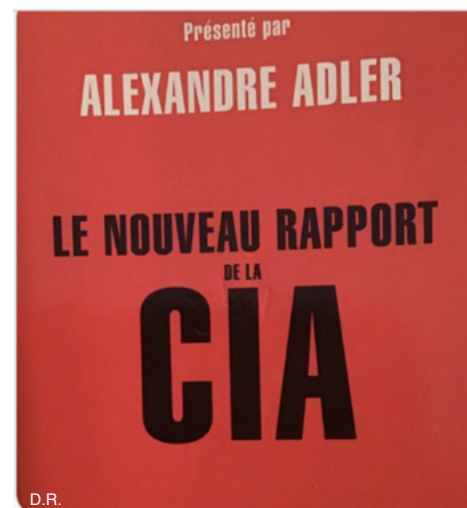
Le rapport de la CIA prédisait également que les États tenteront de contrôler et de limiter les mouvements de leurs populations, mais « *en dépit de restrictions limitant les déplacements internationaux, des voyageurs présentant peu ou pas de symptômes pourraient transporter le virus sur les autres continents.* »

« Dans le pire des cas, ce sont de dix à plusieurs centaines de millions d'Occidentaux qui contracteraient la maladie », écrit la CIA, qui prévoit également un choc économique majeur, avec une « dégradation des infrastructures vitales et des pertes économiques à l'échelle mondiale ».

Et nous le constatons, aujourd'hui, c'est en Occident que le nombre de malades et de morts du coronavirus est le plus important.

Jean TERRIEN.

6. *Le nouveau rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2025 ?*, présenté par Alexandre Adler, 2009, éd. Robert Laffont, p. 250.



SARS-CoV-2... La galère ivre !

NOUS SOMMES en guerre ? Oui, mais contre qui, contre quoi exactement ? Contre l'imprévoyance d'une classe politique incapable de prendre les bonnes décisions au moment opportun, c'est-à-dire « à temps », parce que « gouverner c'est prévoir » ? N'oublions pas que la crise n'est pas tant celle d'une attaque virale dévastatrice que celle d'un système général de santé déficient, c'est-à-dire non préparé à encaisser l'actuel choc septique, insuffisamment équipé, en état chronique de quasi-abandon par les pouvoirs publics (bronca des services d'urgence, des personnels paramédicaux, des internes...) et aujourd'hui menacé de saturation avec pour conséquence de délivrer les soins en proportion du potentiel vital réel ou supposé des patients... Dans ce cas la préférence ethnique jouera à plein, le jeune fumeur et dealer de shit passera, c'est inéluctable, avant le vieil homme blanc voué à connaître les affres solitaires d'une agonie par asphyxie. Là se situe le vrai problème et nulle part ailleurs ! Or si une loi d'urgence sanitaire a pu être votée et des mesures de quarantaine absolue réclamées par le Conseil d'État, cela n'est dû qu'à l'impréparation criminelle dont les gens qui prétendent nous gouverner se sont rendus responsables... et coupables !

Ajoutons qu'en outre de nombres zones d'ombre opacifient le tableau. Pourquoi l'Italie est-elle si durement touchée et pas la Turquie ? Comment le SARS-CoV-2 est-il parvenu en Iran en sautant par-dessus la barrière de l'Hindou Kouch ? Pourquoi l'Afrique est-elle — pour le moment — relativement indemne ? La transparence affichée masque-t-elle autre chose ? Faut-il supposer qu'il existerait des souches virales plus létales que d'autres ou que les capacités de mutation de l'agent pathogène aient été minimisées ? Parce qu'on sait désormais que toutes les classes d'âges sont susceptibles de contracter la maladie (à l'exception des très jeunes), les taux de mortalité allant de 1 à 3 selon l'âge et la vulnérabilité. Voir à ce propos ce qu'en dit le professeur Didier Raoult, Directeur de l'IHU « Méditerranée Infection », expert en la matière et plutôt rassurant, pour lequel ce coronavirus ne provoquerait « pas d'amplification [significative] de la mortalité générale en France ». De ce point de vue les mesures draconiennes de « confinement » mises en place ne seraient pas destinées à empêcher une contamination générale (apparemment inéluctable pour une grande partie de la population), mais simplement à la ralentir afin de ménager autant que possible les capacités d'absorption de nos services de soins intensifs.

Or, alors que le président et le gouvernement bondissent vers le haut dans les sondages, l'opinion ne voit pas que les dispositions de quarantaine, si dommageables au plan économique, ne font que pallier des carences récentes et anciennes, en un mot, l'impéritie crasse de nos dirigeants en matière de sécurité sanitaire, cela depuis au moins une bonne décennie. Et puis surtout cessons de parler à leur endroit de légèreté

voire d'incompétence : l'absence de planification stratégique en ce domaine n'est nullement due à de simples défaillances humaines — insuffisance intellectuelle ou défaut d'information — mais à des politiques délibérées, pensées, préméditées.

Paru en France en février 2009, un rapport de la CIA relatif à l'état du monde en 2025 (voir l'article de la page 7) comporte un encadré relatif au « *Déclenchement possible d'une pandémie mondiale [soit] l'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse* », suivant un déroulé similaire à celui de la crise actuelle...

« *Si une maladie pandémique se déclare, ce sera sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humains et animaux, comme il en existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail* ». Hypothèse qui en soi n'a rien de très visionnaire, la Chine ayant été de tout temps la source des pandémies qui ravagèrent

l'Occident à intervalles réguliers. Une prédiction — mais ce ne fut pas la seule⁽¹⁾ — qui se réalise sous nos yeux en ce moment même. Un risque tangible (concret, bien identifié) qui eût dû depuis des années alerter et mobiliser les autorités compétentes, surtout au regard des précédents et des antécédents récents. Un risque d'autant plus grand que l'intrication des systèmes étatiques dans le contexte de la mondialisation, la multiplication des échanges et la dépendance économique induite, rendaient cette possibilité chaque jour moins improbable.

Un peu plus tard, le 3 mai de la même année, Jacques Attali, conseiller écouté de tous nos présidents de Mitterrand à Macron (dont il fut l'un des parrains en politique), nous faisait part de ses fantasmes et de ses espoirs morbides dans le magazine *L'Express* quant à l'avenir de l'Humanité alors confrontée à la pandémie de grippe A (2009/ 2010), le même virus H1N1 qui causa une centaine de millions de morts entre 1918 et 1919 (la contamination s'effectuant, comme pour le Covid-19 par voie aérienne, toux et éternuements)... Écoutons le triste sire Attali : « *L'Histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment peur... La pandémie qui commence pourrait déclencher une de ces peurs structurantes [car elle pourrait], mieux qu'aucun discours humanitaire ou écologique, [permettre] la prise de conscience de la nécessité d'un altruisme, au moins intéressé Et il ne faudra pas oublier, comme pour la crise économique, d'en tirer les leçons, afin qu'avant la prochaine — inévitable —, on mette en place des mécanismes de prévention et de contrôle, ainsi que des processus logistiques de distribution équitable des médicaments et de vaccins. On devra, pour cela, mettre en place une police mondiale, un stock mondial et donc une fiscalité mondiale. On en viendra alors, beaucoup plus vite que ne l'aurait permis la seule raison économique, à mettre en place les bases d'un véritable gouvernement mondial* ».

Dans le malheur des hommes l'idéocrate messianiste découvrirait du pain bénit, sauf que rien de ce qu'il préconisait en 2009 ne fut ni entrepris ni accompli et que la super crise annoncée ne semble pas devoir précipiter maintenant — pas plus qu'hier — l'arrivée de cette gouvernance mondiale tant attendue par nos prophètes de mal-

heur. Bien au contraire puisque le reflux et la moindre dépendance économique seraient plutôt à l'ordre du jour. Et en ce qui concerne les structures de santé, dans notre pays, elles ne cessèrent d'être mises à mal et, dans certains cas, démantelées. Ainsi les hôpitaux des zones périphériques (rurales), parce que non rentables, qui furent rayés de la carte sanitaire hexagonale (pendant que les Directions régionales de la santé laissaient proliférer les cliniques privées, établissements à but éminemment lucratif !).

MASQUES ET BERGAMASQUES

Si la Macronie a préféré ne pas tester les personnes possiblement atteintes, ce choix a uniquement résulté de l'incapacité matérielle de procéder à ces dépistages prophylactiques... parce que les moyens n'ont pas été prévus en temps utile malgré un délai d'alerte d'au moins deux mois (décembre et janvier le premier cas recensé à Wuhan remontant à la mi-novembre 2019). À la même époque, sur avis émis par le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, le 12 novembre 2019, la désormais molécule miracle (un antipaludéen, la chloroquine), allait être classée comme substance hautement toxique. Il aura fallu toute la pertinence et la persévérance du Professeur Didier Raoult, hier encore dénigré par les « mandarins » (les grands patrons du corps médical hospitalier), pour que l'omerta soit brisée et que les laboratoires pharmaceutiques qu'il venait insolemment concurrencer agissent — la chloroquine ne vaut rien, par conséquent ne rapporte rien au contraire d'un juteux vaccin dûment breveté, surtout si ce sont les Israéliens qui le mettent au point les premiers comme claironné — et que l'industriel Sanofi s'emploie maintenant à produire, même si des essais cliniques sont toujours en cours⁽²⁾.

En outre, la disparition des réserves de 600 millions de masques FFP2 (*Filtering Facepiece 2*, ou « masque facial filtrant de niveau 2 ») et d'un milliard de masques chirurgicaux, constituées en 2010 interpellent violemment. La guerre contre la Jamahiriya libyenne était l'année suivante d'une toute autre urgence⁽³⁾ que les guerres à venir (et hautement prévisibles) contre les coronavirus, lesquels venaient pourtant d'amplement montrer leur potentiel pouvoir de nuisance. Car au sein de l'État-major général de nos armées les pandémies étaient inscrites en rouge comme faisant partie des scénarii envisageables, de vieux spectres toujours présents, jamais oubliés depuis 1918 et que le H1N1 venait de réveiller.

À l'heure présente, les masques chirurgicaux (que devraient théoriquement porter les malades) font l'objet de la part du ministère de la Santé, de multiples spéculations dissonantes : « 80 millions », et à entendre le Premier ministre « 110 millions » révélant ici le flou divagatoire de la politique poursuivie et l'absence de fiabilité des données sur lesquelles sont fondées les décisions prises au sommet de l'État. Bref, la cacophonie se poursuit et s'amplifie... reste heureusement l'arme du confinement qui fera passer l'amère pilule du désastre économique à venir. Bref, pour ce qui est des masques FFP2, le ministre Véran avouera

2. Les deux molécules expérimentées et préconisées par le Professeur Raoult dans le traitement du covid-19 « sont connues, peu chères et faciles à produire. Sanofi a proposé 300 000 doses d'hydroxychloroquine (Plaquenil ou Nivaquine sous ses noms commerciaux) aux autorités françaises. De nouveaux essais conduits par d'autres équipes que celle de Marseille vont avoir lieu ». Entretien publié sur <https://marcelle.media/2020/03/19/mais-qui-est-le-professeur-raoult/>

3. Guerre « humanitaire » diligentée par l'Administration Obama (et conduite par Sarkozy et Kouchner dûment coraqué par Bernard-Henri Lévy. Les guerres modernes se livrent tout au plus sur deux fronts simultanément, et un an après, le H1N1 n'était déjà plus à l'ordre du jour.

en réponse à une question orale le 3 mars dernier : l'État ne possède « aucun approvisionnement en masques FFP2 ». Carence absolue !

En 2006, le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, avait accordé toute son importance à la question des masques, une filière nationale de fabrication était créée pour échapper à la dépendance vis-à-vis des industries étrangères. En mai 2012, M^{me} Marisol Touraine, à son tour ministre en charge de la Santé, va revenir sur cette politique prudentielle... Il s'agit dès ce moment d'oublier la constitution de réserves en faisant appel, en cas de besoin, aux usines asiatiques. Chaque hôpital est censé pourvoir de sa seule initiative à ses propres besoins. Notons qu'entre 2013 et 2015, Jérôme Salomon, l'actuel Directeur général de la Santé, fut le conseiller chargé de la Sécurité sanitaire de Mme Touraine ! Au jour d'aujourd'hui, le ministre de la Santé, Olivier Véran⁽⁴⁾, vient d'annoncer la commande de plus de 250 millions de masques, les disponibilités actuelles, selon les chiffres de son cabinet, n'étant que de 86 millions pour une consommation hebdomadaire estimée à 24 millions d'unités... La marge de manœuvre semble cependant encore bien faible au vu de la situation ! De toutes les façons, c'est l'ébouriffée secrétaire d'État auprès du Premier ministre et porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, qui, imperturbable, aura eu le dernier mot : « *Les Français ne pourront pas acheter de masque dans les pharmacies car ce n'est pas nécessaire si l'on n'est pas malade* ». Ah mais !

D'autant que les contours de l'épidémie restent assez flous : le 21 mars, les chiffres en progrès constant étaient de 562 morts en ne comptabilisant que les décès en milieu hospitalier à l'exclusion des morts survenues à domicile et dans les Ehpad ; 6 172 malades dont 1 525 en réanimation (pour la moitié âgés de moins de 60 ans). Quoique le nombre de personnes contaminées soit officiellement évalué à 14 485, les chiffres se monteraient en réalité à quelque 90 000 cas, la plupart des personnes atteintes restant « asymptomatiques ». Maintenant combien de temps la crise sanitaire qui nous meurtrit et paralyse la vie du pays parviendra-t-elle à occulter le scandale majeur (peut-être sur le fond supérieur à la crise elle-même), relatif à l'impréparation et aux retards à l'allumage dans la gestion de la pandémie... Autrement dit, en ce qui regarde l'incapacité de prendre les bonnes décisions en temps voulu et au vice initial consistant en un pilotage à vue, essentiellement politique, d'une situation d'urgence.

PAUVRE PETITE M^{ME} BUZYN

Toujours à propos de l'imprévision gouvernementale (l'incapacité criminelle à prendre les bonnes décisions au bon moment), il faut voir un début de rébellion citoyenne (en attendant les règlements de comptes qui ne manqueront pas d'intervenir à l'issue de la crise) dans la plainte déposée par un « *Collectif de médecins et soignants* » contre le Premier ministre et la ministre de la Santé démissionnaire (pour cause de course à la Mairie de Paris en remplacement du « *petit branleur* » Benjamin Grivaux). Une plainte loin d'être anecdotique ou folklorique pour « *mensonge d'État* » appuyée sur un fait plus qu'édifiant : le Directeur général de la Santé, le professeur Jérôme Salomon, aurait formellement averti Macron, alors candidat à la présidence de la République, que la France n'était pas « prête » en cas d'épidémie. Sur les messageries piratées de plusieurs dirigeants du Parti présidentiel « En Marche », des esprits aussi curieux qu'indiscrets ont eu la

4. Olivier Véran, répondant à la question d'un député, tente — vainement — de dédouaner le gouvernement Philippe : « *Jusqu'en 2011 et ensuite en 2013 c'était un autre mandat !, il y a eu un milliard de masques de stock d'État, et puis il a été décidé que ce milliard de stock d'État n'était plus indispensable, tant les capacités de production mondiale étaient intenses, notamment en Asie. La crise sanitaire a frappé d'abord la Chine, premier producteur au monde, qui a donc exploité la totalité de ses stocks et de ses capacités de production* ».

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<http://dessinsdechard.free.fr>

1. En mai 1981, Dean Koontz (alias Leigh Nichols) publiait aux États-Unis *The eyes of darkness*, roman d'anticipation décrivant une pandémie de pneumopathies létales se développant en 2020 et prenant sa source précisément à Wuhan !

surprise de découvrir que, dès 2016, divers messages du Docteur Salomon (membre de l'équipe d'experts du candidat Macron et postulant au poste de ministre de la Santé) avertissaient le futur Président de l'impréparation de la France devant les « *risques majeurs de catastrophe, d'acte terroriste avec tuerie de masse, d'afflux de victimes et/ou d'usage d'armes NRBC* [nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques] ». Cette note insistait particulièrement sur la nécessité d'une « *anticipation stratégique* » et s'achevait sur le constat sans appel qu'« *un dysfonctionnement grave aurait des conséquences délétères considérables* »... Ce que nous déplorons aujourd'hui !

Par un autre message daté du 11 janvier 2017, Jérôme Salomon avertissait le proche entourage de Macron : « [en raison de] l'épidémie sévère de grippe que la France affronte cet hiver... l'hôpital déjà en crise [est] désormais "en tension" car il ne dispose d'aucune élasticité pour absorber des variations d'activité ». C'est le même homme qui, fin janvier dernier, recommandait « *le port du masque pour les personnes malades... et des équipements de protection pour les professionnels du transport et du soin* », ajoutant judicieusement qu'il faut « *tester systématiquement* » toute personne présentant des symptômes d'infection alors qu'au même instant la porte-parole du gouvernement affirmait (voir supra) que les masques ne sont utiles que pour les soignants et que les tests n'apportent rien ! Une cacophonie qui ne s'explique pas seulement par des dysfonctionnements structurels, mais aussi et surtout par l'incapacité pour un commercial (spécialisé dans les fusions-acquisitions d'entreprises) comme Macron de diriger un État plongé dans une cruelle tourmente sanitaire.

De cette façon, le clairvoyant Jérôme Salomon — qui avait néanmoins tenu la main de M^{me} Touraine lorsqu'il s'était agi de liquider des réserves vitales de masques médicaux et de rendre nos services de santé dépendants d'un approvisionnement extra-européen — avait, très en amont, prévenu Macron, avant même la prise de fonctions de ce dernier à la tête de l'État... Celui-ci, de toute évidence, avait eu, une fois dans la place, d'autres chats à fouetter que de penser aux défis que l'Hexagone serait vraisemblablement amené à relever compte tenu ou en dépit des multiples

alertes pandémiques qui avaient précédé⁽⁵⁾... Au demeurant, la priorité des priorités en matière de santé de nos gouvernants n'était-elle pas l'octroi de la Procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes et intégralement remboursée par la collectivité nationale ? Comme dit l'adage populaire : « *on ne peut être à la fois au four et au moulin* » !

ÇA NE SERT À RIEN... FRONTIÈRES, TESTS !

C'est bien connu, les frontières ne servent à rien. Les virus ne présentent pas leur passeport pour s'inviter ici et là (et apparemment pas en Turquie — pour le moment — trop occupée à exercer sur les oligophrènes bruxellois son pénible chantage à la libre migration de masse !). Ce pourquoi la France hexagonale est bien l'un des seuls pays au monde à n'avoir pas fermé les siennes. Le 12 mars 2020, le président Macron décidait (ordonnait) au cours d'une verbale intervention télévisuelle, de fermer « *jusqu'à nouvel ordre* », les crèches, écoles, collèges, lycées et universités sur l'ensemble du territoire... demandant aux Français de limiter leurs déplacements tout en annonçant le maintien des élections municipales prévues trois jours plus tard... Insistant pour que la nation sache « *éviter le repli nationaliste* » parce que « *le virus n'a pas de frontières, pas de passeport* », rassurant toutefois en précisant

5. La première pandémie du XXI^e siècle intervient en 2009 avec la grippe H1N1, puis en 2012/2013 avec le coronavirus du syndrome respiratoire MERS-CoV. Intermède en 2014 avec la fièvre hémorragique Ebola en Afrique de l'Ouest qui atteint trois pays africains et se diffuse dans six autres pays sur trois continents. En 2015, le virus Zika sévit dans environ 70 pays causant de graves atteintes chez les femmes enceintes, notamment au Brésil. Enfin, en 2003, le SRAS-CoV !

Autant d'alertes dont les dirigeants occidentaux n'ont tenu aucun compte, tout occupés qu'ils étaient à leurs magouilles et manœuvres politiciennes.

que la fermeture des frontières — « *quand elles seront pertinentes* » — le serait « *à l'échelle européenne* ».

« *Le coronavirus n'a pas de passeport* » ? Grandeur et misère de la dogmatique politiquement correcte qui rend impotents et stupides des ersatz d'élites qui pour dissimuler leurs carences prévisionnelles et leur inertie dans l'action usent d'une sophistication de caniveau... Or la décision de maintenir les élections municipales constitue une preuve accablante d'une incapacité génétique à agir ou à réagir en temps réel ! De même, aux dires de nos « *Sachants* », les tests de dépistage (qui permettraient d'iso-



(Dessin de Chard)

ler les porteurs sains mais contaminateurs avérés) ne servent à rien. Ben voyons ! Cela en dépit des objurgations de l'OMS et de leur généralisation dans nombre de pays, notamment aux États-Unis où le très décrié président Trump, contempteur affiché de l'*Obama Care* (un système de couverture sociale pour les plus démunis mais écrasant pour les classes moyennes), vient de les rendre accessibles à tous, pauvres ou riches, et sans bourse délier.

C'est pour cela également que l'Intersyndicale des internes en médecine (INSI) lançait le 17 mars un appel au président de la République pour... « *un dépistage massif de la population* » ! Et comme le twitte le commissaire européen Michel Barnier, proposé au Brexit et séropositif, la tête enfarnée, « *qu'il va bien, le moral est bon* ». Mais lui, comme beaucoup d'autres personnalités politico-médiatiques, ont été « *testés* », tandis que nombre de petites gens, de Français de base, fiévreux et au souffle court, sont renvoyés dans leurs pénates, avec pour unique viatique la possibilité d'appeler le « *15* »... sans savoir à quoi ils se trouvent exposés, c'est-à-dire s'ils sont infectés ou pas, avec le risque bien réel d'une brusque aggravation de leur état et d'une mort brutale par asphyxie : nous avons tous dans les yeux les images de cet acteur italien avec en arrière-plan le corps inanimé de sa sœur morte sans secours médical... !

GUERRE ET ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE

Le lundi 16 mars, l'exact lendemain d'élections municipales qui consacraient le fiasco de la République en Marche (arrière), le président Macron, dans un discours (que des thuriféraires de basse-cour ont osé qualifier de « *quasi churchillien* »), nous a annoncé une série de mesures de « *confinement* » (mais le mot n'a pas été prononcé, remplacé qu'il a été par celui de *restriction*). Dispositions justifiées par un état de « *guerre sanitaire* ». Un mot qui est revenu à six reprises dans le discours du chef de l'État, de manière hypnotique, pour le cas où le sens de ce mot nous échapperait, donnant de facto un zeste de consistance au pire des pronostics viraux de la nation vouée — dit-on — à voir disparaître le cas échéant 300 000 des siens. La « *Guerre* », une formule rhétorique (de la pure com') destinée à frapper les esprits — Macron se grandit en s'érigeant en chef de guerre... chacun de nos petits monarques républicains

veulent ou adorent se parer de la panoplie de Mars ! — sans pour autant avoir donné un contenu véritablement concret (au-delà des restrictions de mouvement) puisque les frontières ne seront pas fermées en dehors de celles de l'espace Schengen de l'Union européenne.

Grâce au Ciel, Italiens et Espagnols, moins imbus d'idéologie européiste et cosmopolite (en la circonstance devenue indéfendable, mais chut ! taisons la chose), ont eux, fermé leurs frontières ! Ce pourquoi Macron, sauveur de la patrie, s'est hissé en un éclair sur le pavois des sondages... Et les Céfrans naïfs autant que dociles (la Na-

tion se situe à présent dans une zone crépusculaire, entre *chien* au cou pelé et *loup* rebelle, où soumission et discipline se distinguent difficilement) n'ont pas vraiment compris que le confinement n'est que le masque de l'impréparation, du manque de réactivité devant la menace, le produit des mortelles inhibitions inhérentes au servage idéologique (ne pas oublier que les hommes choisis pour nous diriger ne sont promus et élus que proportionnellement à un bagage culturel et des aptitudes mentales forcément limitées : le rôle de l'École nationale d'Administration dans cette sélection sociale à rebours, est à ce titre écrasant). Que la quarantaine (qui n'ose pas dire son nom)

relève en grande partie d'une forme d'improvisation... prenant une forme presque *vexatoire* ou pour le moins infantilissante : les restrictions de déplacement sont une chose, mais quand un *ausweis* est requis si l'on veut mettre le nez dehors, il n'est plus question de « *restrictions* » mais d'assignation à résidence.

CE QU'IL FAUT FAIRE

Nos concitoyens devraient y réfléchir en ayant à l'esprit que plus de 90 % des individus qui seront touchés par le virus n'en sauront rien ou n'en auront que de très faibles désagréments. En marge de la réhabilitation spectaculaire du Professeur Raoult et de son traitement par la chloroquine, sachons nous inspirer des expériences réussies outre-mer et parce que, n'ayant pas la science infuse, il convient de se reporter avec modestie (si ce n'est avec humilité) par exemple au modèle sud-coréen de lutte contre la pandémie coronale... Les Coréens du Sud ont en effet fait le choix judicieux de tester massivement leur population et de mettre à l'isolement uniquement les personnes porteuses du virus. Ce qui leur a permis de maîtriser la progression de la maladie sans confiner l'ensemble de leur pays. Et certes il en coûtera à l'économie coréenne infiniment moins qu'à la France mise en panne totale. Resterait à savoir — si nous en avions la volonté politique, mais pour cela encore faudrait-il que l'État français ne soit pas en cours de démantèlement, ce qu'a entrepris avec un zèle assidu le sieur Macron⁽⁶⁾ — si le pays possède encore la capacité de mettre en œuvre une campagne de dépistage général, parce qu'au stade où nous sommes rendus, il ne s'agit pas vraiment d'un problème technique ou médical, mais de choix d'organisation du combat dans l'« *urgence sanitaire* » que nous traversons. Un non-choix qui nous renseigne crûment, une fois de plus, sur la nature profonde du pouvoir en France et des hommes qui le composent. Espérons donc et attendons que le fleuve Alphée daigne déborder salutairement afin de nettoyer à grands coups de *kärcher* les Écuries du roi Augias. Il serait plus que temps !

Léon CAMUS.

6. Cf. *L'Imposture ou la Destruction programmée de l'État souverain* de Jean-Michel Vernochet — Kontre Kulture, 2017.

ABONNEMENTS À PRIX RÉDUITS

Pour nous aider face aux difficultés de tous ordres qui nous sont faites, et notamment face aux tentatives d'asphyxie financière, d'assassinat politique et judiciaire, pour soutenir activement l'hebdomadaire le plus ancien et le plus intransigeant de la résistance au mondialisme sous toutes ses formes, pourquoi ne pas (vous) offrir un abonnement à prix réduit ?

100 EUROS POUR UN AN (au lieu de 125) à RIVAROL,
140 EUROS (au lieu de 178)
pour un abonnement d'un an à RIVAROL (47 numéros)
et à *Ecrits de Paris* (11 numéros).

**DÉPÊCHEZ-VOUS, AIDEZ-NOUS DANS CETTE SITUATION
DRAMATIQUE POUR LA PRESSE ÉCRITE !**

Offre réservée aux personnes n'ayant jamais été abonnées à RIVAROL.

**NOUS EN AVONS UN BESOIN URGENT !
NOUS COMPTONS VRAIMENT SUR VOTRE AIDE !**

Les abonnements, on ne le dira jamais assez, sont la première et principale ressource du journal. S'abonner, ou abonner de la famille, des amis, des enfants et petits-enfants, des connaissances, des relations de travail, des voisins, c'est contribuer au développement et à la pérennité du doyen et du plus radical des journaux du mouvement national en France.

On peut payer ces abonnements par Paypal
en bas de la page accueil de notre site Internet
<www.boutique-rivarol.com>.

On peut aussi les régler par virement bancaire.
Voici les coordonnées de notre compte à la Banque postale :

IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR

Brasillach et le cinéma

ON SAIT QUE Robert Brasillach était un passionné de cinéma. Avec son beau-frère normalien Maurice Bardèche, il avait entrepris l'écriture d'une *Histoire du cinéma* qui fut accueillie en 1935, à droite comme à gauche, avec maints éloges. Henri Langlois, célèbre fondateur de la Cinémathèque française, certes pas proche politiquement de Brasillach, la citait à tout bout de champ, n'hésitant pas à célébrer « la sûreté du jugement avec laquelle Brasillach, définit et situe à leur place les films qu'il a vus et leurs auteurs ». Il continua de le célébrer après la Libération et l'assassinat du poète, nous raconte Philippe d'Hughes, l'auteur de la préface de cette « *Chronique du 7^{ème} art* », parue chez la maison d'édition Auda Isarn. Il ne s'agit pas de la réédition de l'*Histoire du cinéma*, mais des textes innombrables que Brasillach a consacrés au cinéma, parus dans nombre de revues et de journaux, et particulièrement dans *La Revue Universelle* de Bainville puis Massis.

Disons-le tout de go, il n'est absolument pas indispensable d'être un passionné de cinéma pour lire ce livre dans lequel on trouve le merveilleux style de Brasillach, ses fulgurances, ses descriptions d'ambiances et aussi parfois son talent de pamphlétaire. Brasillach, note Philippe d'Hughes, croyait à une hiérarchie, au « septième art », à une différence entre le beau et le laid, et préféra toujours les grands films aux navets désolants dont un certain cinéma français fut toujours prodigue. « Il a trop aimé la statue idéale de la jeunesse », disait Roger Nimier. La puissance d'un art capable de conserver la mémoire fugitive d'une jeunesse enfuie depuis longtemps, voici qui, selon l'auteur de la préface, « rend compte de la fascination tenace de Brasillach pour le "septième art" ».

LE CINÉMA, UN "ART NOUVEAU"

L'auteur décrit ainsi sa conception de l'art : « *Musique, art, cinéma, tout cela ne sert qu'à peindre l'âme humaine et des affinités secrètes relient les artistes de tout ordre dans les multiples domaines de la psychologie, de la poésie ou du rêve : telle poésie de Verlaine correspondant à telle mélodie de Couperin ou à tel tableau de Watteau et peut-être un jour à tel film.* » A propos du cinéma, né en 1895, Brasillach écrit, le 31 mai 1927 : « *Un art nouveau se prépare* ». Mais il évoque « un art fragile ». Il considère, comme beaucoup en son époque, l'introduction de la parole dans le film qui, jusque-là était muet, comme un « désastre véritable » et écrit : « *Un classicisme se préparait. Tout à coup la catastrophe : une voix nasillarde sort du centre de l'écran, quel que soit le personnage qui parle. La valeur artistique du film baisse de cent degrés. La bêtise humaine s'épanouit. On entend, progrès incontestable, craquer les marches d'escalier, et glouglouter la bouteille sur la table* ». Sévère, et pas forcément juste...

Brasillach va découvrir les films de René Clair (*Le Fantôme du Moulin Rouge*, *Le Voyage imaginaire* et *Entr'actes*), mais aussi de Chaplin qu'il admire. Il écrit : « *Car si pour Chaplin, le cinéma naît de la pantomime, pour l'école allemande de la peinture, pour d'autres du poème, de la musique et même du roman, pour René Clair, le cinéma semble naître de la danse et du ballet* ». Et Brasillach de découvrir « le premier film parlant que nous ayons pu voir en France, Sous les toits de Paris » de René Clair.

Et puis, il y a cet admirable film de Van Dyke, *Esquimaux*. L'auteur écrit avec enthousiasme : « *Dans cette histoire de poursuite et d'antagonisme des races, certains tableaux, comme la chasse aux morses et l'attaque des caribous, sont aussi beaux que les plus beaux passages*

des Géorgiques (venant de Brasillach, quel compliment !) *Et sur un ciel décoloré, sur les grandes pages de neige blanche, chaque homme et chaque animal se détachent, suivant un trait précis et prodigieux* ». Et d'ajouter : « *Une œuvre pleine et belle. Cette bande lyrique est certainement le plus beau spectacle qu'on puisse voir* ». Oui mais, les acteurs parlent esquimau, une langue parfaitement incompréhensible. Pas de problème pour Brasillach : « *C'est que cette langue n'est pas faite pour être comprise. Elle est un bruit, elle s'ajoute aux images, se compose avec elles* ».

On est loin des sévères considérations de Brasillach sur le cinéma parlant ! Mais qu'en est-il des rapports du cinéma et du théâtre, qui passionnaient tous deux, si fort, Brasillach ? Il cite cette phrase admirable de René Clair : « *Il faut mettre en fait qu'un aveugle au théâtre et qu'un sourd au cinéma, s'ils perdent une part importante du spectacle, en conservent pourtant l'essentiel* ».

HISTOIRE DU CINÉMA. DES FRÈRES LUMIÈRE QUI SENTENT LE SOUFRE

Dans un article paru le 15 mai 1935 dans *La Revue Universelle*, Brasillach célèbre le quarantième anniversaire de la naissance du cinéma. C'est en effet le 28 mars 1895 que Louis et Auguste Lumière présentèrent la fameuse *Sortie des Etablissements Lumière à Lyon-Montplaisir*, qui est le premier film cinématographique, suivis de bien d'autres réalisés par les frères Lumière (et ne parlons pas de leurs multiples inventions) qui étaient d'authentiques génies.

Oui mais, il y a un mais. Les deux frères seront, cinquante ans plus tard, des partisans enthousiastes du Maréchal Pétain et de la Collaboration, et proches du PPF de Jacques Doriot. Ils furent décorés de la Francisque le 2 janvier 1942. Auguste siégea au conseil municipal de Lyon mis en place par Vichy. Louis fut désigné membre du Conseil national et fera partie du comité d'action de la LVF.

Cinquante ans plus tard, en 1995, pour le centenaire de l'invention du cinématographe Lumière, la Banque de France eut l'idée saugrenue d'honorer les frères Lumière en imprimant le nouveau billet de 200 francs à leur effigie. L'Amicale des Réseaux Action de la France Combattante protesta : « *Les frères Lumière nous inspirent un profond mépris. Ils ne peuvent être honorés sans outrager les victimes de la collaboration* ». Du coup, les billets déjà imprimés furent brûlés dans des fours crématoires et remplacés par des billets à l'effigie de Gustave Eiffel qui avait, il est vrai, comme qualité d'être franc-maçon.

Mais revenons aux « quarante années du cinéma », qu'évoque Brasillach dans un article paru dans *La Revue universelle*. Il décrit « les premières réalisations de l'industrie naissante : papillotant et crachotant, le train entra en gare de La Ciotat, et les ouvrières en "tournures" et grand chapeau, tout un prolétariat de Zola, vêtu d'une manière attendrissante et bourgeoise, sortit, sous la lumière tremblotante, de l'usine ». Et puis, apparut très vite une incroyable production, d'innombrables comédies, de gigantesques entreprises dont les plus célèbres furent *Quo Vadis* et *Cabiria* (d'après d'Annunzio). Et puis, le dessin animé. Et aussi un nombre colossal de navets.



Vint la tragique guerre civile européenne qui donnera la suprématie à l'Amérique en matière de films. Brasillach dénonce « le manque absolu de culture du cinéma américain ». Il y a toutefois des exceptions. Il cite notamment *Hallelujah*, de King Vidor, qu'il considère comme un chef-d'œuvre, et le grand film de Chaplin, *La Ruée vers l'or*.

Il admire par ailleurs le cinéma russe et ses incomparables *Potemkine*

et *La Mère*. A propos de Chaplin, voici ce que dit Brasillach des *Lumières de la ville*, dans lequel il voit, comme dans *A nous la liberté*, une revendication contre le monde moderne, américain ou bolcheviste : « *L'épisode le plus extraordinaire du film est celui qui met Charlot aux prises avec la machine à manger. Cette machine inventée pour permettre aux ouvriers de travailler tout en se nourrissant, est la divinité grotesque et terrible de notre époque. Elle lui verse le potage dans la bouche, lui pousse entre les dents la viande et les légumes et, entre chaque bouchée, une éponge de caoutchouc vient essuyer les lèvres de Charlot. Mais la machine se détracte, la soupe est versée dans sa chemise, ou lui pousse dans la bouche des boulons, au lieu de la nourriture, et l'éponge à essuyer, devenue folle, lui frappe le visage à coups redoublés* ». Un « comique terrible et amer », et l'artiste « le plus émouvant et le plus complet de l'écran », écrit l'auteur.

DES PRIX DU CINÉMA DÉCERNÉS PAR DES IMBÉCILES À DES IMBÉCILES

Aujourd'hui, la tribu du cinéma s'attribue des distinctions, tels les Césars ou les Prix du Festival de Cannes. C'était déjà le cas à l'époque, et Brasillach s'en prend à ces pompeux imbéciles, en termes peu amènes : « *Le premier jury* (du Grand Prix du Cinéma Français), *de l'aveu de tous, comprend quelques bons esprits, un nombre assez considérable d'imbéciles, et quelques-uns des déplorables individus grâce auxquels le cinéma français est tombé dans l'abjection où nous le voyons présentement* ».

Quant au second jury (le prix Deluc), il a accordé la distinction à « un navet géant, fade comme les publications de la bonne presse, et au surplus assez mal cuit ». Et Brasillach de s'attrister de « voir s'instaurer en France le règne du conformisme. Conformisme rouge ou conformisme rose, peu importe ».

Décidément, rien de neuf sous les projecteurs... L'auteur conclut par ces mots : « *On n'aurait pas dû décerner de prix. On ne décerne pas de prix à une nation qui a perdu conscience de sa force et de son génie naturel, et pour qui les bonnes intentions remplacent l'œuvre d'art véritable* » (*L'Assaut*, 5 janvier 1937). Pas une virgule à changer par rapport à la situation contemporaine...

UN RÉGAL

Lire Brasillach est un régal, quel que soit le domaine qu'il aborde. Quel style ! C'est pourquoi j'affirme qu'un lecteur qui ne s'intéresserait guère au cinéma, prendra cependant grand plaisir à lire ce livre. Lisez sa description d'une scène de *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier, dans la casbah d'Alger, avec Jean Gabin. « *Une histoire de souteneur enveloppée dans une atmosphère assez remarquable, avec de louches*

indicateurs, des rues arabes très belles ». « *Un indicateur, gras et blême, est forcé par les compagnons qu'il a trahis de jouer aux cartes, en attendant le retour problématique du jeune homme qu'il a vendu. Celui-ci revient, blessé à mort, et ses camarades le traînent jusqu'à l'indicateur terrifié et suant, pour qu'il puisse l'exécuter lui-même, pendant que se déchaîne le bruit d'un piano mécanique* ». Commentaire de Brasillach : « *On avait rarement donné d'aussi saisissantes images de la lâcheté* ». Brasillach savait avoir la dent dure. Il se moque volontiers de l'« *Art américain* », dont le cinéma, bien qu'il appréciait certains films, dont *Les Rapaces* de Stroheim. Son commentaire suite à l'*Exposition d'art américain*, au Jeu de Paume : « *Nous avons rarement vu réunies autant de toiles horribles, qui vont de l'académisme le plus poussièreux au "modernisme" le plus désuet. Si on était de mauvaise humeur, la naïveté qu'il y a à montrer l'"art" à la vieille Europe, terre de beauté et de culture, paraîtrait presque une provocation. Mais le rire emporte tout* ».

CULTURE DE NAVETS

A côté des chefs-d'œuvre du cinéma français, que Brasillach aime (*Douce* de Claude Autant-Lara ou *Le Corbeau* de Henri-Georges Clouzot), il y eut aussi un nombre impressionnant de navets. Dans un article très amusant paru le 11 décembre 1943, dont le titre est « *Navets et comestibles* », Brasillach s'en donne à cœur joie. Il y évoque avec ironie notamment « ces raffinements spirituels que constituent les films de Fernandel, de Tino Rossi ou autres manifestations de "l'esprit bien français" ». Et de s'attaquer à « l'étiage des navets ». Il identifie ainsi le « navet familial, potager, et pour tout dire un navet de pot-au-feu » et note un peu perfidement : « *En ces temps de Révolution nationale, qui oserait dire du mal du pot-au-feu ?* » Il cite le « navet » d'un certain Léon Poirier avec ce commentaire : « *Un navet de Poirier, que voilà donc une greffe succulente ! Quel parfum, quelle chair !* »

VOLONTÉ APRÈS-GUERRE D'IMPOSER L'AMERICAN WAY OF LIFE

Dans les dernières lignes de la dernière chronique de cinéma de Robert Brasillach, parue le 12 juillet 1944 dans *L'Echo de France*, l'écrivain, à qui il ne reste que sept mois à vivre, cite trois réalisateurs américains juifs, avec ces mots : « *la planète est en feu. J'attends sans impatience le prochain film de quelque Siodmak, Ophüls ou Litvak, sur les massacres de civils en Normandie* ». Son sort allait être scellé. Il sera assassiné, avec la complicité de De Gaulle, qui refusa de le gracier, le 6 février 1945.

Un accord franco-américain, concernant le cinéma, allait être signé le 28 mai 1946 par le secrétaire d'État des États-Unis James F. Byrnes et les représentants du gouvernement français, Léon Blum et Jean Monnet. En échange de la liquidation d'une partie de la dette française envers les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale (deux milliards de dollars), cet accord imposait un quota de diffusion de films américains dans les cinémas français, correspondant à une diminution de moitié de la diffusion de films français par rapport aux années 1941-1942.

L'objectif des Américains était, bien sûr, d'imposer l'*american way of life* dans les esprits français. Ils y ont, hélas, parfaitement réussi...

Robert SPIELER.

Chronique du 7^e art, de Robert Brasillach, éditions Auda Isarn, 267 pages
Pour commander l'ouvrage : 24 euros (port offert) sur www.reflechiretagir.com ou par chèque à Auda Isarn BP 90825, 31008 Toulouse cedex 6.

Coronavirus, dirigisme et incompetence médicale

Nous sommes entrés en médicocratie

ON CONNAISSAIT déjà les oukases de l'OMS qui — à travers des "recommandations" jamais justifiées ni discutées par personne — conditionnent aujourd'hui les termes d'une norme sanitaire à laquelle chacun se doit d'adhérer.

Elle régit ainsi aujourd'hui, pour une bonne part, notre situation médicale et vaccinale, notre alimentation, nos loisirs, et s'infiltre insidieusement dans tous les compartiments de notre existence, jusqu'à influencer de plus en plus sur notre environnement, voire notre comportement.

Aucun dirigeant politique ne cherchera à discuter ces avis qui reposent éternellement sur des "études" toujours invoquées et mises en avant, mais jamais réellement divulguées, ni discutées, ni surtout analysées statistiquement. Là en effet les erreurs méthodologiques, la taille inadéquate des échantillons traités, la précision insuffisante des résultats obtenus, devraient amener à devoir conclure en toute rigueur que fort souvent ces résultats avancés et aussitôt instrumentalisés n'ont aucune valeur significative, contrairement à ce qui est aussitôt avancé par la propagande des médicastres...

Les statisticiens se plaignent assez des pressions exercées sur eux par les chercheurs du monde médical.

Mais qu'importe la réalité : l'important n'est-il pas de parvenir à justifier les termes de la doxa imposée ?

Imposée pourquoi ? Pour satisfaire la mise en œuvre du mondialisme à laquelle l'OMS concourt.

Rappelons à ceux qui croiraient encore à la vocation « soignante et curative » de l'OMS la formule péremptoire assénée par Brock Chisholm (son premier directeur) :

« *Ce que les gens doivent développer en tous lieux est le contrôle des naissances et les mariages mixtes (interraciaux), dans le but de créer une seule race dans un monde unique et dépendant d'une autorité centrale* ».

« *Un monde unique dépendant d'une autorité centrale* », telle est la doxa imposée que sert l'OMS.

Sa préoccupation première n'est donc pas du tout d'ordre sanitaire mais d'ordre idéologique !

L'affaire de la pandémie due au dernier représentant infectieux découvert de la famille des Coronavirus voit ainsi la confirmation de la mise en place d'une nouvelle forme d'autoritarisme, instrumentalisé par les pouvoirs publics à travers la politique sanitaire : la "médicocratie".

Si cette dictature médicale, pseudo-sécuritaire, a pour caractéristique majeure d'être fondée (comme toute dictature) sur la terreur, car le virus peut exceptionnellement être mortel, elle se caractérise par une déontologie de la modélisation où les moins aptes, baptisés "infectiologues", se retrouvent investis de toute l'autorité et de tous les pouvoirs par l'exécutif, grâce au martelage d'une propagande incroyable relayée par tous les médias aux ordres.

Il n'est pas question de revenir ici sur l'histoire de l'épidémie et son évolution, sujets journalièrement ressassés par la propagande, mais de dénoncer son instrumentalisation par des gens mis en place dans la perspective de servir à l'instauration d'une politique autoritaire visant d'abord, sous couvert de souci "sanitaire", à la privation des libertés les plus élémentaires à laquelle les populations adhéreront avec d'autant plus de zèle que cette propagande aura su instiller la panique étayée par des chiffres fantaisistes et surtout par des déclarations grotesques de médecins plus ou moins obscurs, trop heureux de faire parler d'eux, que les médias propulsent à l'envie sur le devant de la scène pour les faire discuter gravement de sujets qu'ils ne maîtrisent visiblement pas, mais qu'importe ! Ils ne sont pas là pour s'occuper de la santé des gens mais uniquement pour cautionner les mesures

prises par le gouvernement. BFMTV en a réuni toute une collection. Ils reprennent en cœur jour après jour les incantations gouvernementales à la gloire du confinement et appelant à durcir la répression vis-à-vis des récalcitrants qui osent sortir de chez eux.

LE CONFINEMENT EST À L'ORDRE DU JOUR !

Le crime le plus grave aujourd'hui, ce n'est pas d'assassiner des petits vieux, des enfants innocents dans le ventre de leur mère ou de développer les divers trafics de drogue ou d'êtres humains (esclavage, prostitution, pédophilie). Non ! Les crimes les plus graves, c'est de sortir de son immeuble pour faire pisser son chien sur la pelouse d'en face ou d'inviter à dîner son voisin de palier !

C'est ce qu'a tranquillement proclamé un certain Bernard Legrand, généraliste d'Arras, sur Boulevard Voltaire : « *Ceux qui ne veulent pas restreindre leur vie sociale sont des criminels !* » (sic)

Mais il ne faut pas faire de procès d'intention : l'immense majorité des médecins, otages de leur vocation, préfèrent se dévouer aux malades plutôt que de se répandre en déclarations idiotes. Il est tristement cocasse de voir d'ailleurs l'exaspération croissante du corps médical de terrain, tellement sollicité, face au vedettariat fabriqué par les médias pour certains incompetents qui osent parler au nom des médecins qui ne se reconnaissent nullement dans les élocubrations de ces médicastres qui règnent sur les ondes.

Les propos de la caste dirigeante totalement dépassée par la situation sont d'ailleurs parfois glaçants de bêtise. Ainsi un ancien directeur général de la santé, William Dab, qui se qualifie d'épidémiologiste, n'a pas hésité à sortir : « *On approche du point d'inflexion, ce moment où la courbe n'est plus linéaire mais exponentielle et où la situation peut devenir incontrôlable, comme en Italie* ».

Visiblement ce monsieur ne sait ni ce qu'est une approximation linéaire, ni ce qu'est une exponentielle et encore moins ce qu'est un point d'inflexion. Bref, il est incapable d'expliquer et d'analyser une courbe de progression épidémique, et donc de commenter une simulation, mais cela ne l'empêche pas de prédire gravement :

« *Le pire scénario, c'est que le virus affecte 40 millions de personnes. Avec un taux de mortalité de 2 %, cela fait 800 000 morts en France. Il faut le dire. Il faut mettre chacun face à la réalité. Appeler un chat un chat. Nous sommes devant la pire catastrophe sanitaire depuis un siècle* ».

C'est évidemment ridicule car on ne connaît pas la proportion réelle des personnes contaminées dans la population, vu l'absence constatée dans de nombreux cas de symptômes caractéristiques : il est évident alors qu'une grande partie des personnes contaminées, probablement la majorité, n'est pas comptabilisée et que, par suite, le chiffre de 2 % de mortalité avancée n'a aucun sens et est forcément très surévalué !

Mais, comme si cela ne suffisait pas, alors que malgré les réticences et le lynchage médiatique dont le professeur Raoult a été l'objet, tout le monde s'accorde finalement à reconnaître le bien-fondé de l'emploi de la chloroquine, qu'il a mis en évidence et révélé initialement contre l'avis de ses confrères qui finissent pourtant par se rallier à ses avis, William Dab persiste et n'hésite pas à dire :

« *Au début de chaque épidémie, on a toujours un malin qui prétend avoir la solution. Nous avons connu cela lors de la montée de l'épidémie de sida. En situation d'incertitude, il est humain de chercher à se rassurer et de se raccrocher à une solution facile. Les scientifiques et les médecins doivent éviter d'alimenter ce penchant* ».

Bref, vous l'aurez compris la question essentielle pour le club des médicastres experts,

n'est pas du tout de juguler l'épidémie mais de justifier grâce à l'épidémie l'instauration de mesures d'exception voulues par l'exécutif supranational en cours de mise en place.

L'Assemblée nationale a voté dimanche 22 mars l'article du projet de loi face au coronavirus permettant l'instauration d'un « *état d'urgence sanitaire* », avec l'ajout de sanctions pour non-respect du confinement, dont de possibles peines de prison.

Certains maires font déjà du zèle avec la complicité des préfets qui curieusement homologuent avec empressement tous les arrêtés communaux liberticides quand ils sont les premiers à suspendre les arrêtés communaux interdisant l'empoisonnement des riverains par les pesticides...

Le motard de Nice a fait figure de précurseur, interdisant toute accessibilité à la Promenade des Anglais, aux plages et aux parcs de la ville. Et comme si le quadrillage de la ville par des caméras ne suffisait pas, les rues sont aussi surveillées par des drones au cas où la population oserait sortir de chez elle.

Et pour parfaire son dispositif répressif, il a même imposé un couvre-feu ! Une mesure qui, loin de soulever le tollé attendu, a été apparemment acceptée (pour l'instant ?) par la population. C'est fou ce que la peur soigneusement entretenue d'un virus peut faire accepter.

Du coup, le préfet des Alpes-Maritimes vient de mettre tout le département sous couvre-feu de 22 heures à 5 heures du matin. Cela a aussitôt donné des idées : en matière de répression un concours des édiles s'est ouvert. Arras, Charleville-Mézières, Colombes, Valence, Béziers, Perpignan, Montpellier, Jeumont, Hautmont... sont déjà passés sous couvre-feu. La liste n'est pas limitative !

L'heure est à la prolongation de l'état de confinement et à son durcissement médiocratiquement souhaité. C'est d'ailleurs le souhait du Conseil d'Etat.

LA MACRONIE EST MISE SOUS OCCUPATION MÉDICOCRATIQUE !

Politiquement, c'est une manière aussi de régler la question des réformes auxquelles la population est hostile. Nul doute que la réforme des retraites n'entraînera plus de remous...

Et le Sénat va plus loin : dans la loi « Urgence Coronavirus » adoptée la nuit du 20 mars, il est prévu que les entreprises pourront revenir sur un certain nombre d'acquis sociaux : durée hebdomadaire du travail et droit aux congés payés, aucun caractère "exceptionnel" et aucune limitation de date n'ont été prévus !

La réforme va autoriser le gouvernement à statuer sous forme d'ordonnances ayant valeur de loi dans le cadre du droit du travail et ce, sous trois mois. En droit constitutionnel, en effet, sur le fondement de l'article 49-3 de la Constitution, l'"ordonnance" constitue une mesure prise par le Gouvernement dans des matières relevant normalement du domaine de la Loi. Dans ce cas, le Gouvernement est préalablement habilité à les prendre sur un simple vote du Parlement. L'article 49 alinéa 3, dit d'"engagement de responsabilité", permet au gouvernement de faire passer le texte qu'il présente, sans vote, sous couvert du rejet (cas certain, vu la composition de l'Assemblée actuelle) de la motion de censure que l'opposition se doit de déposer.

En clair, il s'agit de « *modifier les conditions d'acquisition de congés payés et de permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés, des jours de réduction du temps de travail* ».

Elle n'est pas belle, la vie ?

La question est tranchée depuis longtemps : une pandémie virale s'arrête toujours d'elle-même par immunité acquise lorsque l'infes-

tation est suffisante. C'est d'ailleurs l'option officiellement prise tant par les Pays Bas que par la Grande-Bretagne.

Toute personne contaminée par un virus va finir par développer des anticorps qui vont lui conférer une immunité durable contre ce virus : c'est ce qu'on appelle l'immunité acquise. Le risque encouru est évidemment que l'affection contractée peut s'avérer mortelle, l'organisme n'ayant pas su réagir.

ET L'ÉPIDÉMIE DANS TOUT CELA ?

Lorsqu'on est en présence d'une affection comme celle du Covid-19 où le taux de mortalité — ramené à l'ensemble de la population et non pas aux seuls individus malades et diagnostiqués — ne doit pas excéder de 0,1 % à 0,5 %, le pari semble donc peu risqué, n'en déplaise aux alarmistes, même si cela fait toujours trop de morts à déplorer, mais de toute façon, dans l'immédiat on ne dispose encore d'aucun traitement efficace assuré.

On n'a aucune raison de supposer que les épidémiologistes et infectiologues britanniques ou néerlandais soient plus stupides ou moins compétents que leurs homologues français...

Avant la vaccination obligatoire, c'est exactement ainsi que l'on agissait avec la rougeole et autres maladies infantiles classiques où la protection était secondairement acquise par la contagion...

Mais tout le monde s'accorde pour dire que cela implique la contagion de 75 % de la population !

La façon dont est mené le traitement de la crise épidémique répond donc bien d'abord à une demande d'instrumentalisation idéologique : le conditionnement des masses.

Désormais on peut s'attendre à ce qu'au nom de la « sécurité sanitaire » — avec la complicité d'un ou deux médecins qui balanceront n'importe quoi, comme d'habitude en le justifiant avec une "étude" *ad hoc* rédigée tout exprès —, on en arrive à la promulgation de n'importe quelle loi liberticide... On a déjà supprimé la liberté de circulation... la liberté de culte, etc. Même Staline n'y était pas totalement parvenu !

Aujourd'hui il faut une attestation pour sortir de chez soi, bientôt elle devra être contre-signée par la gendarmerie ou le comité de quartier agréé.

Une dictature s'installe durablement en France, sans limites et sans contrôles possibles !

La loi d'urgence donnera au contexte une façade légale respectable...

Les prochaines étapes envisageables sont :

— le contrôle définitif de l'information, la censure en invoquant systématiquement des « *fake news* » (surtout quand ce sont les vraies nouvelles à cacher) ;

— l'interdiction de déplacements sans passeport intérieur ;

— l'encouragement à la « délation citoyenne » si le voisin met le nez dehors ;

— la diffusion de la propagande médico-cratique sur tous les sujets associables à une composante sanitaire ;

— la suspension d'internet pour cause officielle de « *saturation des lignes* »...

Alors, la situation sera mûre pour l'instauration de la société zombifiée que tous les sociologues et amateurs d'anticipation ont prévue, d'Huxley (*Le meilleur des mondes*) à Anders (*Obsolescence de l'homme*) et de Ray Bradbury à George Orwell.

Si l'on peut avoir peur aujourd'hui, ce n'est pas du coronavirus mais de ces médecins des pseudo-« conseils scientifiques gouvernementaux » qui sont les nouveaux ayatollahs : le dirigisme médical normatif érigé en système de gouvernement s'installe en Macronie.

Une fois de plus Jean Raspail a eu raison. Nous ne sommes plus dans le *Camp des Saints* ici, mais dans *Septentrion*.

Parviendra-t-on à monter dans le train de l'évasion spirituelle, culturelle et sociétale, pour fuir la norme des salopettes grises ?

(Samedi matin les gares ont été bouclées pour éviter que les citoyens ne s'évadent !)

Claude TIMMERMAN,
Biologiste et Statisticien.

Les vraies-fausse interviews riv

Emmanuel MACRON : “Nous entrons dans



**par
Hannibal**

La dernière fois que je l'avais vu, il était à peine redescendu de sa pyramide du Louvre, le front encore baigné des rayons de l'idéal. C'était au début du mois de mai, voilà trois

ans. Il entendait servir la France « avec amour ». Charmant, jeune, traînant tous les cœurs après soi, dansant sur l'hymne à la joie, il montait vers quelque apothéose, à l'imitation de François Mitterrand au panthéon, semant sous ses pieds les symboles, le Louvre vieux palais capétien, la pyramide de Peï, haut lieu de la maçonnerie connu du monde entier. Audacieux chef international, européiste et mondialiste, modestement entouré de militants, il paraissait si loin de ses minables prédécesseurs, si loin de Tulle et du Fouquet's. « *Ce soir, c'est la France, c'est le monde qui nous regardent* », jetait-il avant de jurer de « *défendre les lumières françaises* ». Depuis, l'Atlas de l'Elysée a reçu bien des coups, Benalla, Gilets jaunes, Brexit, Coronavirus... L'eau des pleurs a coulé sur les joues de Phèdre Brijou, et je m'attendais à le voir un peu déplumé, mais il m'apparaît au contraire tonique, hâlé par l'adversité, dans le lieu de confinement secret où il me reçoit, derrière un élégant hygiaphone.

RIVAROL : Pourquoi choisir RIVAROL pour parler, en ce moment de crise nationale ?

Emmanuel MACRON : François, au Vatican, donne ses interviews les plus importantes à un journal de la gauche radicale et à un vieil athée militant, Eugenio Scalfari. De même RIVAROL me semble le bon canal pour faire passer ma pensée, d'autant qu'il développe depuis quelques mois un concept qui l'illustre parfaitement, celui de révolution arc-en-ciel. Ce que j'ai tenté de faire depuis 2017, ce pour quoi je suis missionné, ce n'est pas la maximisation des profits des multinationales, c'est de conduire les Français vers un monde nouveau en les renouvelant de l'intérieur. Et je n'y ai pas mal réussi grâce aux réformes économiques, politiques, sociales et sociétales que j'ai menées.

R. : Vous trouvez ? Le coronavirus, une chute des bourses de plus d'un tiers, une réforme des retraites dont on ignore où elle mène, une dette explosée, des critères de Maastricht en capilotade, la récession, l'accord de Paris sur le climat en marmelade, l'échec total de l'Union européenne en Syrie, les tensions entre la Turquie et la Grèce, le Brexit, le rétablissement des frontières, un peuple qui gronde, un système de santé à bout. On a l'impression non seulement que vous êtes démonétisés, mais que les intérêts et les institutions que vous servez ont échoué. Que la réalité se rit de l'arc-en-ciel, que le mondialisme s'écroule et que reviennent les nations.

E. M. : Nous savons vous et moi que le journalisme est l'art d'obtenir de bonnes réponses en posant des questions idiotes, mais n'exagérez pas tout de même. Je reprends votre premier mot, coronavirus. Il y a la réalité de la maladie, et puis le bruit mené autour d'elle — et le sens de tout cela, à quoi cela sert. Essayons de démêler. D'un côté la réalité, disons médicale, puis

le mythe, la façon dont il est utilisé. C'est un exercice instructif de ne pas considérer les choses en elles-mêmes mais de se demander à quoi elles servent. Votre journal s'y livre souvent. A quoi sert l'histoire, par exemple ? A juger aujourd'hui par hier, à régir notre morale politique par une certaine vue du passé. Par exemple, à ériger telle période ou tel régime en pôle noir auquel on assimilera son ennemi politique : sans Shoah, Hitler ne serait pas pire qu'un autre, le fascisme, le racisme et l'antisémitisme ne seraient pas le diable, il ne serait pas honteux de se défendre contre l'invasion. A quoi sert l'Eglise que vous appelez conciliaire ? Pourquoi, ses fidèles et son clergé se raréfiant, ses ennemis traditionnels ne l'ont-ils pas achevée ? Réponse : ils ont préféré lui faire peur par quelques scandales pour la tenir en laisse et s'en servir comme supplétive, par exemple dans le processus d'invasion de l'Europe. Dernier exemple, à quoi sert le réchauffement du climat ? A changer la manière de vivre du Nord, à le piller, à lui inculquer une nouvelle morale.

R. : Vous parlez bien, mais la réalité du coronavirus vous rattrape. Je vous résume vos prises de position, en douze jours. Le 7 mars : allez-y, faites la fête, allez au spectacle. Le 12, hum, hum, il serait peut-être temps de rentrer. Le 14 : allez donc voter. Le 16, on est en guerre, confinons-nous. Et le 19, sortez donc travailler, c'est une question de « *responsabilité civique des entreprises* ».

E. M. : De sorte que mon gouvernement et moi-même sommes traités au choix d'amateurs, de bricoleurs incapables d'anticiper, de criminels. Juste un truc : je vous ferai remarquer que nous ne sommes pas ici dans la réalité médicale, mais dans la communication politique autour d'elle. On évoque une « *crise révélatrice du déclin français* », mais j'observe que la crise de la communication est mondiale. Au mois de décembre, le gouvernement de la Chine populaire est au courant du coronavirus et ne dit rien, ce qui facilite son exportation. Au mois de janvier, Donald Trump lance les préparatifs de grandes manœuvres de l'OTAN en Europe, qui ne seront stoppées qu'à la mi-mars. A l'époque, les progressistes américains n'ont qu'une chose en tête, l'impeachment du président.

Quant aux réseaux sociaux où s'expriment tant de grands esprits de comptoir, ils résonnent de ces mille bouthéons communs au temps de guerre, le covid 19 a été breveté par l'institut Pasteur, la patinoire de Mulhouse a été transformée en morgue, etc. Ce n'est qu'après coup qu'apparaissent des Cassandres discrètes qui avaient tout prévu — mais qui l'avaient hélas murmuré de façon qu'on ne les entende pas. Agnès Buzyn est la reine du Pleurnichistan, c'est de famille.

R. : En la matière, la communication est un acte : vous demandez un confinement strict à une population que vous avez baladée de fantaisies en incertitudes.

E. M. : Pour communiquer, il faut avoir une idée claire de la réalité à décrire. Or, en matière de pandémies, si la communication de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est claire, la réalité ne l'est pas. Les informations venues de Chine sont arrivées d'abord au compte-gouttes, les données en provenance de différents pays n'étaient pas cohérentes, sans que des études fiables ne permettent d'expliquer les différences observées (notamment en matière de taux de mortalité). En revanche, depuis une vingtaine d'années, l'OMS met en garde l'humanité contre l'éventualité d'une pandémie ravageuse,



(Dessin de Chard)

type grippe espagnole ou pire. Je vois à quoi cela sert, et je l'approuve. Devant un ennemi commun, terrible, l'humanité doit unir ses forces, apprendre la solidarité, ou, comme dit mon maître Edgar Morin, le patriotisme planétaire. Mais l'OMS n'a pas réussi jusqu'ici à l'en persuader, parce qu'elle a manqué de subtilité dans la communication. Elle l'a tenté avec des maladies très dangereuses (Ebola, Sras), qui ne sont pas sorties de leur bassin de naissance et n'y ont fait que peu de morts, puis avec des maladies contagieuses mais totalement bénignes, comme le H1N1. Cela a desservi sa cause, le public n'étant pas dupe.

Aujourd'hui, nous avons bien mieux joué le coup, avec des prévisions terribles d'un côté, des « modélisations » apocalyptiques, et puis des docteurs tant mieux. En France, en particulier. Au début, à peu près tous les chefs de services de maladies infectieuses de nos grands hôpitaux tenaient le Covid 19 pour peu de chose, proche d'une simple grippe. Ils ont diffusé des vidéos à ce propos. Puis ils ont changé d'avis. Michel Cymes a fait son *mea culpa*.

R. : Qui a raison ? Quand ?

E. M. : Là vous repassez de la com' à la réalité. Ce n'est pas mon domaine. Le Covid 19, bénin dans l'ensemble, et nécessitant un traitement lourd à l'hôpital pour un grand nombre de cas graves, semble idéalement taillé pour engorger notre système de santé. J'ai créé, c'est une nouveauté, un conseil scientifique pour éclairer le gouvernement. Il se compose de onze membres éminents, médecins, statisticiens, sociologues, sous la direction du professeur Jean-François Delfray, professeur d'immunologie, coordinateur dans la lutte contre Ebola, président du comité consultatif national d'éthique, franc-maçon, partisan de la PMA pour les « couples » de femmes. Il préconise une stratégie type Corée du sud, de très nombreux dépistages et l'isolement des positifs, sans confinement de la population. Elle rejoint l'opinion du professeur Raoult, l'un de nos infectiologues les plus connus dans le monde. C'est une personnalité atypique, antiraciste, progressiste, climatocéphale, qui a expérimenté au CHU de Marseille avec son équipe les effets d'un antipaludéen classique, la chloroquine, couplé avec un antibiotique pour faire baisser promptement la charge virale des malades. Il a convaincu Donald Trump, et nous procédons à d'autres essais cliniques à Lille et à Paris.

R. : Il affirme aussi que nous avons la capacité technique, médicale, de faire des tests massifs et que nous avons choisi de ne pas le faire. Il pense que confiner chez eux des gens qui ne sont pas porteurs du

virus détruit sans profit l'économie et la vie sociale, c'est comme bombarder une ville pour en éloigner les moustiques porteurs de malaria. Or tout a été fait pour le discréditer. Le 1^{er} mars encore, Martin Hirsch, le directeur général de l'assistance publique-hôpitaux de Paris, disait : « *La chloroquine marche très bien dans une éprouvette, mais n'a jamais marché chez un être vivant* ».

E. M. : C'est moi qui suis allé chercher Raoult et lui ai donné la parole. Et le professeur Alexandre Bleibtreu, de la Pitié Salpêtrière a fait notre *mea culpa*.

R. : Est-ce une référence ? Le 22 février Bleibtreu estimait que le confinement italien était une « *sur-réaction* » et que l'épidémie était « *d'une gravité modérée puisqu'on a un taux de mortalité relativement faible de 2 % et essentiellement chez des personnes âgées ou qui ont des pathologies chroniques ou sous-jacentes* ».

E. M. : Mais il avait raison ! Le Covid 19 provoque-t-il une maladie grave ? Oui parce que des milliers d'Européens en meurent (notre continent est le plus touché), mais non au regard des statistiques globales. Les maladies respiratoires font chaque année dans le monde 2 600 000 morts : le covid en fait un peu plus de quinze mille pour l'instant. Deux humains sur un million. Et encore. Cela dépend de la façon dont on compte. En Italie le taux de mortalité paraît exceptionnellement haut parce qu'on y pratique une autopsie *post mortem* et qu'on attribue au Coronavirus la mort de toute personne qui en est touchée. Mais on sait que l'âge moyen (80 ans) et les autres maladies pèsent d'un poids déterminant dans le décès, comme le montrent aussi les statistiques chinoises. Quant au taux de mortalité final de l'épidémie, il va baisser, comme toujours, avec le nombre de malades, et se rapprocher de ce que l'on observe en Allemagne. Au début, en Chine, à Wuhan surtout, on a cru que son taux de mortalité était très élevé, parce qu'on évaluait mal le nombre des contaminés. Aujourd'hui, on estime celui-ci à plus de huit cent mille : rapportés au nombre de morts, un peu plus de 3.100, cela donne un taux de mortalité situé entre 0,3 et 0,4 pour cent.

R. : Vous êtes en train de me dire que le Covid 19, ce n'est rien, et en même temps vous lui déclarez la guerre, vous confinez toute la population, et vous mettez son économie par terre.

E. M. : Non, ce n'est pas rien, à cause de cette petite proportion de cas graves qui touchent tout le monde et engorgent les hôpitaux. On pouvait laisser jouer l'immunité de groupe, mais cela signifiait des milliers de morts, peut-être des dizaines de milliers en raison de la pénurie de masques et de lits. Ce choix n'était

aroliennes

un monde meilleur" !

pas possible pour des raisons humaines et électorales.

R. : La pénurie de matériel et de soins, vous en êtes partiellement responsables. Il y a encore quelques mois vous faisiez gazer les infirmières et vous les traitiez d'incompétentes.

E. M. : Sans doute ai-je eu quelques paroles maladroites, mais François Hollande est le grand responsable de la ruine des hôpitaux, notamment par son décret de 2013 liquidant notre stock de masques sans le renouveler, et la suppression de 90 000 lits, de 95 services d'urgence et de la moitié des maternités. Quand on rapproche ces chiffres terribles du coût de sa transition énergétique, on en demeure glacé : 120 milliards d'euros partis en fumée rien que dans quelques milliers d'éoliennes qui produisent, quand elles fonctionnent, moins de cinq pour cent de notre électricité. En ce moment, la femme que je plains le plus est Julie Gayet. Sans doute n'est-ce pas Greta Garbo, mais quand même, être confinée avec François Hollande... Il paraît qu'il lui a donné une recette de mousse au chocolat ! Dieu préserve la France des présidents normaux !

R. Pourquoi, alors, avoir fermé Fessenheim ? Et aujourd'hui, pourquoi ne pas avoir déjà utilisé massivement la chloroquine ? Pourquoi n'avez-vous pas trouvé 20 milliards pour la santé et en débloquent-ils cinq cent maintenant pour tâcher de mettre des rustines sur une France coulée par le coronavirus ?

E. M. : Tout simplement parce que dans la vraie vie on prend les choses comme elles viennent et on les traite comme on peut. Alain Madelin disait : « On va souvent chercher trop loin avec les politiques, la plupart du temps ils font simplement des conneries... ». Ce n'est pas propre aux politiques.

R. : En somme vous avez organisé le pis-aller dans la précipitation ?

E. M. : Médicalement peut-être, mais pas du point de vue politique. J'en reviens à mon propos de départ, à quoi sert le coronavirus ? Nous assistons depuis trois mois à la plus remarquable expérience de maîtrise des populations mondiales, sur une échelle inédite. Regardez le fil des agences d'information, le contenu des médias, les débats des réseaux sociaux, c'est flagrant : on ne parle que de cela, on ne pense qu'à cela. À côté de cela, le sexe de Griveaux semble négligeable, artisanal. Le confinement des populations est le pompon de la chose. On disait, 70 millions de Chinois confinés chez eux, avec des masques, un sur vingt, oui, mais ce sont des jaunes, et des communistes. Aujourd'hui, on en est à un milliard d'hommes, un sur sept, des Européens, des Américains du Nord, pour la plupart, des démocrates, et des Français ! Impossible ? Pensez-vous ! À part Paris et les banlieues, ça gaze du tonnerre. Un grand *loft story* sous vidéosurveillance. Drones de drames. Même l'extrême droite et l'extrême gauche trouvent normal d'empêcher les vieux de se promener sur la plage. Et le 17 est saturé d'appels pour dénoncer ceux qui ne respectent pas les consignes. Marine Le Pen réclame le couvre-feu, les maires du sud l'appliquent, sans doute pour discriminer certaines populations, Ménard et Estrosi en tête, Estrosi, cet ancien motard qui courtisait Jean-Marie Le Pen tout en le jugeant trop à gauche. C'est merveilleux ! Les populistes concourent à la mise sous tutelle des peuples ! Les populistes participent à la révolution arc-en-ciel. Le summum est sans doute l'attestation de sortie dérogatoire. Tout un peuple infantilisé demande la permission d'aller faire ses courses, comme on apportait son excuse au

surgé. Sauf que cette fois on n'a pas besoin d'imiter la signature de maman. Je m'autorise moi-même à sortir faire pisser le chien. C'est le top de la surveillance participative (que vous nommez totalitarisme participatif). Déjà, sur internet, les *Life Watchers* font fort quand ils signalent des contenus illicites, mais, là, c'est grand : le surveillé lui-même, le désobéissant en puissance, participe à sa propre surveillance. Progrès décisif ! Beaucoup plus fort qu'Orwell, La Boétie.

R. : Vous voulez dire que le coronavirus est l'occasion de grandes manœuvres de la servitude volontaire, qu'il permet la domination et la manipulation des peuples du monde entier ?

E. M. : Vous voyez tout en noir, comme tous les hommes du passé. Moi, je suis tourné vers l'avenir. Je vois les choses en arc-en-ciel. Nous entrons dans un monde meilleur. Notre projet est simple. Nous faisons la pédagogie de la révolution arc-en-ciel, le coronavirus nous aide à soumettre les peuples au Bien. Et il n'y a pas dix manières d'y arriver. Vous le savez, vous qui vous prétendez réalistes. Ce qui marche, c'est la schlague et la peur. Le réchauffement climatique était un moyen de faire peur. Mais il fallait soulager Greta. Elle dit trop de bêtises, et puis avec la croissance des banquises le mythe prend un peu l'eau, et de toute façon, 2050, c'est loin. Tandis que l'hôpital qui sature et les vieux qui crèvent, ça parle à tout le monde. Le coup de génie, c'est la priorisation. Le médecin qui vous dit, j'ai dû choisir, intuber le jeune, laisser le vieux sur son brancard. Tragique. C'est comme *le Choix de Sophie*, que j'avais vu avec Meryl Streep, quand la maman désigne quel enfant devra mourir dans les chambres nazies. Or il y a toujours eu un tri à l'hôpital. Rien que dans les accidents de voiture : on fait passer d'abord les enfants, puis les parents, puis les grands-parents s'il en reste. Si un monsieur a 80 ans et un cancer, on n'intube plus. Pour éviter « l'obstination déraisonnable ». C'est une question de dignité.

R. : N'empêche que la révolution arc-en-ciel s'écroule sous les poids de ses contradictions. Depuis le coronavirus, on remise le réchauffement au placard, et l'Union européenne a envoyé Erdogan et ses migrants aux pelotes : on redécouvre les frontières !

E. M. : C'est étrange chez les fascistes, cette fascination pour l'effondrement... Y compris les Verts. Quand je pense à Yves Cochet qui fait de la collapsologie dans sa ferme ! Ils finissent tous fous. Pas besoin de coronavirus ! Quant aux contradictions, la révolution en vit, elles la font avancer. C'est cela que veut dire : « et en même temps ». Cela explique la banlieue, ses désordres sociaux inévitables, ce que j'ai nommé aux Antilles les « bêtises des enfants de la République ». Malgré leur peur, les forces de l'ordre ont dressé un dixième de leurs contraventions en Seine-Saint-Denis. Il est bon que la banlieue n'applique pas les consignes et que les souchiens le sachent. Cela accroît les tensions entre les communautés, qui est l'objectif réel du vivre ensemble. Cela attise la rage des anciens Français qui sont obligés d'obéir, le mépris des nouveaux Français pour ces chiens obéissants, et leur haine des policiers. Les « territoires perdus » de la République, les quartiers concédés à l'envahisseur, sont un laboratoire du futur. Y vit une population témoin dont on va observer les réactions. D'une manière générale, le deux poids deux mesures est notre feuille de route. On laisse entrer les migrants et en même temps les Français remplissent une attestation pour aller au Lidl. On conspué Barbarin et en même temps on adule Polanski. L'Etat est en faillite et en même temps il trouve cinq

cent milliards d'euros pour gérer la crise. Il y a un arc-en-ciel dans mon cœur : le coronavirus est terrible, et en même temps il nous ouvre les portes de l'arc-en-ciel.

R. : Vous rigolez. La redécouverte des frontières, c'est au contraire la fin de l'arc-en-ciel, du nouvel ordre mondial. Fini le libéralisme ! Fini le libre échange ! L'effondrement des bourses est un signe qui ne trompe pas !

E. M. : Parce que vous croyez que l'arc-en-ciel est libéral ? Que le mondialisme est libéral ? Et la taxe carbone, elle est libérale ? Et la péréquation des richesses du Nord au profit du Sud, elle est libérale ? Et les transferts de technologie faits par les multinationales au profit des pays émergents ? La spécialisation du travail par continent ? Et notre politique fiscale, elle est libérale ? Les prélèvements obligatoires, les innombrables redistributions ? Et le PC chinois, qui fait des affaires, il est libéral ? Non. C'est pourquoi notre politique de relance de l'économie à l'occasion du coronavirus est ouvertement keynésienne. Nous combinons planche à billets, grands emprunts sur les marchés et intervention de l'Etat. Les multinationales sont obligatoirement *gay-friendly*, les Etats anglo-saxons forcément *islamo-friendly* : si ça c'est libéral, je veux bien m'appeler François. Oui, nous conservons le profit et favorisons les flux financiers, pour permettre la révolution : Marx était favorable au libre-échange pour la même raison. De même le Brexit nous agace-t-il un peu, mais sans plus. Et même la fin de l'UE ne serait pas une catastrophe. Le schéma directeur est d'atteindre la République universelle à travers les ensembles continentaux, et ces instruments nous ont bien servi, mais s'ils se cassent on en trouvera d'autres. Le coronavirus nous apprend, par exemple, à réutiliser les nations comme le bernard l'hermite fait des bulots. Elles régulent et customisent la marche des hommes vers le gouvernement mondial, elles adaptent l'empire arc-en-ciel à l'histoire et à la géographie locale. En utilisant les mots « France » et « faire nation » l'autre jour, j'ai utilisé le vocabulaire et le sentiment national pour mieux soumettre le peuple.

R. Concrètement, quels bénéfices l'arc-en-ciel tire-t-il du coronavirus ?

E. M. : En voici quelques-uns. Une bonne nouvelle pour les animaux, d'abord : le 24 février, le gouvernement chinois a interdit de vendre et de consommer des animaux sauvages. D'après Erin Sorell, chargée de recherches au département de microbiologie et d'immunologie de l'université de Georgetown, c'est une question de santé publique : 70 % des zoonoses proviendraient des animaux sauvages. La civette palmiste masquée qui aurait transmis le virus du SRAS à l'homme, on la retrouve en soupe sur la table des Chinois raffinés, comme le luwak, alors que le cobra préfère la friture et la patte d'ours, plus ferme, le braisage. Selon la chercheuse, le coronavirus va provoquer « un changement révolutionnaire » dans la mentalité chinoise. Le coronavirus contribue au droit du vivant.

Autre exemple, on ne se serre plus la main, ce qui satisfait le musulman qui ne se trouve plus obligé de toucher des femmes infidèles, et on se méfie de l'argent liquide, ce qui permet de mettre fin à l'anonymat des paiements.

Autre exemple : la pollution au-dessus de Wuhan a diminué et la lagune de Venise s'emplit de dauphins. Or, selon une étude de la société italienne de médecine environnementale (SIMA), si l'épidémie a connu « une accélération anormale » dans la vallée du Pô, c'est en raison de la pollution : « La poussière a fait office d'autoroute pour le virus ». François Gemenne, du GIEC, en conclut que le coronavirus est « une occasion unique d'opérer une transition écologique ». Cette prise de conscience stimule l'esprit de sacrifice dans la population. Témoin, la tribune donnée par Anneliese Du Peloux, spécialiste en santé publique, au *Monde* : elle estime que les « mesures radicales et pourtant acceptées par la population

pour endiguer l'épidémie éclairent sur la manière de mener le combat contre le réchauffement de la planète ». Autrement dit l'ingénierie sociale utilisée à l'occasion du coronavirus resservira pour faire avancer le mythe nécessaire du réchauffement d'origine humaine.

C'est une constante de la méthode arc-en-ciel. En 1987 déjà, Mostafa Tolba, directeur du PNUED, expliquait que le modèle du protocole de Montréal sur le trou d'ozone devait resservir pour l'effet de serre. Nous savons aujourd'hui qu'il n'y a pas de trou d'ozone, mais l'événement lui a donné raison. Le coronavirus va nous permettre de gravir la dernière marche vers l'arc en ciel. Mon maître Edgar Nahoum-Morin l'explique : « Le mouvement de globalisation a certes produit l'unification techno-économique de la planète, mais il n'a pas fait progresser la compréhension entre les peuples. [...] Les périls planétaires — écologie, armes nucléaires, économie dérégulée — ont créé une communauté de destin pour les humains, mais ceux-ci n'en ont pas pris conscience. Le virus éclaire aujourd'hui de manière immédiate et tragique cette communauté de destin. » Il a salué mon « vrai discours de président » quand j'ai mis en garde les peuples contre le « repli nationaliste ».

R. : Vous parlez d'un « monde meilleur ». N'exagérez-vous pas un peu ?

E. M. : Pas du tout. Le coronavirus en France est optimal. Un nombre sérieux de morts mais pas trop, ce qui aurait provoqué un abatement, père de la révolte, au lieu d'une peur féconde. Le confinement a des inconvénients, nous n'avons pu fêter avec la FNACA les accords d'Evian, nous ne savons pas si nous pourrions fêter avec l'armée populaire du Vietnam la victoire de Dien Bien Phu, mais coupés de la nature, les citoyens font l'apprentissage du virtuel qui sera leur quotidien demain, de la réalité augmentée d'une vie privée de ce qu'on nomme droits de l'homme, marquée par l'information monochrome et l'interdiction de circuler. Nous vivons le saut progressiste le plus soudain et le plus important. Une rupture sans précédent. L'autorité du système, fondée sur les vérités à cours forcés définies par les sachants, l'emporte sur le désir du citoyen et sur les vieilles croyances. Ce qui arrive, c'est la destruction de l'ancien monde, de la société périmée, blanche, teintée de christianisme, « patriarcale ». En quelques jours, on a interdit la communion sur la langue, puis, grâce à la distanciation sociale, le saint sacrifice de la messe. Et cela avec la collaboration des victimes. Hier François anathémisait Donald, coupable de construire des murs, il ne supportait que des ponts, aujourd'hui seuls sauvent les gestes barrières. Il « prie pour que Dieu écarte de sa main le fléau » et tout le monde s'en fiche. La vente des sextoys est en hausse pendant le confinement. Cela montre les premières nécessités de l'arc-en-ciel. Malgré le Carême et l'approche de Pâques, la plupart des baptisés en France suivent les commandements de la République et de la science. Les oracles de « la science » ont remplacé l'autorité de Dieu. Même au cimetière. Le gouvernement réduit les enterrements, et la CEF (Conférence des évêques de France) l'approuve, elle demande « aux proches d'être le moins nombreux possible ». La mort qui parfois réunit les familles doit les garder écartelées, « nos évêques » le commandent. Le gendarme est sans pitié, le croque-mort bon citoyen. Ne vivez plus normalement, et en même temps ne mourez plus. C'est à ce prix que s'opérera la rupture, que la lumière de l'arc-en-ciel vaincra les vieux obscurantismes.

Le président a dit les dernières phrases d'une voix grave, très doucement. Je n'ose troubler la méditation qui les suit, d'autant que mon attestation expire dans quelques minutes. Je le salue avec reconnaissance et sors à reculons, non sans faire trois révérences.

Propos recueillis par HANNIBAL.

L'effondrement actuel des cours du pétrole, un évènement

LE MOIS de mars 2020 a été marqué au niveau de l'agitation médiatique par la crise sanitaire mondiale du coronavirus. Cette crise devrait s'éteindre au bout de quelques mois, avec sur le plan économique une récession mondiale majeure. Cette récession pourrait avoir de grandes conséquences économiques et politiques, au moins à court et moyen terme. Cependant, la crise finale du capitalisme a été annoncée tant de fois depuis 1848 que nous n'y croyons pas. Même, et ce n'est déjà pas la même chose, le discours sur la fin imminente de la mondialisation reste dans le fond bien optimiste, aussi sympathique et raisonnable soit-il dans le fond.

Sur le plan économique, on a observé, dès ce début de récession, une conséquence immédiate, l'effondrement de la demande de pétrole, logique dans des économies au ralenti, à commencer par les principales, la Chine, le Japon, l'Union Européenne, les Etats-Unis. Cet effondrement de la demande mondiale de pétrole entraînera des récessions particulièrement terribles, bien plus prononcées qu'ailleurs, dans les pays pétroliers. Les conséquences politiques seraient majeures aussi : outre un contexte de récession générale, la récession particulière du secteur des gaz de schistes, avec des puits situés dans des Etats surtout républicains, pourrait peut-être causer en novembre 2020 la défaite de Donald Trump, surtout qu'il affrontera très probablement non pas l'épouvantail socialiste Bernie Sanders, mais le démocrate centriste Joe Biden, ancien vice-président d'Obama.

LE PÉTROLE, UN SECTEUR ESSENTIEL DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le pétrole, et l'autre source d'énergie étroitement associée, le gaz, restent des enjeux absolument majeurs pour l'économie et la géopolitique mondiales. Ni les fameuses « énergies vertes » — le solaire et l'éolien principalement, l'hydroélectricité subissant une forme de fatwa idéologique absurde, alors qu'elle seule est économiquement rentable —, ni le nucléaire, n'ont réussi à remplacer les hydrocarbures, malgré un discours idéologiquement dominant répété en boucle à ce sujet depuis les années 1970 ; c'est donc tout sauf une mode récente. Quant au charbon, contre toute attente — il a subi après 1960 l'image négative d'une source d'énergie dépassée d'autant de la Première Révolution Industrielle du XIX^e siècle —, il a maintenu une place importante dans des économies majeures, ou devenues telles, comme la Chine, l'Inde, ou même, dans une moindre mesure, les Etats-Unis. Mais le charbon reste d'un emploi beaucoup moins souple que le pétrole, et pollue davantage, ce qui pose un réel problème sanitaire en Chine ou en Inde. Aussi, être un pays pétrolier ou gazier devrait être un net avantage dans le commerce mondial.

Cette vérité de base demeure incontestable. Encore faut-il que les recettes pétrolières soient bien gérées, et bénéficient réellement à la population, ce qui est loin d'être évident partout, en particulier en Afrique, du Nigeria à l'Algérie, et, cas le plus connu, au Venezuela. Mais il demeure un problème fondamental pour ces pays : la grande instabilité des cours pétroliers, instabilité structurelle qui a résisté à toutes les grandes théories et tentatives de modélisations. Ainsi, le pétrole a connu des pointes à plus de 130 dollars le baril en 2008, il n'y a pas si longtemps, puis a connu une moyenne autour de 60 dollars l'an passé, et connaît depuis quelques semaines une chute spectaculaire, à la moitié de ce dernier prix, avec d'ailleurs de fortes variations de l'ordre du quart ou du tiers, sur quelques jours.

De façon très générale, de nombreuses découvertes de gisements et des progrès technologiques permettant l'exploitation de ces découvertes — notamment les gisements marins en grande profondeur ou les schistes bitumineux — ont repoussé une nouvelle fois, à un seuil de plusieurs décennies, la crainte d'un épuisement des ressources en hydrocarbures. Cet épuisement progressif aurait conduit à une baisse tendancielle de la production et, mécaniquement, par une diminution constante de l'offre, à une forte hausse des prix. Ce n'est donc pas pour demain, ni après-demain.

Aussi, actuellement, le cours du pétrole s'est complètement effondré, à moins de 30 dollars le baril, pour des causes structurelles — évoquées supra, nous n'y reviendrons pas —, et conjoncturelles, soit la récession mondiale liée à la crise du coronavirus, et une guerre des prix lancée par l'Arabie Séoudite.

Pourquoi cet effondrement actuel des prix du pétrole constitue-t-il un enjeu économique et géopolitique majeur ?

UN EFFONDREMENT HISTORIQUE

Ainsi, le cours du pétrole est tombé jusqu'à 19 dollars le baril, soit un record, le plus bas niveau depuis les années 1990. Il a remonté depuis à un peu moins de 30 dollars. Il oscille fortement à un niveau très bas. Cet effondrement des prix proviendrait du contexte général, ce que tout le monde comprend, mais aussi d'une stratégie séoudienne délibérée d'inondation du marché. L'Arabie Séoudite est le seul pays à pouvoir augmenter en quelques jours sa production de façon massive, de l'ordre de 100 millions de tonnes par an, ce qui est suffisant pour déstabiliser complètement le marché ; elle l'a donc fait en février dernier, avec des conséquences absolument immédiates.

Il y a donc une accumulation de deux événements majeurs, dans les faits concomitants : une augmentation de l'offre et une forte baisse de la demande. Cela conduit mécaniquement, selon la loi bien connue de l'offre et de la demande, à un effondrement des prix. Sans nécessairement battre de nouveaux records à la baisse, la perspective du maintien sur au moins plusieurs mois de prix de base faibles semble le scénario de loin le plus probable. Après, il convient de se méfier des prévisions au-delà de quelques mois. Les analystes, y compris spécialisés dans le marché, se sont souvent énormément trompés. On se gardera absolument de toute prédiction sur le long terme, sur l'évolution des cours dans plusieurs années ou décennies ; nous ne pouvons tout simplement pas le savoir ; selon les prophéties à la mode au milieu des années 2000, nous devrions avoir un cours de pétrole dans les 350 dollars en 2020 ; on en est manifestement au dixième ; il n'est pas possible de se tromper davantage. De même se gardera-t-on d'élaborer de nouvelles théories, comme d'aucuns le font déjà, sur un pétrole durablement bas. On ne peut pas le savoir. Cette incertitude pèse énormément sur les pays pétroliers, même si l'or noir reste une ressource précieuse, et que l'avantage d'en disposer reste incontestable, pour l'Etat lui-même comme pour l'intégration du pays dans la mondialisation — avec un produit toujours demandé et disposant d'un marché permanent, à vue humaine —.

Une incertitude forte pèse donc sur le niveau des prix du pétrole dans six mois ou un an. Et les différentes hypothèses dessinent des mondes radicalement différents. L'effondrement actuel des prix du pétrole commence à avoir des conséquences pour les pays pétroliers. Un effondrement durable aurait des conséquences absolument majeures, à la fois économiques et géopolitiques. Inversement, un retour rapide

à la situation de 2019, avec un pétrole à 60 dollars, stabiliserait la situation dans la plupart des pays évoqués.

UNE GUERRE DES PRIX SÉOUDIENNE DIRIGÉE CONTRE LA RUSSIE

Au mois de janvier 2020, le président Poutine a refusé de s'aligner sur les décisions de l'OPEP — Organisation des

Pays Exportateurs de Pétrole —, le cartel des pays pétroliers, de baisse générale de la production, afin de maintenir le niveau des prix à 60 dollars au moins, avec un objectif de 70 dollars. La Russie n'est pas membre de l'OPEP, tout en participant régulièrement aux réunions, à titre d'associé informel libre. L'intérêt de tous les pays de l'OPEP est de vendre leur pétrole

ou leur gaz — les cours du gaz naturel sont de fait toujours alignés sur ceux du pétrole —, le plus cher possible. Certes, officiellement, afin de ne pas contrevenir formellement aux impératifs de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'OMC, gardienne du dogme du libre-échange et du libre-marché, l'OPEP n'a pour politique officielle que la défense de la stabilité des prix du pétrole, les prix stables pouvant convenir aux producteurs et aux consommateurs. L'hypocrisie est évidente. Les pays non-producteurs ont un intérêt évident strictement opposé, consistant à bénéficier des prix les plus bas, ce qui est valable pour l'Allemagne, la France, la Chine, le Japon, l'Inde, mais aussi tous les pays non-pétroliers africains, du Mali au Zimbabwe. Pourquoi cette stratégie *a priori* suicidaire de l'Arabie Séoudite ? Il s'agirait de consentir à souffrir pendant un semestre, voire un an, afin de forcer la Russie à se soumettre aux décisions de l'OPEP, c'est-à-dire, même si les choses sont un peu plus compliquées quand même, de Riyad. Avec une intégration de droit ou de fait de la Russie en son sein, l'OPEP pourrait peser de nouveau très fortement, du moins à terme, sur les prix, en dépassant à nouveau le seuil fatidique des 40 % de la production mondiale.

Ainsi, la Russie avait été fermement invitée en janvier dernier à baisser sa production annuelle de pétrole de 25 millions de tonnes. Cette demande correspond à peu près à un peu moins d'1/20 de la production russe, ce qui n'est pas rien, mais sans être absolument considérable ou inacceptable en soi. Il se peut que la fierté nationale russe ait refusé l'attitude altière et comminatoire de Mohammed Ben Salmane, peu réputé pour ses talents diplomatiques. De ce refus russe a donc résulté cette guerre des prix déclenchée par l'Arabie Séoudite.

Contrairement au précédent des années 1980, il ne faut pas voir dans cette guerre des prix un soutien à l'allié américain dans sa Guerre Froide contre l'URSS, ou son héritière aujourd'hui, la Russie. A l'époque, l'effondrement des prix pétroliers, délibérément causé par l'Arabie Séoudite et les Emirats du Golfe, avait joué un rôle majeur dans l'effondrement économique de l'URSS, avec une économie largement financée par les recettes des exportations d'hydrocarbures. A l'époque, l'Arabie Séoudite, avait craint, via l'Afghanistan, et une étape suivante (hypothétique), le Pakistan, une avancée de l'URSS jusqu'à l'Océan Indien, et précisément la Mer d'Oman, avec la capacité de couper la route maritime d'exportation des pétroles séoudiens. On sait

a posteriori combien cette crainte était infondée, et la réaction séoudienne avait été déjà disproportionnée. Tous les pays pétroliers avaient alors terriblement souffert, et ce dans le monde entier. Tous les observateurs ont forcément ce précédent à l'esprit. Et les prix pétroliers sont restés bas durant une quinzaine d'années, avec des conséquences économiques et géopolitiques majeures. Ce passé relativement récent offre un modèle de ce qui pourrait se passer, même s'il convient absolument de demeurer prudent sur la méthode de l'analogie historique.

Il n'en reste pas moins vrai que la Russie d'aujourd'hui demeure presque aussi vulnérable que l'URSS jadis. Poutine n'a pas réussi à diversifier de façon significative l'économie russe, en dépit de quelques progrès dans l'agriculture. La grosse différence réside dans le fait que la Russie n'a

plus de coûteux empire à maintenir, l'intégrité de l'URSS comme celle des pays communistes ou communistes alliés, ni de multiples interventions directes ou indirectes à mener dans le monde entier. Le cas syrien actuel est précisément un cas unique, une concentration pertinente de moyens limités. Et l'absence de dimension idéologique communiste fait que les alliés de la Russie, qui ne sont pas ses voisins immédiats, comme la Syrie ou le Venezuela, pourraient être au besoin sacrifiés, et ce sans ébranler un quelconque système idéologique internationaliste désormais.

Si les Etats-Unis, en dépit de quelques velléités de Trump, restent globalement assez systématiquement hostiles à la Russie, il faut toutefois reconnaître que cette guerre des prix du pétrole relève de la seule initiative de Mohammed Ben Salmane. Le prince-héritier et homme-fort de Riyad mène sa propre politique, qui, sur ce point précis, peut même nuire aux Etats-Unis : un pétrole durablement en-dessous de 50 dollars nuirait terriblement au secteur des pétroles et gaz de schistes aux Etats-Unis. C'est un jeu très dangereux puisque le contexte international, absolument pas anticipé, a provoqué une plongée des cours très supérieure à celle anticipée.

La Russie aurait certes besoin d'un pétrole à plus de 100 dollars pour équilibrer son budget, sans rogner sur les dépenses sociales, d'équipement, d'armement... C'est précisément ce qui est en train de se passer. Cette situation est donc plus qu'embarrassante, et, si elle devait durer, elle pourrait avoir des conséquences majeures en politique intérieure comme étrangère.

Cet effondrement des cours du pétrole, dramatique pour la Russie, serait peut-être une des causes du changement d'avis majeur de Poutine dans ses projets de réforme constitutionnelle. Initialement très libérale, au point d'en être potentiellement dangereuse pour la survie de la Russie — nous l'avions évoqué dans RIVAROL du 4 mars 2020 —, cette constitution renouvelée n'a cessé depuis trois mois d'être amendée dans un sens plus conservateur — et fort pertinent, comme la mention précisant qu'un mariage est nécessairement l'union d'un homme et d'une femme, ou invoquant Dieu — et autoritaire. Poutine lui-même, inquiet pour l'avenir de son pays, a finalement décidé de permettre potentiellement sa réélection pour encore deux mandats de six ans, en 2024 et 2030. Peut-être était-ce dès le départ le but de la manœuvre, faisant la démonstration d'un sens de la manipulation politique relativement rare



D.R.

Effondrement économique et géopolitique d'importance !

chez le président russe jusque-là, en politique intérieure du moins ; il avait en effet à peu près toujours eu tendance à indiquer de manière claire et précise ses actions politiques à venir, et à tenir parole.

Evidemment, la Russie refuse de se plier aux exigences séoudiennes, et a dénoncé officiellement toute collaboration stricte avec l'OPEP à Vienne — siège en Autriche de cette organisation —, dans un discours vif de son ministre de l'Energie, Alexander Novak. Il est vrai qu'il a depuis atténué ses propos, n'excluant plus à terme un retour à la situation d'association-libre antérieure.

DES CONSÉQUENCES TRÈS NÉGATIVES AUSSI POUR L'ARABIE SÉOUDITE

Mais, même l'Arabie Séoudite a besoin d'un pétrole à 70 dollars pour équilibrer son propre budget. Le pays est désertique, sans vraies ressources hors des hydrocarbures, incapable de nourrir sa population. Elle est vraiment peuplée, situation très différente de celle du Qatar ou des Emirats Arabes Unis, avec plus de 30 millions de citoyens séoudiens — les 5 millions d'étrangers n'ont droit à rien —, qui sont habitués à un niveau de vie relativement élevé. La dictature de la famille Séoud, puis récemment celle de plus en plus personnelle de Mohammed Ben Salmane, tout comme le régime religieux sunnite strict — et qui le reste, en dépit de quelques allègements récents —, ne sont acceptés par la population que précisément en échange de ce niveau de vie. En outre, il n'est pas au niveau de celui des citoyens qataris ou émiratis ; les Séoudiens modestes, surtout s'ils n'ont pas de travail, n'ont pas forcément une vie facile, même si elle demeure incomparablement meilleure que celle des pauvres égyptiens ou jordaniens.

De même, les considérables projets d'infrastructures, avec de nouvelles autoroutes, des voies ferrées pour TGV, des villes nouvelles, de Mohammed Ben Salmane en deviendraient difficilement finançables *a priori*. L'Arabie Séoudite dispose toutefois de considérables possibilités d'endettement sur les marchés, ce qui est moins le cas de la Russie. Deviendraient quand même difficile à financer cet énorme gouffre financier pour l'Arabie Séoudite, qui s'avère de plus en plus un échec, l'invasion du Yémen ; les 2/3 orientaux du voisin méridional sont toujours occupés, mais mal contrôlés, par l'armée séoudienne et ses auxiliaires étrangers ou locaux. Ces auxiliaires ont subi les deux mois passés une série de défaites dans les montagnes au Nord-Est de Sanaa, la capitale, régulièrement bombardée, mais toujours aux mains des Houthis chiites détestés par Riyad. Les auxiliaires séoudiens, souvent des Soudanais, sont purement et simplement des mercenaires, même si, au moins au début de leur engagement, a pu jouer un certain enthousiasme religieux sunnite. S'ils n'étaient plus payés, leurs unités se désagrègeraient, et les Houthis emporteraient une série de victoires faciles, sinon la guerre.

VERS UN EFFONDREMENT DE LA VRAIE CIBLE, L'IRAN ?

Cette guerre des prix du pétrole, même si les menaces récentes explicites ont visé la Russie, officiellement pour des raisons purement économiques — ce qui est en effet le motif majeur du conflit, même si des tensions politiques subsistent sur d'autres dossiers, comme la Syrie —, viserait peut-être aussi, voire surtout, motif jamais explicité, l'Iran. Mohammed Ben Salmane, comme Donald Trump, n'a jamais caché vouloir parvenir à un renversement du régime de la République Islamique en causant son effon-

drement économique, lequel aboutirait à un délitement de lui-même du régime avec une révolte des populations. Ce dernier point n'est absolument pas certain, le patriotisme des Iraniens, au moins la grosse moitié d'ethnie persane de la population, la dissuadant plutôt d'obéir à des consignes venues de l'étranger. Mais l'effondrement économique iranien, déjà en cours à cause des sanctions iniques de Trump réimposées en 2018, et que le reste du monde, malgré des déclarations contraires de principe, en Russie, en Chine, en Inde, ou même dans l'Union Européenne, respecte, pourrait s'aggraver considérablement avec des cours du pétrole aussi bas. L'Iran sombrerait dans une situation à la vénézuélienne, avec de très fortes tensions politiques intérieures, suivant les clivages ethniques ou religieux — il existe une minorité sunnite en Iran, localement significative —, et peut-être une émigration de masse vers la Turquie voisine, dans l'espoir d'envahir l'Europe. Contrairement aux Afghans ou aux Pakistanais, les Iraniens, jusqu'ici, émigrent relativement peu, mais les choses pourraient radicalement changer.

Un effondrement intérieur de l'Iran, économique, puis politique, sans qu'il y ait pour autant renversement de la République iranienne qui semble solide — comme certes, de l'extérieur, la Monarchie du Chah en 1978, il faut se méfier des certitudes en ce domaine —, aurait des conséquences majeures pour les pays ou mouvements politico-militaires soutenus par l'Iran, comme l'Irak — en dépit de tensions récentes —, la Syrie, et le Hezbollah, milice chiite libanaise, très présente dans ce pays et en Syrie. L'Irak subirait aussi des difficultés terribles en cette hypothèse d'effondrement durable des cours du pétrole, avec, sans évoquer la déjà très difficile reconstruction du pays, peut-être un nouvel effondrement de l'Etat, avec une incapacité de solder les nombreux militaires et miliciens. Ces derniers risqueraient de manifester de façon très dangereuse leur mécontentement. Les centaines de milliers de paramilitaires chiites irakiens, bien entraînés, payés à la fois par l'Irak et l'Iran, pourraient ou se révolter, ou se transformer vraiment, et le processus a déjà commencé, en mouvements mafieux parasitant la fragile économie irakienne et s'imposant sur de nombreux territoires au détriment de l'Etat. Le seul atout de l'Etat irakien dans cette hypothèse serait la division de ces milices, qui se détestent aussi entre elles, suivant des logiques claniques ou des subtilités théologiques chiites.

La milice chiite libanaise du Hezbollah est l'équivalent d'une petite armée très entraînée et bien équipée. Elle s'appuie sur un mouvement politico-religieux et des structures paraétatiques développées. Elle est considérée souvent comme la première menace militaire immédiate et réelle — contrairement à la mythique bombe atomique iranienne — par les stratèges de l'Entité Sioniste. L'Arabie Séoudite, pour le moins guère sensible à la cause palestinienne, y compris depuis peu en l'assumant de façon quasiment publique, verrait aussi d'un bon œil l'affaiblissement du Hezbollah. S'il perdait ses financements iraniens, il ne pourrait plus payer ses dizaines de milliers d'hommes, ses achats et ses fabrications d'armement, toute une économie et une société particulière qu'il fait vivre dans le Sud et l'Est du Liban, les régions à majorité chiite. Un affaiblissement du Hezbollah pourrait avoir de terribles conséquences pour le Liban. Et ce particulièrement dans le contexte actuel où l'Etat libanais est depuis quelques semaines officiellement en faillite — au sens le plus strict, car incapable de rembourser sa lourde dette —, ayant à sa tête des gouvernements de coalition précaires et systématiquement contestés dans la rue — du moins la rue

des grandes villes sunnites de la côte —. Le Liban demeure plus que jamais une dangereuse poudrière.

UN EFFONDREMENT GÉNÉRAL DES PAYS PÉTROLIERS ?

Nous avons déjà évoqué les conséquences d'un effondrement des prix pétroliers pour la Russie ou les pays du Moyen-Orient, l'Iran, l'Irak, l'Arabie Séoudite. Des conséquences semblables frapperaient tous les pays pétroliers du monde. Les seuls qui sauraient gérer la crise seraient les émirats du Golfe Persique, peu peuplés, ou du moins, comportant peu de citoyens — 10 à 20 % de la population totale —, comme le Qatar et les Emirats Arabes Unis. Ils n'ont pas à subventionner des populations importantes et disposent de réserves financières accumulées considérables.

En revanche, subiraient des difficultés considérables l'Algérie, le Nigeria, assurément, et peut-être le Canada. Le cas le plus dramatique serait celui qui l'est déjà, le Venezuela, et qui pourrait sombrer encore davantage. Au Venezuela, l'armée ou les milices populaires pourraient ne plus recevoir sinon leur solde — déjà problématique —, pas même les distributions de nourritures et de produits vitaux qui en tiennent désormais lieu ou presque. Un effondrement du régime socialiste bolivarien ne se déroulerait pas sous la forme d'une transition tranquille vers un régime libéral classique. L'anarchie risquerait de s'installer, avec la famine — qui est quasiment déjà présente — et des épidémies — difficilement évitables avec l'effondrement du système sanitaire en un pays tropical humide —, le tout conduisant à un exil encore plus massif vers les pays voisins. 6 millions de Vénézuéliens, soit près du cinquième de la population au total, ont déjà fui leur pays, principalement à destination de la Colombie, puis de l'Equateur et du Pérou, et, dans une moindre mesure, du Brésil. Un régime socialiste dictatorial strict, qui ne corrigerait en rien la ruine économique, pourrait néanmoins paradoxalement s'imposer aussi, surtout si l'armée, politisée, demeure unie, même si ce n'est pas forcément le scénario le plus probable. Un des modèles avoués, le communisme cubain, a bien survécu à toutes les faillites économiques du castrisme, et est toujours là en 2020.

Au Nigeria et en Algérie, les ressources pétrolières et gazières peinent déjà à assurer les dépenses de l'Etat. Elles ne le pourraient absolument plus en un contexte d'effondrement durable des prix. Il faudrait s'attendre à l'effondrement des aides aux populations, et peut-être de l'Etat au Nigéria. Cette dernière hypothèse correspondrait vraisemblablement à une explosion du pays, composé de plusieurs centaines d'ethnies, qui se détestent toutes entre elles bien sûr, avec un clivage non seulement ethnique mais aussi religieux, car s'opposent chrétiens et musulmans... Les musulmans du Nigeria sont aussi fort perméables aux idéologies djihadistes — l'exemple le plus célèbre est Boko Haram —, déjà dominantes avant la colonisation britannique. On imagine très bien le terrible chaos qui en résulterait, et déstabiliserait toute la région, car les prémices en sont déjà là depuis plusieurs années.

De cet effondrement des prix du pétrole risquent de résulter de très fortes zones d'instabilité géopolitique, ce qui est négatif pour le monde entier. L'Europe risque en particulier de voir augmenter les vagues migratoires invasives, en partance de l'Algérie, de l'Irak, de l'Iran, une pression s'ajoutant à celle qui bute actuellement, avant de les submerger demain, sur les frontières grecques, italiennes ou espagnoles — celles-là non défendues par une gauche à principes "humanitaires" suicidaires —.

Toutefois, il est évident que pour les entreprises, en particulier celles de transport, ou les industries, la forte baisse des prix du pétrole, et donc des carburants, ne peut être que positive. Cependant, pour l'automobiliste français, le prix baisserait peu, car plus de 80 % du prix de l'essence est en fait composé de taxes de l'Etat. Ce phénomène est d'ailleurs très variable selon les pays ; le carburant aux Etats-Unis est peu taxé, et une vraie baisse durable de l'essence aurait des effets positifs majeurs pour les consommateurs — tout en sinistrant le secteur de la production —. Les effets seraient très positifs pour les économies fortement importatrices de pétrole comme l'Union Européenne, l'Inde, la Chine, le Japon. Même s'ils restent marginaux à l'échelle mondiale, les très nombreux pays du tiers-monde dépourvus d'hydrocarbures seraient fortement soulagés. Ainsi, la fin du pétrole vénézuélien très bon marché, sinon donné, a déstabilisé très fortement dans la deuxième moitié des années 2010 Cuba et Haïti ; ces pays, du moins Cuba, pourraient désormais s'approvisionner directement sur un marché mondial à leur portée.

Enfin, la disparition des pétrodollars importants pourrait faire baisser la diffusion massive de la lecture fondamentaliste musulmane de l'Islam élaborée en Arabie au XVIII^e siècle — le wahhabisme, toujours doctrine officielle — dans l'ensemble du monde musulman, de la Mauritanie à l'Indonésie en passant par la France. Cette lecture est très perméable, pour le moins, avec le djihadisme. La fin de son financement, sur le plan international, serait, pour le coup, un bouleversement majeur très positif.

Scipion de SALM.

Bulletin d'abonnement à
RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :
☐ Trois mois : 40 €
☐ Six mois : 70 €
☐ Un an : 125 €
☐ Deux ans : 215 €
☐ Soutien 1 an : 175 €
☐ Propagande 1 an : 210 €
☐ A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
☐ Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
☐ Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
☐ Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)
IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com
ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR

Lire ou relire, mais pas n'importe qui, n'importe quoi, n'importe quand

NOUS SOMMES tous confinés dans nos demeures, absolument contraints d'attendre les dernières nouvelles gouvernementales, les dernières nouvelles officielles et les derniers ordres d'un pouvoir qui entend montrer ses muscles au petit peuple qui est perdu. Nous vivons des heures, des jours et des semaines vraiment très particulières. Une chape de plomb nous est tombée dessus. Rien ne pourra modifier à court terme cet état de fait. Nous avons tous la détestable impression, en ce moment, que nos réflexions, nos réflexions à nous tous, les nouveaux terrains que nous défrichons ou que nous pourrions défricher sont, seront ou seraient stériles. Cette impression que le plus savant des analystes, le plus génial des théoriciens, le meilleur des meilleurs, l'impression qu'un prophète même ne serait pas écouté s'il n'avait pas l'autorité sociale idoine pour l'être aujourd'hui : l'autorité donnée par la télévision, l'autorité médiatique qui donne vie à l'émetteur d'opinion, qui le rend automatiquement audible.

UNE ACTUALITÉ OBNUBILANTE

Dès le lendemain de la première allocution d'Emmanuel Macron concernant le covid 19 avec son ordre de fermer tous les établissements scolaires de France, les réflexions, les analyses, les questions philosophiques perdaient de leur importance. Aujourd'hui, certaines questions peuvent paraître dérisoires. Les débats qui animent si vigoureusement les dissidents, les nationalistes, les identitaires, les catholiques ne passionnent soudainement plus. L'actualité est trop tendue, trop changeante, trop anxieuse pour laisser un bout de cerveau disponible à la plupart des gens pour le débat, la polémique. Quoi de plus normal !

Pourtant, tous les sujets d'hier, toutes les disputes ne disparaissent pas, et il faudra bien un jour qu'ils émergent à nouveau. Ou alors aurons-nous cessé de lutter intellectuellement, ce qui ne peut avoir de sens, sinon dans un monde de robots. Il est cependant de plus en plus probable que la situation sanitaire et les précautions et contraintes étatiques vont se prolonger. Le « *Nous sommes en guerre* » d'Emmanuel Macron n'a en effet rien d'anecdotique mais est la preuve évidente d'un changement important dans le processus de métamorphose du Nouvel Ordre Mondial, la preuve que la chrysalide dans son cocon va lentement, sur un long laps de temps, décortiquer ses membranes, muter. Beaucoup retourneront au travail, dans des conditions différentes, en travaillant différemment, d'autres iront à la terre, mais il restera la cohorte de ceux qu'on appelle généralement « les intellectuels » : les journalistes spécialistes des grands sujets, les théoriciens politiques, les idéologues, les écrivains, les philosophes, les sociologues, les chercheurs de vérité...

Lors de la Seconde Guerre mondiale, en France comme en Angleterre, des penseurs ont « osé » profiter de leurs « vacances » forcées pour étudier leurs sujets de prédilection. Le libéral Raymond Aron a profité de cette parenthèse temporelle pour lire ou relire l'intégrale de Karl Marx. De cette expérience il en tirera une leçon paradoxale d'anticommunisme, voyant dans le marxisme-léninisme une folie doctrinale assassine infidèle aux écrits du socialiste allemand, infidèle à sa pensée qui constitue à ses yeux bien plus une grille d'analyse qu'un programme.

A RIVAROL, nous n'allons pas relire Karl Marx, mais il se pourrait bien que l'on révise les classiques de la pensée de notre mouvance si l'actualité reste ainsi dépendante d'un Etat néo-totalitaire avec un régime d'exception qui risque de diffuser, plus que jamais, des « vérités » officielles,

(Dessin de Chard)



des informations emballées sous plastique, un paysage qui ne sera plus possible de contester ni même d'écorner. Nous avons des livres en réserve, des classiques bien sûr, mais aussi des publications récentes concernant des thématiques fondamentales. Les éditions dirigées par Paul Beaumont, Reconquista Press, ont eu la bonne idée d'exister et de publier les fondamentaux du nationalisme et même les fondamentaux oubliés ou qui ne sont pas perçus comme tels.

Parmi les incontournables, Reconquista Press a redonné vie à une exégèse de l'œuvre d'Edouard Drumont, *La vision de Drumont*, une anthologie élaborée initialement en 1944 par Joseph-Marie Rouault et rééditée en septembre 2019, avec une préface sublime de l'abbé Olivier Rioult. On signalera également la relecture du fameux *Doctrines du nationalisme* de Jacques Ploncard d'Assac commise par Jean-Jacques Stormay. Et puis, comment ne pas évoquer la pensée radicale du Canadien Adrien Arcand *Serviam, La pensée politique d'Adrien Arcand* (une anthologie accompagnée d'un essai de Joseph Mérel et d'une biographie de Rémi Tremblay). Voilà de grandes lectures en perspective qui pourraient permettre, en en surprenant certains, de réactualiser une pensée nationale qui tourne en rond ou qui se retrouvera comme « perdue » dans le nouveau monde qui vient.

QUI SOMMES-NOUS POUR JUGER ? DES NATIONALISTES !

Si nous pressentons que nous avons besoin d'une certaine lecture, nous savons aussi que certains textes sont des poisons, que certains livres et revues ne sont ni utiles ni intelligents pour la cause. D'autres constituent des impasses, voire des trous profonds.

Nous n'allons pas nous répéter infiniment, nous avons beaucoup parlé de l'affaire Matzneff (voir RIV. des 8, 15 et 22 janvier 2020), d'autant plus intensivement que nous n'avions jamais compris pourquoi ce personnage faisait partie du décor d'une certaine droite alors qu'il faisait régulièrement l'apologie de l'ignoble pédophilie. Que Matzneff ne soit pas le seul pédophile dans le monde, nous l'entendons. Mais ce n'est pas une raison pour l'accepter comme écrivain pertinent, inventif et utile à la cause ! Dans la dernière livraison de la revue syncrétique *Synthèse nationale*, Jean-François Touzé, le numéro deux du Parti de la France, a cru important de revenir sur le sujet. « *Longtemps Gabriel Matzneff fut considéré sinon comme des nôtres, du moins comme un compagnon de route* ». Et l'auteur de ces lignes de se montrer dithyrambique à son égard (avant de critiquer la pédophilie) : « *Sa liberté de pensée à la fois naturelle et farouchement entretenue par un aiguïsement quotidien, sa culture classique, son appétence pour la Rome antique et les stoïciens, son admiration pour Arthur Schopenhauer, Lord Byron, Gabriel d'Annunzio ou Tintin, son esprit mousquetaire,*

son amour de Naples ou de Venise, de la chaleur des rues bruyantes et de la fraîcheur des églises silencieuses, son goût pour le vin en abondance et les plats copieux, sa proximité amicale et littéraire avec Montherlant et Cioran, son compagnonnage éditorial avec la Table ronde, sa vision solaire du monde, sa liberté de parole... » Touzé ne s'arrête plus et nous offre une litane de ce qui serait formidable dans la personnalité de Gabriel

Matzneff. Il y ajoute ses rapports avec Pierre Boutang et Bertrand Renouvin et même son affection pour Alain de Benoist, ses liens, paraît-il, amicaux avec Jean-Marie Le Pen, son aversion pour le tout-venant de la pensée de super-marché, son anticonformisme, ah, son anticonformisme !

Pour Touzé, il suffisait de ne pas lire les *Carnets noirs* de Matzneff pour ainsi ne pas tomber sur l'étalement de sa pédophilie (qu'il désapprouve). Cela est faux, doublement faux. Faux parce que les commentaires de Matzneff sur ses activités criminelles abondent dans son œuvre et n'épargnent quasiment aucun de ses ouvrages. Faux encore, car l'anticonformisme de Matzneff l'est principalement dans le but d'incliner ses lecteurs à accepter comme telle sa pédophilie, voire à l'adopter en les livrant à ses fantasmes pervers. Fallait-il que les lectures grisantes et « anticonformistes » fussent bien rares dans les années 1980 pour goûter à celle, dangereuse, d'un petit démon pédomane ! Nous le voyons, il existe des lectures qu'il faut condamner, non pas pour jouer au grand inquisiteur, mais pour préserver ceux qui sont un peu moins au fait des techniques de manipulation et qui se font manipuler par la forme, l'image du dandy iconoclaste, l'aspect sulfureux sans comprendre que parfois la détestation revendiquée de la morale masque une véritable haine de la Morale, de l'Innocence et de Dieu. Touzé prétend que ce ne sont pas aux nouveaux évêques de condamner les écrivains et leurs textes mais seulement à la Justice. Stupide assertion présentant le monde des livres comme un univers non pas de libertés mais un univers permissif autorisant toutes les expressions perverses satisfaisant la consommation perverse. Les ouvrages politiques sont surveillés de près par la Justice mais les horreurs qui banalisent le mal jouissent, elles, très souvent, de sa tolérance (qui étonne tant elle fut importante dans le cas Matzneff durant des décennies). Pourquoi alors ne devrions-nous pas étriller ce qui doit être étrillé ? Attention à ce que nous lisons. Rien n'est plus trompeur que des mots.

UNE INVERSION ACCUSATOIRE

Dans le même numéro de la revue *Synthèse nationale*, son directeur, Roland Hélié, use de la même astuce pour balayer les critiques qui lui déplaisent : les nationalistes n'auraient pas à juger « *d'autres nationalistes* ». Hélié défend là ouvertement et sans nuances le groupe sectaire Les Brigandes et son grand maître Joël Labruyère qui ne serait que la pauvre victime de son charme (qui les ferait toutes tomber). Que ne faut-il pas lire encore une fois ! « *A Synthèse nationale, lorsque leur cause nous semble juste, nous donnons la parole à ceux de notre camp qui sont vilipendés car nous détestons les chevaliers blancs donneurs de leçons. [...] Ce qui compte à nos yeux, c'est qu'elles (Les Brigandes) sont engagées dans le même combat politique que nous, le combat contre le*

mondialisme et pour la libération nationale et identitaire ». Ulcéré par le portrait définitif des Brigandes dessiné par Jérôme Bourbon et l'équipe de RIVAROL, Hélié a publié une interview du gourou Labruyère qui s'attaque évidemment à Jérôme Bourbon, après l'avoir fait agresser physiquement par un de ses sbires, l'accusant dans une inversion accusatoire caractéristique de sectarisme. En effet, la seule chose qui est claire chez Les Brigandes, c'est qu'elles constituent bel et bien une secte bâtie sur des délires New age, à partir d'éléments disparates grotesques arguant de son communautarisme pour apparaître faussement comme un isolat blanc.

Roland Hélié dont on connaît l'intelligence, la finesse d'esprit et la rigueur doctrinale pourrait-il nous expliquer comment cette équipée volatile et nomade, qui postule que l'ère des nations est terminée, qui se prend pour des elfes au-dessus de l'humanité (d'où le nom de Royaume elfique) et qui est accusée par d'anciens adeptes d'actes de barbarie et d'assassinat sur une jeune femme, alors membre du groupe, des accusations prises très au sérieux par la police et la justice belges, pourrait-elle participer à la « *libération nationale* » ? On ne peut pas dire et écrire n'importe quoi pour défendre de petits copains dont la pertinence du discours se mesurerait aux applaudissements de quelques auditeurs euphorisés par les vapeurs de houblon ou raisonnant avec leur bas ventre. On ne peut pas lire n'importe quoi !

Pourquoi les Brigandes seraient-elles objectivement nationalistes ? Parce qu'elles s'attaquent aux Jésuites responsables, selon elles, du naufrage du Titanic et de la bombe sur Nagasaki ? Parce qu'elles seraient à la recherche de la prétendue Tradition primordiale, qui est en réalité tout sauf une tradition ? Parce qu'elles ont conçu une loge maçonnique de l'*Ordo Cain Draconis* dont Joël Labruyère est le grand maître ? Lequel Labruyère ose se prétendre « *chercheur de vérité* » ? Mais de quelle vérité parle-t-il ? Que recherche-t-il ? Comment ces recherches contribuent-elles à la « *libération nationale* » ?

Nous le voyons, et nous le voyons de plus en plus. Alors que la mouvance nationale regorge d'ouvrages essentiels, alors que des âmes fortes travaillent pour diffuser des textes parfois de qualité immense, des textes qui font réfléchir, qui peuvent concrètement donner de brillantes idées aux militants sincères, d'autres, qui sont de médiocres dévoyeurs, s'échinent à faire l'apologie de vilaines choses qui n'apportent rien au moulin. Rien ! On nous parlera de divertissement et de distraction, si précieux en ces temps d'inquiétude. Nous rétorquerons que si Matzneff ou les Brigandes possèdent cette capacité d'enjouer certains esprits, c'est que la situation est bien plus grave encore que ce que nous imaginions.

François-Xavier ROCHETTE.

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « *Points de vente* » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.